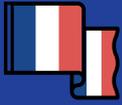


#9

AUTOMNE

2018

3.00 €



The Progressive Post



COMMENT LA MIGRATION RÉGULIÈRE PEUT RÉDUIRE LA MIGRATION IRRÉGULIÈRE

COUVERTURE SPECIALE

#EP2019

Affronter la nouvelle communication conservatrice de Droite

DÉMOCRATIE

#EP2019 - les publics cibles pour les partis progressistes

MONDE

Commerce : lutter contre le protectionnisme

SOCIAL

La nouvelle Autorité européenne du travail

ÉCONOMIE

Paradis fiscaux - nouvelles règles pour les conseillers et les experts

L'AVENIR DE LA GAUCHE

L'action des mouvements des droits civiques féminins

ENVIRONNEMENT

Arrêter de parler de transition énergétique

FOLLOW UP

Pourquoi les Villes mènent le débat sur le changement climatique

The Progressive Post

Les Européens partagent une histoire et un avenir communs,
mais leurs idées et idéaux ont besoin de trouver un espace public.

The Progressive Post

Le magazine d'opinion progressiste Européen
qui rassemble des experts de renommée mondiale,
pour offrir une plateforme informant le public
sur les problèmes auxquels l'Europe est confrontée aujourd'hui.

The Progressive Post

Le magazine est publié en deux langues: anglais et français.
Nous avons également des partenariats avec The Fabian Review (UK)
et TEMAS (ES)

Progressivepost.eu + @FEPS-Europe

Analyse quotidienne et avis pour compléter l'édition imprimée



With the support
of the European Parliament

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Ernst Stetter

RÉDACTEUR EN CHEF

Alain Bloëdt

EDITEURS

Karine Jehelmann, Olaf Bruns

COMITÉ ÉDITORIAL

Ania Skrzypek, David Rinaldi, Vassilis Ntousas, Maria Freitas, Hedwig Giusto,
Charlotte Billingham, Lisa Kastner, Laetitia Thissen

TRADUCTEURS

CGB Translations, Richard Bonanno, Ben O'Donovan

RELECTURE

Louise Hanzlik

COORDINATION & GRAPHISME

www.triptyque.be

CRÉDITS PHOTO

Shutterstock, The EU's Audiovisual Media Services, Sara Prestianni

ILLUSTRATION DE COUVERTURE

Peter Willems - Vec-Star

DROITS D'AUTEURS

© FEPS – Fondation européenne d'études progressistes

N°9 - 2018

ISSN 2506-7664



Comment la migration régulière peut réduire la migration irrégulière

par Maria Joao Rodrigues, FEPS President

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. D'après l'Organisation internationale pour les migrations, les arrivées des migrants en Europe par voie maritime ont décliné depuis l'année dernière. Il n'est plus possible de se cacher derrière le prétexte de la « crise » pour justifier l'incapacité politique ou le manque de volonté de l'UE et de ses États membres pour y faire face d'une manière efficace et humaine. Cependant, dans l'Union européenne, le débat empoisonné sur les migrations a été extrêmement désagréable en 2018 et l'arrivée, dans les premières semaines de l'été, d'un autre bateau rempli de personnes désespérées fuyant des situations dramatiques a servi d'excuse aux querelles sur les responsabilités, déclenchées notamment par le changement de gouvernement en Italie et le revirement de la politique migratoire de Rome, qui est passée d'une approche accueillante - bien qu'imparfaite - à la fermeture des ports.

Des vies ont été sauvées, ainsi que l'honneur européen, grâce à une initiative courageuse prise par le gouvernement socialiste de Pedro Sanchez.

La migration continue à être un débat qui divise beaucoup dans l'UE. Dans certains cas, elle devient même une obsession collective, nourrie par les nombreuses perceptions erronées qui l'entourent et en raison de la propagande soutenue sur les médias traditionnels et sociaux. Dans certains pays européens, les partis populistes et de droite ont, jusqu'à présent, réussi à détourner le débat sur la migration en dressant leurs propres portraits où ils figurent en tant que gardiens infatigables des identités et des territoires nationaux face à « l'invasion des migrants » et en remplissant de plus en plus leurs discours politiques avec des accents xénophobes et racistes.

Ces dernières années, l'UE a entrepris des étapes importantes en organisant une frontière

européenne, en luttant contre les trafiquants et leurs réseaux et ainsi que dans la prévention contre l'immigration clandestine. Un partenariat de développement crédible avec l'Afrique est crucial, mais une approche globale exige d'augmenter les possibilités légales pour que les migrants arrivent dans l'UE, pour empêcher les décès en mer et les flux irréguliers, pour lutter contre l'exploitation des travailleurs migrants et le dumping social qui en résulte, et cela implique l'adoption de politiques d'intégration cohérentes qui favorisent la cohésion sociale et empêchent les tensions.

Une politique européenne en matière de migration basée sur les principes progressistes du respect des droits humains, de la dignité humaine et de la solidarité est possible si elle se fonde sur une appréhension plus profonde du phénomène et s'éloigne d'une approche orientée sur la sécurité. Il est évident que notre/nos identité(s) européenne(s) devrait/devraient être respectée(s), mais cela est compatible avec une société ouverte qui assure la protection des demandeurs d'asile et qui compte sur une politique globale pour la gestion de la migration.

L'adoption en décembre prochain du Pacte mondial sur les migrations promu par l'ONU offrira une occasion formidable de construire une vaste coopération internationale autour de la gestion et de l'administration de la migration. C'est une chance pour la coopération et pour nourrir un changement politique que les forces progressistes européennes devraient saisir avec enthousiasme. Un premier test arrivera en Europe lorsque, au-delà des accords bilatéraux pour affronter les urgences, le système dépassé de Dublin sera remplacé par un véritable système d'asile européen.

#09 Table des matières

COUVERTURE SPÉCIALE



#EP2019 - Affronter la nouvelle communication conservatrice de Droite

P. 6 Parlement européen : une prise de contrôle peu probable des antilibéraux



P. 10 Matteo Salvini, le conteur anti-immigration de la politique italienne

P. 12 Le langage démagogue et populiste : Comprendre pour mieux déconstruire

P. 14 George Soros et Viktor Orbán : la bataille entre progressistes et populistes

P. 16 “La gauche se contente trop souvent de dénoncer les problèmes, sans fournir aucune solutions créatives”
Interview avec Jean-Michel Lafleur par Alain Bloët



FOCUS



AVANT-PROPOS

P. 21 UNis pour une politique européenne différente en matière de migration

FOCUS

Comment la migration régulière peut réduire la migration irrégulière

P. 24 Dépolitiser le défi des migrations

P. 26 Mobilité humaine: mondialisation neolibérale et migration forcée



P. 28 Récit d'un voyage à travers l'Europe: de la première réception à l'intégration des migrants

P. 34 Le dilemme de la tomate

P. 36 Belgique : des politiques d'intégration détournées de leur objectif ?

P. 39 Nous ne pouvons plus l'ignorer : l'Allemagne doit faire face à ce défi

P. 42 La gestion de la migration en Suède et son impact

P. 44 L'Afrique de l'Ouest face à ses migrations : quelles réponses pertinentes ?

P. 46 Pour une stratégie partagée

DÉBATS



pages.48-49

DÉMOCRATIE

#EP2019 - les publics cibles pour les partis progressistes

P. 48 Changer les conditions de vie face au chauvinisme social

P. 51 Les jeunes et les femmes sont l'avenir de la Social-démocratie



pages.51-53

P. 54 Les élections européennes de 2019 : Est-ce que le SPD peut se remettre ?

MONDE

Commerce : lutter contre le protectionnisme

P. 56 Une réponse progressiste au protectionnisme unilatéral : L'accord optimale ?



pages.56-59

P. 60 M. Trump a (quelques) préoccupations légitimes vis-à-vis du commerce, mais sa stratégie est contre-productive

SOCIAL

La nouvelle Autorité européenne du travail

P. 62 Créer une autorité européenne du travail : les contraintes politiques et légales

P. 64 Un Marché unique pour plusieurs marchés du travail



pages.64-65

ÉCONOMIE

Paradis fiscaux - nouvelles règles pour les conseillers et les experts

P. 66 Plus de règles de transparence, moins d'évasion fiscale

P. 68 Le combat de l'OCDE contre le secret bancaire



pages.68-69

#09 Table des matières

L'AVENIR DE LA GAUCHE

L'action des mouvements des droits civiques féminins

P. 70 La gauche polonaise et la lutte des femmes pour leur survie



P. 72 L'Irlande ... enfin

ENVIRONNEMENT

Arrêter de parler de transition énergétique

P. 74 L'été 2018 ravivera-t-il le débat sur les changements climatiques ?
interview avec Jean-Pascal van Ypersele par Alain Bloëdt



FOLLOW UP

Pourquoi les Villes mènent le débat sur le changement climatique

P. 78 L'influence politique des villes doit être renforcée



P. 82 Mesures en faveur du climat : les villes d'abord !
Interview avec Júlia López Ventura par Alain Bloëdt



INSPIRATION

P.86 À VOIR

P.87 À LIRE



T. G. Schminke
page 6



Eleonora Poli
page 10



Robert Feustel
page 12



Tamas Boros
page 14



J-M. Lafleur
page 16



Ernst Stetter
page 21



Michel Foucher
page 24



Raúl Delgado Wise
page 26



Sarah Prestianni
page 28



Roberto Forin
page 34



Sylvie de Terschueren
page 36



Sönke Schmidt
page 39



Jesper Bengtssons
page 42



Pape Demba Fall
page 44



Claudia Mancina
page 46



Dirk Jörke
page 48



Oliver Nachtwey
page 48



André Krouwel
page 49



Jana Faus
page 54



Arancha Gonzalez
page 56



Geoffrey Harris
page 59



Pascal Lamy
page 59



Todd N. Tucker
page 60



Sofia Fernandes
page 62



Jan Cremers
page 63



Leyla Ates
page 66



John Peterson
page 68



Krystyna Kacpura
page 70



Andrea Pető
page 71



Shauna Stanley
page 72



Lizzie O'Shea
page 72



J.-P. van Ypersele
page 74



Wolfgang Teubner
page 78



André van de Nadort
page 81



Júlia L. Ventura
page 82



Christophe Sente
page 87



Parlement européen : une prise de contrôle peu probable des antilibéraux

Interview de Tobias Gerhard Schminke par Olaf Bruns

Tobias Gerhard Schminke est le fondateur et le président de l'agrégateur de sondages @EuropeElects. Il étudie le développement à Halifax, au Canada. Auparavant, il étudiait les sciences de la communication et de la politique à l'Université d'Haïfa, en Israël, et à l'Université Johannes Gutenberg de Mayence, en Allemagne.

Il est à craindre que la Droite antilibérale ne prenne la main lors des élections européennes de 2019. Tobias Gerhard Schminke, fondateur de @EuropeElects, voit en effet de grandes victoires pour l'Extrême-droite et de grandes pertes pour le Centre-gauche - mais selon les sondages actuels, le Parlement européen ne tombera pas entre les mains de forces antilibérales.

Progressive Post: *Il reste un an avant les élections du Parlement européen de 2019, néanmoins il semble y avoir une forte montée des populistes et des nationalistes de droite sur l'ensemble du continent. Cette tendance est-elle corroborée par les sondages effectués dans toute l'Europe ?*

Tobias Gerhard Schminke: Tout d'abord, je veux mettre en garde vis-à-vis du langage que nous utilisons lorsque nous parlons de la montée des partis antilibéraux de droite. Il y a parfois

cette idée que la droite n'est pas loin de remporter tout le continent. Mais étudions plutôt les faits : la Hongrie, la Pologne, l'Autriche et l'Italie sont gouvernées par des partis antilibéraux de droite. La démocratie et les droits de l'homme sont confrontés à une grave crise dans ces endroits.

Dans des pays comme la France, la République tchèque, la Slovaquie, la Finlande, le Danemark, la Bulgarie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, l'opposition de droite façonne fortement les politiques mises en place par les partis du gouvernement, qui ne sont pas eux-mêmes



Sur la base des sondages, @EuropeElects projette que la Ligue du Nord de Matteo Salvini obtienne les nouveaux sièges pour le groupe ENF de Marine Le Pen au Parlement européen.

antilibéraux par nature mais qui craignent de perdre des électeurs en faveur de la droite s'ils ne suivent pas leurs politiques.

Toutefois, il y a aussi des pays qui, jusqu'à présent, sont restés presque non impactés par l'influence politique de la droite. Il n'y a pas de forts partis de droite en Irlande, en Espagne, au Portugal ou à Malte.

PP: Qu'en est-il de ces forces cumulées au niveau européen ?

TGS: Europe Elects a agrégé les nombres relatifs aux partis de droite depuis la dernière élection de 2014. Ces partis, qui coopèrent avec Marine Le Pen (le Groupe ENL, Europe des nations et des libertés, au Parlement européen), sont passés de 5 % en juin 2014 à environ 8 % aujourd'hui. De même, la part du groupe populiste EFDD (Europe de la liberté et de la démocratie directe) est passé de 6 à 8 %. Et les conservateurs eurosceptiques dans le

groupe CRE (Conservateurs et réformistes européens) sont passés de 9 à 10 %.

Si nous ajoutons ces nombres et ne tenons pas compte des partis communistes et extrémistes de droite, nous voyons que la part des électeurs de droite en Europe, depuis 2014 jusqu'à aujourd'hui, est passée d'environ 20 % à approximativement 26 %. Cela signifie donc qu'environ 70 % des européens continuent de soutenir les partis libéraux et progressistes. Gardons la tête froide, l'Europe n'est pas majoritairement de droite et antilibérale.

“

Le soutien à la droite en Europe est passé d'environ 20 % à approximativement 26 % depuis 2014. Gardons la tête froide, l'Europe n'est pas majoritairement antilibérale.

”

PP: *Quant au nombre de sièges au Parlement européen, dans quels pays le camp antilibéral de droite devrait-il remporter ses plus grandes victoires ?*

TGS: Actuellement, Europe Elects prévoit que le groupe ENL, de Marine Le Pen, remportera principalement des sièges en Italie. Le populiste EFDD n'existera probablement plus après l'élection européenne de 2019 car il ne remplira pas les conditions requises pour former un

groupe au Parlement européen. Mais les partis proches de cette idéologie pourraient remporter des sièges en Allemagne, en Italie et en France, et dans une moindre mesure, aux Pays-Bas, en Suède et en Estonie. Le conservateur eurosceptique CRE remportera des sièges principalement dans les pays du groupe de Visegrad.

PP: *Pensez-vous que ce qui reste de l'EFDD (principalement le grand groupe du Mouvement 5 Étoiles italien) rejoigne le groupe ENL de Mme Le Pen et forme un groupe commun encore plus grand et plus influent ? Peut-être même avec le potentiel de prendre la place de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S&D) en tant que deuxième plus grand groupe ?*

TGS: Ce qui va arriver aux groupes de droite au Parlement européen est très incertain. Il est probable que l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) rejoigne l'ENL. Le politologue Manuel Muller, qui est un expert du Parlement européen, suppose actuellement qu'il est plus probable que le CRE joigne ses forces au Mouvement 5 étoiles (M5S). Cela transformerait le CRE en un groupe encore plus diversifié d'un point de vue idéologique. Mais le M5S a démontré par le passé qu'il ne voit pas d'inconvénient à rejoindre un groupe qui ne partage peut-être pas sa propre idéologie.

Selon notre prévision, les groupes de droite CRE, EFDD et ENL ont déjà six sièges de plus que le groupe S&D. Toutefois, il est très improbable que la Droite s'unisse en un seul groupe. En outre, au sein de la Droite européenne, la diversité est forte : conservatisme social contre néolibéralisme ; pro-européens et anti-européens stricts, amis de Poutine et ses plus féroces opposants. Il est donc peu probable que la Droite arrive à s'unir.

*#FutureOfEurope #Left
Le Centre-gauche devrait
perdre presque partout
@tobiasgschminke*



Si le groupe de Macron devient une réalité et parvient à attirer un grand nombre de membres S&D actuels, alors il se pourrait qu'un groupe de droite uni ait une chance de prendre la deuxième place. Mais ceci est très peu probable à l'heure actuelle. Il n'a peut-être jamais été aussi difficile de prévoir la composition finale du Parlement.

PP: *Dans quelle mesure, le Centre-gauche sera en difficulté ?*

TGS: Le soutien des électeurs aux sociaux-démocrates (le groupe S&D au Parlement européen) est passé de 25 à seulement 19 %. Le groupe S&D recule presque partout sur le continent, à l'exception de Malte et de deux membres S&D très à gauche : le Portugal et le Royaume-Uni. Nous devons garder à l'esprit toutefois que le Royaume-Uni quittera l'UE avant les élections, le S&D perdra un membre fort et performant dans l'élection. Par conséquent, 2019 pourrait être une élection historiquement mauvaise pour le S&D. Beaucoup d'électeurs quittent le S&D pour les partis de droite. L'histoire selon laquelle la Droite récupère principalement des électeurs à partir du Centre-droite est un conte de fées. La plupart des électeurs viennent des partis S&D.

PP: *Dans quels États membres le groupe S&D devrait perdre le plus ?*

TGS: Le groupe S&D devra affronter ses plus grandes pertes en Italie, en Allemagne et en France - bien sûr, ce sont ces pays qui ont les plus grandes

populations dans l'UE. Il faut dire néanmoins que le comportement électoral dans les scrutins nationaux, qui représentent principalement la base de la prévision d'Europe Elects, et le comportement électoral lors des élections de l'UE pourrait être différent.

PP: *Avec 410 sièges, la « Grande Coalition » du groupe PPE (Parti populaire européen) (221) et du groupe S&D (189) détient actuellement environ 55 % des 751 sièges - selon les sondages actuels, ces deux groupes réunis sont-ils encore à la portée d'une majorité ?*

TGS: Notre modèle de projection prévoit actuellement 179 sièges pour le groupe PPE au Parlement européen, et 141 sièges pour le groupe S&D. Ce modèle exclut déjà le Royaume-Uni. Après le Brexit, le Parlement comptera 705 sièges. Cela laisse 45,4 % des sièges aux groupes S&D et PPE. La « Grande Coalition » reposera sur les votes des autres groupes, par exemple ADLE (Alliance des démocrates et des libéraux), CER ou Verts/ALE (Verts/Alliance libre européenne).



© shutterstock

| Salvini, le secrétaire de la Ligue du Nord et actuel vice-Premier ministre italien et ministre de l'Intérieur, agit comme s'il était le leader majoritaire

MATTEO SALVINI, LE CONTEUR ANTI-IMMIGRATION DE LA POLITIQUE ITALIENNE

par Eleonora Poli

Le discours anti-immigration lui donne encore plus d'influence. Depuis les résultats de l'élection nationale, la Ligue du Nord a atteint environ 30, 5 % du soutien populaire, distançant le Mouvement 5 étoiles.

Aussi incroyable que cela puisse paraître, depuis les élections nationales de mars 2018, Matteo Salvini, le secrétaire de la Ligue du Nord et actuel Premier ministre et ministre de l'Intérieur italien, a agi comme s'il était le leader de la majorité. Alors que son parti,

bien qu'ayant remporté 17 % des voix, est seulement le partenaire junior de la coalition du gouvernement. En effet, son partenaire dans la coalition, le Mouvement 5 étoiles (M5S), a obtenu 33 % des suffrages, alors que dans l'opposition, le Parti démocratique (PD) a recueilli 19 % des voix.

C'est là que le pari politique de Salvini est arrivé, il lui a permis d'acquiescer davantage de pouvoir que le résultat de l'élection ne lui aurait donné. En formant une alliance politique avec le M5S, il s'est facilement montré plus malin qu'eux. En représentant la première force politique, le M5S avait

besoin de la Ligue du Nord pour atteindre les 40 % requis et former une coalition gouvernementale. Cet état de nécessité a rendu Salvini indispensable au M5S, lui accordant un pouvoir apparemment illimité.

Profitant de cette situation fortuite, Salvini a acquis encore plus d'influence en mettant la question de la migration (l'un de ses piliers pour les élections) encore plus au premier plan de l'agenda politique du pays. Il est certain que la rhétorique anti-migration n'est

#Migration La rhétorique anti-migration n'est pas nouvelle pour la Ligue du Nord @Poli_Eleonora

@Poli_Eleonora



pas nouvelle pour la Ligue du Nord. Apparue dans les années 90 en tant que parti régional séparatiste, elle a obtenu du soutien en alimentant le mécontentement des habitants du Nord plus riches à propos de la migration économique interne du sud de l'Italie. Cependant, c'est seulement récemment que Salvini a décidé de transformer son parti en une plateforme nationaliste pour toute l'Italie. En étant impliquée dans un scandale de financement électoral d'une valeur de 50 millions d'euros, la Ligue du Nord avait besoin de réinventer son image et d'attirer l'attention vers d'autres problèmes. D'autre part, vu que l'ancien Premier ministre Silvio Berlusconi ne pouvait se présenter en raison de charges pesant sur lui, Salvini avait la possibilité de s'imposer en tant qu'alternative politique pour les électeurs de droite. C'est dans ce contexte que la Ligue du Nord a développé un soutien au niveau national en créant des « ennemis » communs : l'UE, certains gouvernements de pays membres incommodes et, avant tout, les migrants.

Même si le nombre de migrants a diminué au cours des dernières années, 45 % des Italiens estiment toujours que cette question

représente une menace pour leur sécurité. Les médias ont contribué à cette perception. En 2017, presque un article sur deux était consacré à l'immigration. En se basant sur cela, Salvini prétendait que l'Italie en avait déjà trop fait pour les migrants. Il a été jusqu'à interdire les bateaux des ONG secourant les réfugiés de la Méditerranée d'accéder aux ports italiens. Les récents sondages relatifs aux intentions de vote montrent que ce discours fait ses preuves. En quelques mois, la Ligue du Nord a presque doublé son soutien, atteignant environ 30,5 % dans les sondages d'opinion.

Les élections parlementaires européennes (PE) représentent sans aucun doute la prochaine chance pour les forces progressistes en Italie de dépasser la Lega.

Si Salvini est capable de réaliser des performances exceptionnelles aux élections européennes, il pourrait prétendre à juste titre représenter le premier parti en Italie et être encore plus habile pour faire progresser son programme anti-immigration. Il est à présent plus que jamais temps pour les forces politiques progressistes européennes de s'opposer à sa rhétorique au vitriol à l'aide de faits.

Les citoyens européens doivent prendre conscience que la migration ne peut être stoppée, mais qu'elle peut être contrôlée grâce à un agenda européen durable. Les migrants pourraient aider l'Italie à dépasser ses tendances démographiques négatives et contribuer à la durabilité des systèmes nationaux de couverture sociale si les voies légales vers l'UE pour les travailleurs qualifiés sont ouvertes.

Salvini a en fait raison sur un point : la crise migratoire n'est pas un problème italien, mais européen, et des solutions devraient être trouvées au niveau européen. Pour regagner du soutien, les forces progressistes italiennes et européennes doivent dépasser le mur de la rhétorique vide dressé par les partis nationalistes tels que la Ligue du Nord. Les citoyens européens et italiens ont besoin de solutions et les mots devraient être suivis par des actes.

“

Renforcer le soutien national en créant des "ennemis" communs: l'UE, certains pays membres peu accommodants, la gouvernance et surtout les migrants

”



> AUTEUR

Eleonora Poli est titulaire d'un doctorat en économie politique internationale de la City University de Londres. Elle est chercheuse à l'Istituto Affari Internazionali et a travaillé comme conseillère pour des organisations, dont Thomson Reuters et OSIFE. Elle est l'auteur de plusieurs articles d'opinion sur les tendances actuelles en matière de politique européenne et institutionnelle et a récemment publié l'ouvrage "Antitrust Institutions and Policies in the Globalising Economy" (Les institutions et les politiques antitrust dans une économie qui se mondialise) (Palgrave MacMillan, IPE series, October 2015).



© shutterstock

| Donald Trump est notoirement connu pour ériger en modèle le langage populiste.

LE LANGAGE DÉMAGOGUE ET POPULISTE : COMPRENDRE POUR MIEUX DÉCONSTRUIRE

par Robert Feustel

Le langage populiste de droite ne parle pas à la raison. Il joue avec les émotions et les stéréotypes, avec l'objectif de renforcer les différences entre le « nous » emphatique et l'étranger. Il est donc pratiquement impossible de prendre le dessus. Nous devons trouver d'autres manières de faire face aux modèles de communication des démagogues de droite.

#Populism La politique actuelle en général et le populisme de droite en particulier sont piégés dans une boucle hyper-réelle

@RobertFeustel



Donald Trump est notoirement connu pour ériger en modèle le langage et la tactique populistes. Il utilise constamment des modèles de langage démagogique, comme l'a décrit le philosophe allemand Max Horkheimer il y a des décennies. (voir les six modèles dans l'encardé)

Le philosophe allemand Max Horkheimer a présenté six modèles :

Le premier consiste à parler en utilisant essentiellement des superlatifs (« le plus grand mur », « la plus grande nation », en Allemagne, c'était la référence d'Hitler à un « empire de mille ans »).

Le deuxième modèle porte sur la distinction notoire et vigoureuse qui est faite entre le « nous » emphatique et homogène opposé à l'autre, ce qui signifie toujours : les bons sont ici et les mauvais sont là.

Le troisième modèle porte sur un objectif absolu : la suggestion qu'un jour bientôt, la société sera propre et parfaite, si les gens suivent leur leader populiste sans l'ombre d'un doute.

Le quatrième modèle porte sur la suggestion que le leader est l'un d'entre « nous ». Ce pourrait être un citoyen choisi au hasard, même si ce n'est de toute évidence pas vrai. En réalité, cette notion traite une idée simplifiée de la démocratie qui n'a pas besoin de médiation : dans l'action populiste, « le peuple » règne sans intermédiaire, la voix du populiste est égale à la voix du peuple. Cette identité en quelque sorte religieuse entre celui qui parle et les masses qui le soutiennent est bien connue des leaders fascistes.

Le cinquième modèle que Trump, le parti allemand AfD et les autres populistes de droite utilisent constamment, est une théorie de la conspiration contre « nous ». Ceci est très pratique quand il s'agit de « délégitimer » la critique et de s'opposer à un ennemi unifié imaginé.

Le sixième modèle porte sur les concepts comme le bien ou le mal qui ne sont pas remis en question. Aucun doute n'est permis quant à qui, et qui seul, dit la vérité, et qui conspire contre « le peuple ». Aucun contrepoids, rien sauf la seule, la véritable opinion.

Le grand quotidien britannique The Guardian s'est essayé aussi à l'analyse en énumérant de façon précise quatre tactiques opérationnelles que Trump utilise très efficacement : « 1) L'encadrement préventif : obtenir un avantage en termes d'encadrement ; 2) La diversion : détourner l'attention lorsque des actualités pourraient

l'embarrasser ; 3) La déviation : rejeter le blâme sur les autres ; et 4) Le ballon d'essai : tester jusqu'où vous pouvez vous en tirer. »

Nulle intention de débattre

La technique employée fonctionne comme la « psychanalyse à l'envers », chère au sociologue allemand Leo Löwenthal : alors que le thérapeute tente de transférer les émotions névrotiques et angoissantes du patient vers une autoréflexion et mettre une forte distance entre le traumatisme passé et la situation réelle, le populiste fait le contraire. Il cultive les préjugés avec l'objectif de tirer un avantage politique des émotions. Le réfugié, par exemple, est un bouc émissaire parfait. Il sert de surface de projection à l'incertitude socio-économique émergeant d'un désordre du système capitaliste tardif, moderne ou néolibéral.

Par conséquent, un raisonnement sobre et réaliste ou l'efficacité d'une meilleure argumentation n'aideront pas à remettre en question la menace de la droite. Les tentatives de ce type se verront toujours répertoriées soit comme un mensonge, soit comme un tournant sophistiqué lancé par les soi-disant profiteurs du système, bercés d'illusions.

Mais, en fonction du contexte, il y a des choses à faire ou à éviter. Tout d'abord, il peut être dangereux de propager des mensonges ou des discours de haine, même s'ils sont entourés de commentaires critiques et d'arguments révélateurs.

En second lieu, répéter sans cesse des concepts populistes aboutit à amplifier les idées de base couvertes dans le terme lui-même. La notion en tant que telle sera normalisée involontairement.

Ensuite, quelquefois, éviter ou avaler l'argument frappant, parce qu'il sera souvent compris comme faux ou falsifié, invoqué par un fauteur de troubles. Se reposer la question et semer les graines du doute pourrait mieux fonctionner dans certains cas.

Ouvrir les yeux

Nous devons nous rendre compte que la politique actuelle en général, et le populisme de droite en particulier, sont piégés dans une boucle hyper-réelle : les récits, les histoires, les fausses nouvelles et les mensonges sont répétés à l'infini, et ils ont un impact réel. Par exemple, la peur allemande de « l'islamisation » résulte d'une formidable imposture, car il y a moins de 5 % de musulmans vivant dans le pays. Ou bien les débats sur l'insécurité ressentie qui est à l'opposé direct du nombre réel des crimes.

Cela pourrait donc être quelquefois utile d'essayer de rappeler aux gens quelle est leur véritable vie, d'observer les choses qui nous entourent, sans internet, déconnectés et loin des écrans et des claviers.



> AUTEUR

Robert Feustel est maître de conférence depuis 2006. Depuis novembre 2017, il est adjoint de recherche dans le projet de recherche PODESTA (Populisme et démocratie dans la ville) à l'Université Friedrich Schiller d'Iéna.

GEORGE SOROS ET VIKTOR ORBÁN : LA BATAILLE ENTRE PROGRESSISTES ET POPULISTES

par Tamas Boros

Avant la percée populiste des années 2010, l'idée couramment répandue était que lorsque les populistes arriveraient effectivement au pouvoir, ils échoueraient rapidement. Et ce parce qu'ils deviendraient eux-mêmes l'élite contre laquelle ils avaient combattu lorsqu'ils se trouvaient dans l'opposition. L'idée était que « lorsque vous faites partie de l'élite, vous ne pouvez pas vous battre contre cette élite ». Cependant, d'après Tamás Boros, la réalité de ces dernières années, particulièrement en Hongrie, montre que cette logique n'est plus vraie.

Malgré huit années passées au gouvernement et le fait que les oligarques proches du Premier ministre aient vu leurs richesses atteindre des milliards d'euros, la campagne électorale du début 2018 a vu le parti de Viktor Orbán mener une campagne d'insurgé utilisant une rhétorique anti-élite.

Orbán a trouvé l'ennemi « idéal » pour ce type de rhétorique dans la personne de George Soros, un milliardaire américain originaire de Hongrie. Dans le discours du parti au gouvernement, George Soros est le leader de l'élite mondiale qui cherche activement à saper les États-nations et Viktor Orbán est l'homme destiné à l'empêcher de réaliser cette ignoble ambition. D'après le discours construit par le parti au gouvernement, l'élite mondiale est cosmopolite, libérale, favorable à la migration et avide – en contraste avec l'élite nationale, qui est nationaliste, conservatrice, opposée à la migration et du côté du peuple. En réussissant à établir le portrait du monde

Une moyenne de
6 000 articles consacrés
à Soros a été publiée en
Hongrie chaque mois

@TamasBoros



comme une lutte manichéenne entre l'élite mondiale et les leaders nationaux, Viktor Orbán est parvenu à se présenter comme un homme ordinaire issu du peuple en dépit de son exercice du pouvoir absolu en Hongrie et de son contrôle de richesses s'élevant à des milliards d'euros.

Le nom de George Soros était déjà largement connu en Hongrie avant la campagne gouvernementale récente entretenue autour de sa personne. Après tout, ce milliardaire a essayé de promouvoir la transition démocratique en Hongrie à partir du communisme

depuis 1984 et il a soutenu la convergence sociale, les soins de santé et l'éducation par le biais de plusieurs programmes et de nombreux milliards de dollars. Auparavant, les leaders du parti au gouvernement Fidesz le considéraient comme un philanthrope. Le tournant dans leurs relations date de l'automne 2015, lorsque Viktor Orbán a commencé à blâmer Soros en raison de la crise des réfugiés et qu'il a esquissé une image alternative de la réalité selon laquelle George Soros contrôle de nombreuses organisations internationales. Son objectif serait de détruire les États-nations en utilisant les migrants pour transformer complètement la culture européenne. Cela a été le moment où la propagande du gouvernement a été délibérément conçue pour transformer George Soros en bouc émissaire. L'outil principal utilisé à cette fin était les campagnes de propagande financées par l'État pour lesquelles le gouvernement a dépensé plus de 100 millions d'euros issus de l'argent des contribuables. Cela a été assorti de diffamations orchestrées par des médias favorables



| Une annonce pleine page du gouvernement dans un journal hongrois, juste avant les élections de 2018.

au gouvernement, de vastes efforts pour le discréditer. Au cours de ces dernières années, une moyenne de 6 000 (!) articles consacrés à Soros a été publiée en Hongrie chaque mois.

Le bouc émissaire parfait

Soros représente tout ce qui répugne les populistes de droite : il croit en une société ouverte et hétérogène, il croit au système des institutions internationales et il soutient les minorités sociales. Il dispose de l'argent, du réseau et de l'idéologie pour le faire. C'est la raison pour laquelle il a émergé comme ennemi politique dans de nombreux pays, de la Russie jusqu'en Macédoine. En fait, les caractéristiques relatives à Soros épinglées par Orbán, les éléments mensongers tout comme ceux qui sont réels, sont apparues dans plusieurs campagnes précédentes hostiles à Soros en dehors de la Hongrie. Cela pourrait être considéré en soi comme une partie de la lutte politicienne ordinaire. Ce qui rend la campagne populiste d'Orbán unique, ce n'est pas la nouveauté de son contenu, mais l'absence totale de scrupules qui se manifeste par son absence de moralité et les ressources matérielles véritablement illimitées utilisées pour que ses messages soient compris. Utiliser l'appareil gouvernemental dans une campagne anti-Soros, dépenser des millions d'euros provenant du budget central dans cette campagne, utiliser

chaque outil de communication possible, répéter les mêmes arguments ad nauseam, entretenir une atmosphère aux accents guerriers, cela subordonne essentiellement l'État aux besoins et aux objectifs du populisme.

“

Les campagnes anti-Soros et anti-migrants ont largement contribué au fait que Victor Orbán ait remporté 49% des voix lors des élections législatives de 2018.

”

Les campagnes anti-Soros et anti-migrants ont contribué de manière significative au fait que Viktor Orbán ait remporté 49 % des voix aux élections parlementaires de 2018. Ce succès politique aura pour conséquence que de nombreux autres populistes du continent tireront la conclusion que les campagnes anti-Soros et anti-migrants offrent la recette de la réussite politique en Europe à l'heure actuelle. Cependant, l'une des raisons de la réussite d'une telle stratégie repose sur le fait que les partis progressistes ont échoué à identifier des

problèmes ayant une dimension émotionnelle. Ceux qui trouvent une plus grande résonance parmi les électeurs que leurs appréhensions à propos des migrants, les sentiments d'hostilité vis-à-vis de l'élite et les théories du complot. Un autre aspect fondamental à propos des campagnes populistes est l'erreur de les regarder de haut, de les considérer comme primitives, faciles à contester ou extrêmes. Le défi pour les progressistes réside dans le fait de ne pas réagir à ces problèmes, mais d'identifier ceux qui sont importants pour la société et qui trouvent un écho parmi le public, ce qui privera efficacement les populistes des mécanismes artificiels de création d'ennemi, l'élément fondamental de leur succès électoral, occupant un rôle dominant dans le discours public.



> AUTEUR

Tamas Boros est co-directeur et responsable de la stratégie de Policy Solutions, un Hungarian think tank et membre du conseil scientifique de la FEPS



“La gauche se contente trop souvent de dénoncer les problèmes, sans fournir aucune solutions créatives”

interview avec Jean-Michel Lafleur par Alain Bloëdt

Jean-Michel Lafleur est actuellement chercheur qualifié du Fonds de la Recherche Scientifique (FRS-FNRS) et directeur adjoint du Centre d'Etudes de l'Ethnicité et des Migrations (CEDEM). Titulaire d'un doctorat en Sciences politiques et sociales de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et de l'ULg obtenu avec une thèse sur le transnationalisme politique et l'Etat. Son livre est en téléchargement gratuit sur www.news.uliege.be/21questions

Préférant parler d'une crise politique, ou d'une crise de l'accueil plutôt que d'une crise migratoire, Jean-Michel Lafleur explique, au cours de cette interview combien les partis nationalistes ont phagocyté le débat sur la migration face à une gauche trop atone.

The Progressive Post: *La question migratoire est débattue de manière différente d'un pays à l'autre. Qu'en est-il en Belgique ?*

Jean-Michel Lafleur: En Belgique, la particularité, c'est que nous sommes un État fédéral, avec des régions qui sont en charge de l'intégration des immigrés. Il y a donc toujours cette tension entre l'accès au territoire, qui se décide au niveau fédéral, et les politiques d'intégration, qui sont définies au niveau régional. Une exception majeure cependant : l'accès à la nationalité qui reste, évidemment, de compétence fédérale.

PP: *Comment évolue le débat sur la migration ?*

J-M L: On remarque une évolution sensible depuis la dernière élection fédérale de 2014 et l'intégration pour la première fois au gouvernement, d'un parti nationaliste de droite, la N-VA. Ce n'est pas une surprise car, avant d'accéder au pouvoir au niveau fédéral, ce parti tenait déjà un discours assez dur sur les questions migratoires et l'intégration. Théo Francken, l'actuel Secrétaire d'État à l'Asile et aux Migrations, est une personne qui, lorsqu'il était député, a toujours suivi ce dossier au Parlement fédéral, en affichant des positions toujours assez dures, notamment en termes de regroupement familial ou d'accès à la nationalité, qui resserraient les possibilités, déjà étroites, d'accéder au territoire belge. Dans la mesure où ce parti a accédé au pouvoir fédéral en 2014, en coalition avec un parti francophone minoritaire, le Mouvement réformateur (MR) centre-droit, sa patte marque directement la politique migratoire belge, avec toute une série



| On peut défendre une politique migratoire restrictive, mais il faut au moins employer des arguments convaincants. Or, je n'en ai jamais entendus.

de réformes mises en œuvre : procédure d'asile, regroupement familial, accès des migrants au territoire pour faire des études, etc. On assiste à une fermeture de toutes ces portes qui étaient semi-ouvertes.

PP: *Quel discours accompagne ces décisions politiques ?*

J-M L: Ce sont des discours assez stigmatisant qui remettent en cause la valeur ajoutée de la migration, ses motifs... La migration serait ainsi prétendument motivée par l'obtention d'aides sociales, par exemple. Le discours vise à décrire la migration comme une charge pour la société, alors que bien entendu, la réalité est bien plus complexe, comme l'ont montré de nombreux travaux.

PP: *Comment réagissent les partis d'opposition ?*

J-M L: On a pu observer des réactions d'indignation à la gauche de l'échiquier politique face à des propos essentiellement provocants du Secrétaire d'Etat, mais elles ont rarement été accompagnées de

contre-propositions et de solutions. On en est souvent resté au niveau de la dénonciation, sans apporter de propositions.

PP: *Comme l'expliquez-vous ?*

J-M L: La première raison, c'est que le dossier est complexe : que faire des demandeurs d'asile ? Combien en accueillir ? Il est souvent difficile d'aller plus loin que l'indignation, même si ce n'est pas impossible. Une autre raison tient au fait qu'en Belgique, sous l'ancienne législature, quand le PS était au pouvoir, la politique migratoire n'était pas non plus exemplaire. Prenons la loi sur la nationalité. Elle a été modifiée sous la précédente législature et a rendu l'accès à la nationalité belge nettement plus difficile qu'auparavant. Ce n'est pas une conséquence directe de la participation des Socio-démocrates, puisque eux-mêmes avaient été à la base, quelques années plus tôt, d'un assouplissement. Mais cette réforme a été décidée durant le temps où ils gouvernaient. Plus généralement, la Belgique étant un pays au gouvernement de coalition, les Socio-démocrates se sont retrouvés fortement poussés vers la droite.

PP: *Un réseau de communes hospitalières s'est mis en place, les citoyens et la société civile sont également fort impliqués dans l'accueil des réfugiés. N'est-ce pas une opportunité pour la Gauche ?*

J-M L: Je pense que les partis Socio-démocrates sont conscients que leur électorat est très inquiet par rapport à la question migratoire. Tous les jours, on se voit bombarder d'images de bateaux qui arrivent et qui donnent l'impression d'une invasion. Mais en Belgique francophone, la situation macro-économique n'est pas idéale. L'électorat que je qualifierais d'historiquement ouvrier est le plus durement touché et le plus préoccupé d'une potentielle concurrence entre travailleurs migrants et travailleurs natifs. Inversement, les travailleurs de classe moyenne, plus qualifiés, ressentent moins cette inquiétude. Peut-être sont-ils plus en mesure de percevoir les bénéfices de la migration.

#Migration Un nouveau consensus sur la migration pour transcender les clivages partisans

@LafleurJeanM



PP: *Qu'entendez-vous ?*

J-M L: Ceux, par exemple, qui ont les moyens de s'offrir du travail domestique par le biais des titres de service sont bien conscients que sans la main-d'œuvre étrangère, ils ne pourront pas conserver leur confort quotidien. Cette question ne se pose pas pour les personnes qui se trouvent dans des strates socio-économiques beaucoup plus basses, qui ne font jamais appel à ces services, mais qui sont actifs dans des secteurs comme la construction, où la migration peut effectivement entraîner une concurrence. Même si la concurrence n'a pas son origine dans la migration, elle est perçue comme telle. L'électorat historiquement de centre-gauche a l'impression que ses opportunités se réduisent

PP: *Selon vous, les partis nationalistes ont pris un ascendant décisif ?*

J-M L: J'observe une certaine frilosité à gauche de l'échiquier et je pense que ces partis partagent la conviction qu'ils ne gagneront pas d'électeurs en s'exprimant sur cette question. Au final, ils préfèrent donc s'exprimer sur d'autres enjeux, qui sont peut-être plus importants pour leur électeur, ou, tout du moins, qui vont porter plus loin que le discours migratoire, où des préjugés sont nettement installés.

PP: *Selon vous, combien de temps cette situation va-t-elle perdurer ?*

J-M L: Quand je vois les évolutions récentes et rapides des discours et des politiques publiques, je me dis que ça peut durer encore un certain temps, et surtout se dégrader très rapidement. Lorsqu'on entend les déclarations de Matteo Salvini sur le fichage des citoyens d'origine rom, de Théo Francken sur l'enfermement des familles

ou sur les bateaux de migrants qu'il faut laisser couler, je me dis qu'il y a une déshumanisation de la question migratoire.

PP: *Vous pensez qu'elle pourrait même empirer ?*

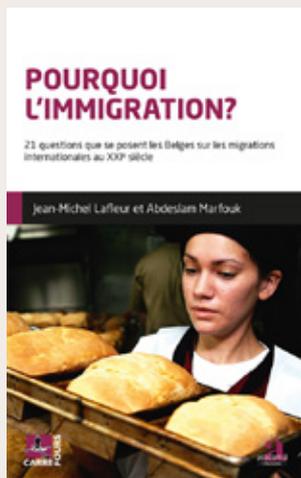
J-M L: Jusqu'à présent, elle se traduisait uniquement en discours visant à flatter un électeur inquiet et plutôt de droite. Mais aujourd'hui, vu la prise de pouvoir de ces partis en Autriche, en Belgique, en Italie, et peut-être bientôt au Parlement européen, je me dis qu'on n'est peut-être qu'au début d'un cycle qui pourrait donner lieu à des régressions sévères en termes de droits de l'Homme dans différents Etats membres, et peut-être même au niveau européen.

PP: *C'est une analyse fort pessimiste ?*

J-M L: Oui car la situation ne s'arrête pas là. En effet, l'une des conséquences de cette spirale populiste, dont on parle un peu moins, concerne les personnes qui sont déjà entrées sur le territoire. Les flambées d'attaques racistes ont des conséquences sur des gens qui sont déjà des citoyens européens, d'ascendance africaine, nord-africaine ou peu importe : ils sont sans cesse dans l'obligation de se justifier sur leur présence, leur contribution à l'Etat, etc.

PP: *Fort de vos recherches, n'êtes-vous pas tenté dans le débat ?*

J-M L: Selon moi - et je sais que tout le monde n'est pas d'accord -, le rôle principal du chercheur est de nourrir le débat avec des arguments et des données valides et vérifiées. C'est le but de notre ouvrage de vulgarisation Pourquoi l'immigration? 21 questions que se posent les Belges sur les migrations internationales au XXIe siècle (voir encadré).



Son dernier livre est accessible en ligne gratuitement

PP: *La situation, vous l'avez-vous même rappelée, est pourtant fort préoccupante ?*

J-M L: Il est tout d'abord utile de rappeler que les partis ont, légitimement, des positions à propos de la question migratoire qui divergent, parfois sur des bases scientifiques, parfois sur des arguments idéologiques. Prenons, par exemple, la N-VA. Le parti de Bart De Wever défend une politique migratoire fermée, presque une politique de l'immigration zéro. Jusqu'à un certain point, on peut considérer que cette politique se défend : le N-VA a reçu un mandat démocratique de la part des électeurs flamands pour donner la préférence à une partie d'entre eux. Ça peut paraître discriminatoire, mais il est possible de le faire dans un cadre légal, en disant qu'on souhaite limiter l'immigration pour avoir un pays homogène. Le problème c'est que pour soutenir une telle position, ils utilisent des arguments fallacieux : il est faux de dire qu'on s'en sortira mieux si on met fin à l'arrivée de migrants. Lorsqu'un parti de droite déclare que stopper la migration permettra de maintenir le niveau de vie de la classe moyenne supérieure, c'est faux. Au contraire, si on veut maintenir ce niveau de vie, on a besoin d'immigration. Des arguments fallacieux sont donc utilisés pour soutenir les politiques migratoires restrictives.

PP: *C'est là que vous placez votre ligne rouge ?*

J-M L: On peut défendre une politique migratoire restrictive, mais il faut au moins employer des arguments convaincants. Or, je n'en ai jamais entendus. Ou alors, ce sont des arguments de nature raciste, qui nient les engagements internationaux qu'on a pu

prendre en faveur des droits de l'Homme ou de la Convention de Genève. Adopter cette position, ce serait dénoncer toute une série d'engagements internationaux, et donc accepter de devenir des parias, ou du moins de ne plus pouvoir prononcer un discours d'exemplarité.

“

Le débat n'est pas de savoir si on veut ou non de l'immigration, mais de savoir comment la gérer.

”

PP: *Comment sortir de ce débat dominé par les partis nationalistes ?*

J-M L: Il faut construire un nouveau consensus sur la migration, qui transcende les clivages partisans. Il faut arriver à réunir autour de la table, partis de centre-gauche et de centre-droit pour essayer de trouver une série de points sur lesquels on doit arriver à un minimum de consensus.

PP: *N'est-ce pas utopiste ?*

J-M L: Quand la Hongrie ou la Pologne décident qu'ils ne veulent aucun migrant, le débat européen ne peut pas avoir lieu. Or le débat n'est pas de savoir si on veut ou non de l'immigration, mais de savoir comment la gérer. Je pense que les partis de centre-gauche et de centre-droit, même s'ils rechignent à le déclarer publiquement, ont plus ou moins accepté l'idée que d'un point de vue économique, on a besoin d'une certaine immigration. Alors interrogeons-nous : ne sommes-nous pas tous d'accord sur l'importance d'accorder une protection à des gens qui fuient des pays en guerre ou des persécutions ? Je pense qu'on gagnerait à avoir une espèce de déclaration commune, ou tout au moins une base commune minimale, à partir de laquelle on pourrait poser le débat, et manifester ensuite des désaccords sur les modalités d'action concernant cette politique migratoire et éventuellement d'asile.

avant-propos



UNis pour une politique européenne différente en matière de migration

Cela fait des années que la migration est au sommet de l'agenda politique, mais il n'y a toujours pas de mouvement en vue d'une solution européenne cohérente et globale.

Nous connaissons actuellement une situation où chaque fois que les migrants sont sauvés de la noyade en mer, des négociations frénétiques dans les coulisses ont lieu entre chefs d'État. Et ce pour se mettre d'accord sur un petit nombre de personnes qui auront la possibilité de demander l'asile. Ces pays qui se sont accordés pour accepter des migrants au cours de cet été très chaud sont limités : Allemagne,

France, Espagne et Portugal. Il semble donc que seulement 4 pays européens sur 28 souhaitent accueillir des migrants et leur porter secours.

L'urgence de trouver une solution à long terme et de prouver les besoins en matière de capacité de l'UE doit plus que jamais figurer dans l'agenda européen, en particulier en vue des prochaines élections européennes de 2019.

Les conflits au Moyen-Orient et en Afrique, particulièrement en Syrie, ont continué à s'aggraver et n'ont pas été résolus. Par conséquent, des personnes continuent à quitter leurs pays d'origine pour trouver un refuge et survivre. Parallèlement au nombre de personnes arrivant par bateau en Italie et à Malte, il existe un changement d'itinéraire: l'une des principales routes va désormais du Maroc à l'Espagne.

Cela fait de la migration un problème dont la visibilité est élevée et qui connaît de nombreux abus entraînant trop souvent une hystérie politique et de l'irrationalité.

Des milliers de personnes sont laissées à l'abandon dans des conditions inhumaines alors qu'il existe plusieurs possibilités pour remédier à cette situation. Certaines d'entre elles ont été proposées il y a des années et elles comprennent des visas humanitaires pour un voyage plus sûr, la réinstallation et un programme de transfert géré par un système de quota basé sur la population, le PIB, le nombre de demandes d'asile spontanées et les taux de chômage.

La proposition pour un système de quota européen temporaire a échoué. La majorité des États membres, surtout en Europe centrale et orientale ne l'ont jamais acceptée et ont même mis en danger le processus de son introduction.

Au lieu de trouver une solution européenne commune, un langage xénophobe et émotionnel prévaut. L'on peut citer de nombreux exemples et des incidents tragiques qui ont déjà coûté la vie à de nombreux migrants. C'est le résultat de l'approche « forteresse européenne » guidée par le manque de solidarité entre les États membres. La question est tout simplement mise de côté avec égoïsme.

Le système européen actuel oblige les migrants à traverser illégalement les frontières, faisant d'eux des délinquants et ils se retrouvent dans les mains des trafiquants. De telles politiques ne protègent pas les droits humains pour tous et n'accordent pas l'asile à tous ceux qui sont dans le besoin. Cela fait naître de gigantesques doutes sur les valeurs fondatrices de l'UE.

#UNited4Migration

Au lieu de trouver une solution européenne commune, un langage xénophobe et émotionnel prévaut.



Les droits humains, la démocratie et le rôle global de l'UE dans la protection internationale sont en jeu, avec des conséquences potentiellement dangereuses.

Les progressistes doivent prouver qu'ils ne s'engagent pas sur cette voie et qu'ils font pression pour des solutions cohérentes et à long terme. La migration n'est pas uniquement un problème accidentel, c'est une caractéristique structurelle et ordinaire de notre environnement mondialisé connaissant des pics dans le contexte international. Vu que les conflits ne sont pas prêts d'être terminés, les migrants poursuivent leur voyage dangereux.

L'Europe doit d'abord et avant tout faire preuve de fermeté pour protéger les droits des migrants et pour démystifier la migration. La propagande malhonnête combinée aux fausses informations et à l'infiltration quotidienne selon lesquelles les migrants envahissent le territoire, volent les emplois et transforment la

culture ne sont tout simplement pas vraies, pas acceptables et elles doivent en outre être vigoureusement contestées.

Le devoir des progressistes est de soutenir clairement la migration régulière et de renforcer les possibilités légales pour atteindre un pays de destination. Cela signifie sans aucun doute que l'État devrait contrôler les moyens de développer et de gérer les canaux de la migration légale, les pratiques efficaces en matière d'asile ainsi que les contrôles des frontières.

Cependant, une meilleure gestion peut uniquement être mise en œuvre à condition que l'on adopte une vision commune où l'exclusion des migrants doit être contrée par l'inclusion. Une meilleure gestion peut également uniquement être réalisée si la volonté d'essayer de faire tout son possible pour surmonter la guerre et les conflits au Moyen-Orient et en Afrique est présente et elle doit être combinée à une politique de développement globale et fructueuse.

C'est le devoir de l'Europe. Fermer les yeux et ne plus être choqué par les tragédies n'est pas humain et est contraire à toutes nos valeurs européennes. Ce message doit être présent dans les débats politiques au lieu de suivre la rhétorique raciste nauséabonde.



> AUTEUR

Ernst Stetter est le secrétaire général de la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS).

Urgence requise: une politique migratoire régulière crédible

Le nombre de personnes en déplacement à travers le monde est en expansion. Ce nombre met en évidence l'urgence de développer des réponses complètes à la migration qui se fondent sur la responsabilité partagée et le multilatéralisme.

En ce qui concerne les migrations, en Europe, les discussions ont principalement porté sur la lutte contre la migration irrégulière et la lutte contre le trafic de personnes. Les efforts se sont par conséquent principalement concentrés sur le démantèlement des réseaux de passeurs et

de trafiquants, le renforcement de la gestion des frontières et la fourniture d'alternatives légales mettant l'accent sur ceux qui ont besoin de protection. Cela a permis de réaliser des résultats importants dans la réduction des flux irréguliers et la diminution de voyages dangereux à travers l'Afrique et le Moyen-Orient.

Cependant, une politique complète en matière de migration ne peut uniquement examiner la manière de faire face à la migration irrégulière et l'offre d'une protection aux réfugiés. Une approche durable exige un investissement en parallèle dans un système plus fort pour la migration régulière

et l'intégration. C'est la seule manière de développer une solution durable à long terme s'adressant en même temps à la réalité des marchés du travail et de la démographie, à l'aspiration des migrants souhaitant venir et apporter leur contribution à nos sociétés et aux préoccupations justifiées des citoyens européens. Une politique ambitieuse en matière de migration a besoin d'étudier tous les aspects de ce phénomène complexe, en développant des systèmes de gouvernance qui découragent les canaux irréguliers et qui promeuvent des alternatives régulières durables.

Les flux migratoires apportent des avantages aux marchés du travail des pays receveurs et ils stimulent la croissance économique : les migrants qualifiés forment une source formidable d'activité entrepreneuriale en particulier pendant une période où les systèmes économiques ont besoin d'un système flexible pour attirer les personnes dotées d'un potentiel et de qualifications. Cependant, pour que ces avantages se concrétisent, nous devons rester vigilants à propos de la migration irrégulière, nous devons prévenir ses effets négatifs sur les droits sociaux et le dumping salarial, il faut faire face à l'emploi irrégulier et s'assurer du respect des droits du travail. C'est seulement en faisant cela qu'il est possible de recueillir suffisamment de soutien pour la politique progressiste en matière de migration, nous devons prendre nos distances par rapport à une approche définissant principalement la migration comme une question de sécurité.

En développant notre système régulier de migration, nous ne devrions pas nous contenter de définir des règles pour les chercheurs et les étudiants hautement qualifiés. Alors que ces catégories de migrants peuvent être celles qui reçoivent le plus de soutien parmi les citoyens européens, nous devons couvrir les pénuries auxquelles nous faisons face dans tous les segments des

marchés du travail européens et répondre à l'enthousiasme d'une jeunesse africaine qui souhaite ardemment développer des compétences pouvant être utiles en Europe et pouvant ensuite former une précieuse contribution dans leurs sociétés d'origine après leur retour.

L'on compte quelques exemples positifs au niveau international où cet équilibre a été trouvé. Au Canada par exemple, le gouvernement a pendant plusieurs années mis en place un cadre solide pour la migration légale qui profite du soutien parmi les citoyens et qui est considéré comme équitable et efficace par les candidats à la migration. Même si l'on ne peut comparer la géographie du Canada avec celle de l'Europe, son système devrait rester une étoile polaire lorsque nous observons ce que nous souhaitons atteindre. Une opportunité à cet égard est à présent offerte par la mise en œuvre du Pacte mondial pour les migrations qui sera adopté en décembre. Dans ce cadre, tous les États membres de l'UE et l'UE devront examiner à nouveau leurs politiques migratoires dans un cadre nouveau et complet.

Grâce à cet investissement concerté, l'Europe a réussi à accomplir quelques étapes lui permettant de progresser vers le développement d'une politique cohérente pour faire face à la migration irrégulière. Les problèmes existent toujours, mais les résultats sont là pour nous rappeler ce que nous pouvons atteindre lorsque nous agissons ensemble. Il est à présent temps d'investir le même degré de ressources dans le développement d'une politique crédible pour la migration régulière. Si nous ne souhaitons pas nous soumettre à l'idée que gérer la migration signifie ériger des murs parmi les sociétés, nous devons investir dans la construction de portes suffisamment ouvertes pour nous assurer de pouvoir construire une maison qui pourra tenir pour des générations à venir.

“UNITED for a different MIGRATION”

Le 11 juillet 2018, après de longues consultations avec les parties prenantes et des négociations parmi les États membres des Nations unies, le texte Pacte mondial pour une migration sûre, ordonnée et régulée a été finalisé. Il sera formellement adopté par les États membres des Nations unies en décembre prochain à Marrakech (Maroc). Pour la première fois, un accord multilatéral international fera face d'une manière étendue et humaine à toutes les dimensions de l'un des phénomènes les plus ardues de notre époque. Au regard de cet événement historique et en prenant en considération les sentiments croissants anti-migration et xénophobes qui se répandent à travers le continent européen et ailleurs, la Fondation Européenne d'Études Progressistes a établi un groupe mondial sur la migration FEPS qui s'est réuni à deux reprises, à Rome et à Dakar, dans l'objectif de formuler une nouvelle vision progressiste sur la migration. Ce groupe se réunira encore une fois à New York le 21 septembre à l'occasion de la conférence “UNITED for a different migration” (UNIS pour une migration différente) que la FEPS organise en coopération avec la Friedrich Ebert Stiftung, la Fondation Jean Jaurès, la Fondazione Italianeuropei et avec le soutien d'un nombre de fondations nationales. Cela représentera une excellente occasion de présenter le résultat des conclusions du groupe global sur la migration de FEPS et avant tout, de réfléchir aux implications du Pacte mondial. Pour en savoir davantage,

Veuillez consulter www.feps-europe.eu



© shutterstock

| La première priorité est l'harmonisation du droit d'asile. Les disparités sont importantes: l'Allemagne accepte 57% de toutes les demandes.

DÉPOLITISER LE DÉFI DES MIGRATIONS

par Michel Foucher

Un accord général, à 28, sur les politiques migratoires a été signé en juin dernier. Toutefois le sujet est toujours aussi polémique ; il s'est trop politisé alors qu'il est urgent d'apporter des réponses pragmatiques. Sinon, il parasitera le débat démocratique avant les élections du Parlement européen de mai 2019. Pour une dépolitisation des migrations, une vision pragmatique de Michel Foucher.

Il est possible d'avancer en distinguant le court terme du plus long terme, les solutions agréées, en format restreint, d'une approche globale. La tentative allemande de mutualiser les effets d'une décision unilatérale en 2015 ne pouvait qu'échouer, sauf à ignorer l'histoire et les

représentations des nations qui composent l'Europe de l'Union. Et les migrations actuelles d'origine externe ne concernent en réalité que quelques pays.

La première priorité est l'harmonisation du droit d'asile. Les disparités sont criantes :

quand l'Allemagne accepte 57% des demandes, les Pays Bas 80% et la Suède 72%, la France n'en est qu'à 26% (et la Hongrie à 15%). Dès lors que quatre Etats font l'objet des trois-quarts des demandes d'asile en 2017 (Allemagne, France, Italie et Grèce), soit un demi-million de requêtes

selon l'European Stability Initiative, ils devraient pouvoir s'accorder, en ce format réduit, sur une égalisation des critères d'octroi de l'asile, à brève échéance, sans attendre un impossible consensus en format élargi.

L'autre priorité est d'agir avec les pays d'origine dont les candidats au départ ne relèvent pas du droit d'asile, soit la grande majorité. La connaissance des écarts de niveaux et de modes de vie rend la volonté de partir irrésistible. Pourquoi ne pas imaginer un programme Euro-Africain de mobilité contractuelle ? Des quotas annuels de partants, un voyage sans risque, dans un but de formation (étudiants, aide soignants, apprentis, leaders d'associations, journalistes, artistes,...) en échange d'un engagement vérifié de retour au (service du) pays d'origine, en lien avec les associations de migrants. Le contrat quadripartite entre les Etats et les associations d'origine et d'arrivée serait abondé par un financement européen généreux. Cette politique euro-africaine novatrice n'est pas exclusive d'une pratique de dissuasion au départ en lien avec les collectivités locales et les ONG. Le programme Mobilité-Formation-Retour associerait, en pure subsidiarité, l'UE, les Etats et les entités locales. Il faut donc aller au-delà des seuls accords de réadmission et bâtir une stratégie euro-africaine de co-développement.

Bref, il s'agit de « dépolitiser » la question migratoire en la traitant comme une question de mobilité, une fois constaté son caractère structurel, pour lui apporter des réponses pragmatiques fondées sur la connaissance précise de l'histoire et de la géographie des flux.

Mais pour que cette politique à destination de tiers soit acceptable, il faut qu'un effort plus qu'équivalent soit fait en faveur des citoyens européens qui décrochent et désespèrent. Plutôt que de prêter une attention quotidienne aux dirigeants nationaux-populistes prétendant incarner les « peuples » en dévoyant la démocratie, il serait crucial de s'adresser à ceux qui votent pour eux et d'orienter résolument

les fonds de cohésion vers une ambition d'Europe sociale. Les cartes électorales dessinent clairement les lieux d'une telle intervention.

L'Union européenne doit prouver son utilité pour ceux qui se sentent laissés pour compte. Pour éviter que la polémique migratoire ne dévoie le débat démocratique au profit d'une rhétorique nationale-populiste, le projet d'Europe sociale doit être porté

comme une priorité absolue. Une gestion intelligente de mobilité euro-africaine devrait être l'un des volets d'une politique sociale ambitieuse de l'Union.

“
il s'agit de
« dépolitiser »
la question migratoire
en la traitant
comme une question
de mobilité.”

Repenser la relation Europe-Afrique en terme de mobilité et d'accessibilité.

Une vision pragmatique de Michel Foucher #Migration



> AUTEUR

Michel Foucher est géographe, ancien ambassadeur, titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales (FMSH, Paris). Ses derniers ouvrages parus sont le "Le retour des frontières" (CNRS Editions, 2016) ; "Vers un monde néo-national ? Dialogue avec Bertrand Badie", (CNRS Editions, 2017).

MOBILITÉ HUMAINE: MONDIALISATION NEOLIBÉRALE ET MIGRATION FORCÉE

par Raúl Delgado Wise

Quels sont les liens entre la mondialisation, les inégalités et la migration ? Pour répondre à cette question, Raúl Delgado Wise analyse le contexte capitaliste dans lequel la migration a lieu.

Il n'est pas possible d'évaluer la nature de la migration contemporaine ni d'imaginer un cadre institutionnel pour la gouvernance mondiale de la migration sans comprendre le contexte capitaliste actuel. La mondialisation néolibérale se caractérise principalement par la concentration de toutes les principales activités économiques mondiales

au sein d'une poignée de grandes entreprises multinationales.

Quatre développements ont favorisé cette concentration :

- *La recrudescence du capital financier monopoliste, c'est-à-dire l'ascendance du capital financier sur tous*

les autres types de capital. Avec le manque d'investissement rentable dans la production, le capital a commencé à se diriger vers la spéculation financière basée sur une réserve sans précédent de capital fictif. Il s'est ensuivi la financiarisation de la classe capitaliste, du capital industriel et des bénéfices des sociétés.

! Selon les estimations de l'OIT, le nombre de travailleurs en situation de précarité de l'emploi est passé à 1,5 milliard en 2017



- La configuration et l'expansion des réseaux mondiaux du capital monopolistique en tant que stratégie de restructuration menée par les grandes multinationales qui, à travers des opérations d'externalisation et des chaînes de sous-traitance, étendent les parties de leurs processus productifs, commerciaux, financiers et de service vers l'hémisphère sud à la recherche de main-d'œuvre abondante et bon marché grâce à l'arbitrage mondial du travail.
- La restructuration des systèmes d'innovation par le biais de mécanismes comme l'externalisation (y compris à l'étranger) du processus d'innovation scientifique et technologique, qui permet aux multinationales de bénéficier de la recherche des scientifiques de l'hémisphère sud. Cette restructuration réduit les coûts de la main-d'œuvre, transfère les risques et les responsabilités et capitalise sur les avantages du contrôle des brevets.

#Migration Mondialisation néolibérale, développement inégal et migration forcée : les liens entre les inégalités, la mondialisation et la migration ?

@Raul Delgado Wise



- Le renouveau de la tendance en faveur de l'extractivisme et de l'accaparement des terres, généré par la surconsommation continue des ressources naturelles de la planète et l'expansion de la production industrielle à base de carbone. Ce nouvel extractivisme a empiré la dégradation environnementale, non seulement à travers une géographie de destruction étendue, mais aussi avec une stratégie d'arbitrage réglementaire environnemental du capital extractif mondial.

“

La nature massive de la migration associée à la dynamique contradictoire et désordonnée du développement inégal a élargi la notion traditionnelle de migration forcée

”

Une caractéristique majeure et incontournable de la mondialisation néolibérale porte sur le développement inégal. La dynamique mondiale et nationale du capitalisme contemporain, la division internationale de la main d'œuvre, le système de rapports de force international et les conflits qui entourent les relations capital-travail et la dynamique du capital extractif ont rendu plus extrême que jamais dans l'histoire de l'humanité la polarisation économique, sociale, politique et culturelle entre les espaces géographiques et les classes sociales.

Cela implique une attaque sans précédent contre les conditions de travail et de vie de la classe ouvrière. Avec le démantèlement de l'ancienne Union soviétique, l'intégration de la Chine et de l'Inde dans l'économie mondiale et la mise en place de programmes d'ajustement structurel (y compris les privatisations et les réformes du travail), l'offre de main d'œuvre disponible pour le capital au cours des deux dernières décennies a plus que doublé en passant de 1,5 à 3,25 milliards.

Cela a eu pour conséquence une offre excessive et exorbitante de main d'œuvre qui a fait

évoluer à la baisse la structure de rémunération mondiale et a augmenté la précarité du travail. Selon les estimations de l'OIT, le nombre de travailleurs en situation de précarité de l'emploi est passé à 1,5 milliard en 2017, englobant près de la moitié de la population active du monde, avec 800 millions de travailleurs percevant un salaire inférieur à 3 USD par jour, tandis que le nombre mondial de chômeurs continue de grimper. Ces conditions, inégalement réparties au niveau mondial, ont accru les pressions structurelles sur un grand nombre de personnes, les poussant à émigrer au sein de leur pays et/ou au niveau international.

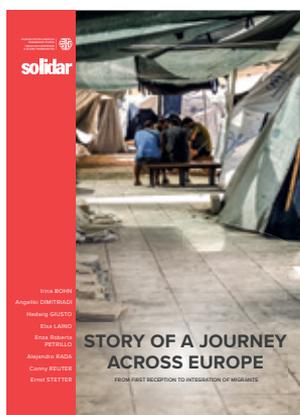
Dans ce contexte, la migration a joué un nouveau rôle dans la division nationale et internationale du travail. La nature massive de la migration tout comme la dynamique contradictoire et désordonnée du développement inégal ont élargi la notion traditionnelle de migration forcée. Même si le concept conventionnel de « migration forcée » ne s'applique pas à tous les migrants, la plupart des flux de migration actuels sont des déplacements forcés et nécessitent par conséquent une description plus précise.



> AUTEUR

Raúl Delgado Wise est président et fondateur du Réseau international sur la migration et le développement, co-directeur du Réseau d'études sur le développement critique et professeur ainsi que directeur du Programme de doctorat en études du développement à l'Université autonome de Zacatecas. C'est également l'éditeur du magazine *Migración y Desarrollo*. Chaire UNESCO sur la migration, le développement et les droits de l'homme.

Récit d'un voyage à travers l'Europe: de la première réception à l'intégration des migrants



Chaque récit de migration est un voyage. Trop souvent, c'est un voyage périlleux. Parfois, tragique. Ce voyage est mortel. Ceux qui, après de nombreuses difficultés, parviennent à atteindre la destination souhaitée dans l'Union européenne doivent commencer un nouveau voyage, moins dangereux, mais pas moins frustrant, un voyage à travers les complexités, les vides, les inconsistances, les contradictions et les circonvolutions des services, de la bureaucratie et de la législation au niveau local, national et européen.

Le récit d'un voyage à travers l'Europe. Du premier accueil à l'intégration des migrants tente de décrire à l'aide d'évaluations et de photos, les différentes étapes de cette nouvelle « odyssee » : du moment du débarquement au soulagement au cours du long processus d'intégration dans les sociétés hôtes. Un nouveau voyage qui fera connaître aux migrants en parallèle les espoirs et les déceptions, le développement personnel et l'exaspération, l'autonomisation et les sentiments de rejet.

L'accent est mis symboliquement sur trois pays qui, depuis le début de ce que l'on appelle la crise des réfugiés, a reçu un grand nombre de nouveaux arrivants en raison de leur situation géographique, la Grèce et l'Italie, ou parce qu'elle représente la destination nourrissant le plus d'espoir en Europe : l'Allemagne.

Dans les deux premiers cas, les auteures, respectivement Angeliki Dimitriadi et Enza Roberta Petrillo, décrivent la situation des premiers services d'accueil dans les deux pays. Elles se focalisent sur les lacunes et les insuffisances dans la fourniture de services, soulevant de graves questions à propos du respect des droits humains de telles méthodes d'accueil, spécialement dans le cas des migrants les plus vulnérables. Elles soulignent également le rôle crucial joué par les organisations de la société civile.

Le troisième essai, rédigé par Irina Bohn et Alejandro Rada, symbolise la fin de l'Europe en observant l'inclusion des jeunes réfugiés et migrants en Allemagne et en réfléchissant aux moyens de développer leur potentiel personnel.

Les photos ont été réalisées par la photographe italienne Sara Prestianni en Grèce, en Italie et en Allemagne, elles accompagnent ce voyage à travers l'Europe.



Au milieu de la nuit, une vieille embarcation s'approche du quai de Lampedusa. Plus de 300 hommes, femmes et enfants retiennent leur souffle dans la coque en bois dans laquelle ils ont quitté la Libye. Chaque "couche humaine" est un "tarif" différent: ceux qui sont assis au fond du bateau - en danger de suffocation - payent le prix inférieur. Lampedusa (Italie), 2015

Des dizaines de migrants arrivent chaque jour dans des canots de fortune sur les rives des îles de la mer Égée. Ils traversent l'étendue de mer étroite mais orageuse qui se trouve entre la Grèce et la Turquie. Quand ils se posent, leurs visages tendus par la peur de la mort se détendent pendant un bref moment de soulagement. Lesbos (Grèce), 2015.



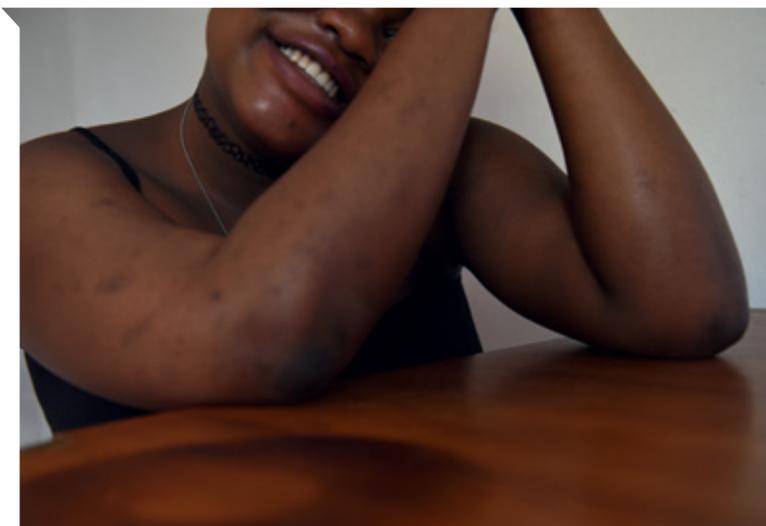
Lorsqu'ils atterrissent à Pozzallo, les migrants sont conduits au point névralgique situé à quelques mètres de la jetée. Ils seront tous identifiés avant d'être transférés dans d'autres centres d'accueil et recevront une trousse contenant les articles essentiels. Hotspot Pozzallo (Italie), 2016.



Le bloc de transferts vers le continent oblige un grand nombre de personnes à rester dans les îles de la mer Égée. Des centaines de personnes attendent des semaines avant d'être identifiées et poursuivent leur voyage vers la frontière avec la Macédoine. Certains ressortissants restent plus longtemps que d'autres. Moria Hotspot, Lesbos (Grèce), 2015



Une fois sortis des hotspots, les demandeurs d'asile sont envoyés dans l'un des centres d'accueil italiens. Là, il est essentiel de mettre en place un modèle de réception efficace afin d'entreprendre un véritable processus d'intégration. Centro di accoglienza Arci Solidarietà, Bologne (Italie), 2017.





L'accord UE-Turquie et la fermeture de la frontière entre la Grèce et la Macédoine ont transformé les îles de la mer Égée en camps, où les migrants attendent l'autorisation de poursuivre leur voyage et craignent d'être renvoyés en Turquie. Kios (Grèce), 2016.



Une fois en Italie, de nombreux Soudanais tentent de rejoindre leurs proches et amis dans d'autres pays européens. La jonction principale pour atteindre la France puis le Royaume-Uni est la ville frontière de Vintimille. Là, l'attente pour traverser la frontière est la routine quotidienne. Vintimille (Italie), 2017.



Dans la banlieue de Vintimille, la ville italienne à la frontière avec la France, un camping informel a été établi le long du lit du fleuve. Vintimille (Italie), 2017.



Rome est l'une des principales destinations des personnes en transit: les migrants et les demandeurs d'asile qui, malgré leur identification en Italie, souhaitent rejoindre d'autres États membres de l'UE et obtenir le statut de réfugié. Baobab, près de la gare de Tiburtina, est devenue la plaque tournante de ces personnes en transit. Baobab, Rome (Italie), 2016.



> AUTEUR

Sarah Prestianni est photographe et experte au Comité international de l'immigration du réseau Migreurop.



© shutterstock

Selon les estimations officielles, 161 000 travailleurs étrangers (16 % de l'ensemble) sont régulièrement employés dans le secteur agricole dans le sud de l'Italie.

LE DILEMME DE LA TOMATE

par Roberto Forin

Le secteur italien de la tomate a été accusé de mettre les migrants dans des « conditions d'exploitation absolue ». Mais cela crée également les conditions qui poussent les gens à quitter des pays notamment ceux de l'Afrique subsaharienne.

L'Italie est le premier producteur de tomates en Europe et le troisième au niveau mondial. Chaque année, l'Italie produit plus de 5 millions de tonnes de tomates avec environ 90 % de cette production destinés à la transformation et à l'exportation et un chiffre d'affaires sectoriel de plus de 3,2 milliards d'euros.

L'activité est aussi lucrative pour les acteurs en dehors de l'Italie. En janvier 2012, la société britannique Princes, une filiale de Mitsubishi Corp depuis 1989, a implanté une nouvelle usine de transformation de tomates à Foggia, dans le sud de la région des Pouilles. La nouvelle usine est le plus grand site de transformation de la tomate

dans le monde et l'une des plus high-tech et avancées d'Europe. Elle peut transformer jusqu'à 400 000 tonnes de tomates fraîches par an et génère un chiffre d'affaires annuels de plus de 200 millions d'euros.

Le secteur agricole en Italie est fortement tributaire des travailleurs migrants. Selon

“

La loi, qui criminalise à la fois les employeurs et les intermédiaires qui facilitent l'emploi des travailleurs irréguliers, représente une étape importante dans la bonne direction.

”

les estimations officielles, 161 000 travailleurs étrangers (16 % de l'ensemble) sont régulièrement employés dans ce secteur dans le sud de l'Italie et au moins autant travaillent sans avoir été déclarés. Les travailleurs migrants, réguliers et irréguliers, ramassent les tomates à la main pour des usines de transformation high-tech, certains d'entre eux dans des conditions d'exploitation extrêmes, et reçoivent tout juste 20 euros pour 12 heures de travail quotidien. En réaction à cette situation, le précédent gouvernement italien a fait passer la « Legge sul Caporalato » en février 2016. Une loi, qui criminalise les employeurs ainsi que les intermédiaires qui facilitent l'emploi des travailleurs irréguliers. Cela représente un pas importante dans la bonne direction. Mais il reste encore beaucoup à faire (pour lutter contre l'exploitation des migrants, améliorer leurs conditions de travail et pour assurer également l'application de la loi), comme l'a récemment montré le meurtre d'un travailleur migrant et militant syndical originaire du Mali, à Rosarno, en Calabre, en juin 2018 et les deux accidents de voiture qui ont entraîné la mort de 16 travailleurs migrants dans la région des Pouilles en août 2018.

Toutefois, il ne s'agit que d'un côté de l'histoire qui relie la position prédominante de l'Italie en tant qu'exportateur de tomates dans le monde entier à la vie des migrants qui viennent pour travailler, régulièrement comme irrégulièrement, en Europe.

Les Politiques commerciales déloyales de l'UE

Alors que la majorité des tomates récoltées en Italie continue d'être exportée au sein de l'Europe, une grande partie des tomates cultivées dans la province de Foggia est destinée au marché africain, particulièrement à la Côte d'Ivoire et au Ghana. Dans ces deux

pays, depuis le début des années 2000, les tomates italiennes, principalement sous la forme de concentré de tomate, ont remplacé la production locale. Au cours des 15 dernières années, la compétitivité de la tomate italienne a été renforcée par des subventions de l'UE qui ont atteint jusqu'à 65 % du prix final du marché. En même temps, l'UE facilite aussi l'exportation, en remboursant jusqu'à 45 euros par tonne de concentré de tomate exportée. Les statistiques sont très rares mais pour donner une idée de l'ampleur du phénomène, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les importations de concentré de tomate en provenance d'Italie et de Chine vers l'Afrique occidentale ont augmenté de 650 % entre 1998 et 2003.

L'impact de l'exportation de tomates italiennes en Afrique de l'Ouest n'est qu'un exemple de l'impact négatif de certaines politiques commerciales de l'UE. Au-delà de l'industrie de la tomate et du secteur agricole, le commerce et le dumping "déloyales" concernent de nombreux autres secteurs économiques dans plusieurs pays africains. Les conséquences sur les marchés du travail des pays concernés sont souvent dramatiques et ont une incidence directe et

indirecte sur les aspirations migratoires de nombreux travailleurs frustrés.

L'analyse des « causes profondes de la migration » est de plus en plus d'actualité dernièrement, souvent accompagnée de propositions en faveur de l'aide au développement dans les pays d'origine afin de réduire les flux de migration vers l'Europe. Pourtant, la dynamique dans l'industrie de la tomate en Italie et ses liens plus larges suggèrent que commencer à jeter un regard radicalement changeant sur la politique commerciale de l'UE et les investissements privés pourrait en fait produire de meilleurs résultats.

#Migration De l'exploitation de la tomate à celle des travailleurs migrants
@roberto_forin



> AUTEUR

Roberto Forin est coordinateur de programmes au Mixed Migration Centre à Genève. Il a auparavant travaillé dans la lutte contre la traite des êtres humains et dans le secteur humanitaire. Roberto a mené des recherches sur le terrain sur l'exploitation des travailleurs migrants dans le secteur agricole dans le sud de l'Italie.

BELGIQUE : DES POLITIQUES D'INTÉGRATION DÉTOURNÉES DE LEUR OBJECTIF ?

par Sylvie de Terschueren

L'intégration doit être l'objectif de la société belge dans son ensemble. Pour le Ciré (Coordination et Initiatives pour réfugiés et étrangers), cela ne doit toutefois pas être une pression pour le nouvel arrivant. Sylvie de Terschueren nous explique leur parcours en Belgique et le défi d'une intégration réfléchie.

Depuis quelques années, l'intégration des primo-arrivants (P-A) est une priorité politique. Des modifications législatives ont été opérées aux niveaux fédéral et régional. Si leurs auteurs se targuent d'œuvrer à une société saine et ouverte en visant à garantir l'intégration des nouveaux arrivants, ces mesures cachent mal une logique électoraliste qui fait peser la charge de l'intégration sur l'étranger, "abuseur de notre hospitalité et profiteur de notre système" qui, s'il ne veut pas s'intégrer, y sera forcé... En conditionnant le séjour à l'adhésion à des valeurs et aux efforts d'intégration, en précipitant le caractère obligatoire des parcours d'accueil et d'intégration (parcours) en l'absence de moyens financiers, nos responsables politiques voudraient-ils mettre davantage d'obstacles à leur accueil et à leur intégration et restreindre leurs droits?

“

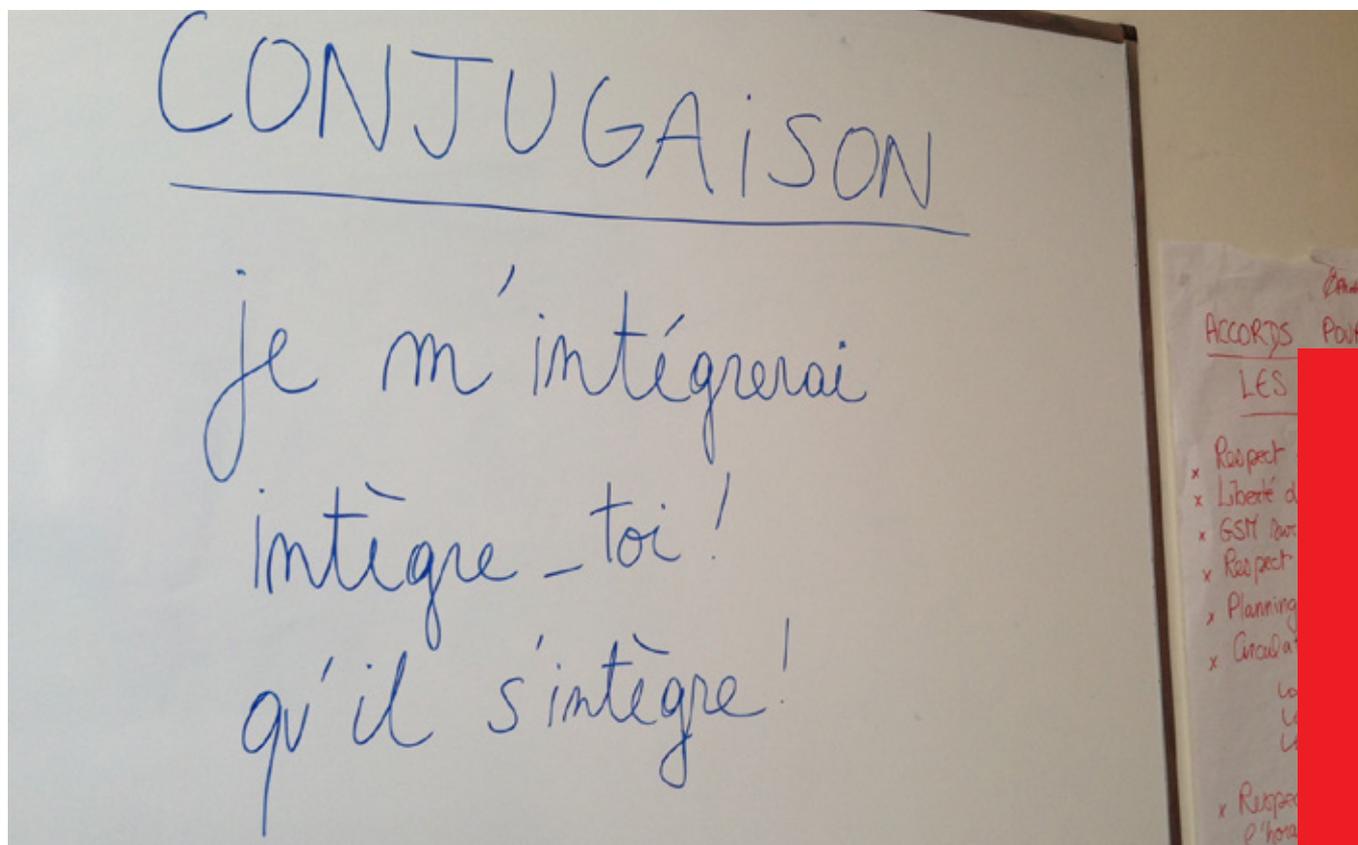
Pour que le processus d'intégration puisse être positif, respectueux et prendre toute sa valeur, il faut du temps et des moyens, financiers et humains

”

L'obligation de « s'intégrer » : quelle visée émancipatrice ?

L'intégration est un processus au long cours, multidimensionnel et à double sens. La société d'accueil joue un rôle considérable par la perception qu'elle a des étrangers et la place qu'elle leur réserve. Ce processus ne peut donc résulter des seuls efforts de la personne étrangère et ne peut être une injonction, sous la menace de sanctions. Il doit être l'objectif de la société belge dans son ensemble.

Les parcours doivent ouvrir de vraies perspectives d'apprentissage de la langue, d'orientation et de soutien dans la recherche d'une insertion professionnelle. Ils doivent être « intégrés » (les P-A



Le parcours doit s'articuler avec des politiques d'emploi, de formation, de logement et de santé suffisamment financées explique Sylvie de Terschueren

#Migration Intégration des Primo-arrivants : les politiques sont-elles suffisamment ambitieuses et émancipatrices ?
Sylvie de Terschueren
@CIREasbl



doivent pouvoir suivre l'ensemble du processus), créer et alimenter un espace de réflexion riche et ouverte sur la question des codes, normes et valeurs des sociétés d'accueil et d'origine. Or, les dernières modifications législatives risquent de les transformer en outils de contrôle ou de sélection de certaines catégories de migrants. Elles risquent aussi de les pervertir dans les dérives d'un État social actif qui conditionne l'octroi de certaines aides

sociales et d'un droit de séjour aux efforts d'intégration, instrumentalise les parcours, sanctionne leur non-suivi et décline la vision positive de « l'intégration » sur un mode « sécuritaire /activant ».

Une obligation de suivi assortie d'une obligation de moyens

La dimension obligatoire des parcours peut être appréhendée comme l'opportunité de favoriser l'accès aux droits fondamentaux et aux services à tous les P-A. Mais il faut alors que les gouvernements respectifs considèrent l'accueil et l'intégration comme un processus conférant des obligations et des droits aux deux parties. Il y a pour les pouvoirs

publics, une obligation de moyens. Ceux-ci doivent être suffisants et proportionnels à l'intégration attendue des P-A et permettre au dispositif de fonctionner à la perfection au niveau pratique.

Un droit de séjour soumis à des efforts et preuves d'intégration

Une loi fédérale entrée en vigueur en janvier 2017 fait de la « volonté de s'intégrer » une condition générale du séjour des ressortissants étrangers, qui doivent prouver qu'ils font des « efforts raisonnables d'intégration ». Pour des raisons de compétences, sa totale mise en application nécessite encore un accord de coopération entre les entités fédérées et avec le fédéral en ce qui concerne la

En Belgique, des programmes spécifiques d'accueil ou d'intégration sont mis en place pour les jeunes nouveaux arrivants et les aident à acquérir des connaissances de base sur le fonctionnement de la société belge. Ces programmes encouragent également l'acquisition de compétences linguistiques, renforçant leur autonomie et leur participation sociale, économique et culturelle.

Ces appareils ont des contenus variables et des publics différents selon les différentes régions que sont la Flandre, la Wallonie et Bruxelles (et à Bruxelles selon que quelqu'un suit les programmes francophones ou néerlandophones).

Notamment en Flandre, l'obligation de suivre un cours d'accueil ou d'intégration pour les nouveaux arrivants est obligatoire depuis quinze ans, alors qu'elle n'a été introduite que récemment dans les parties francophones du pays.

« Déclaration du migrant » (que le migrant désirent s'installer en Belgique devra signer). On y retrouve une sélection subjective d'obligations (par ailleurs déjà prévues par la loi belge) et de valeurs, et surtout des sous-entendus à l'égard des étrangers, qui ne partageraient pas les mêmes valeurs que « les Belges » et constitueraient un danger pour la société...

Quelle vision progressiste sur Bruxelles?

Le CIRÉ salue la mise en place d'une politique structurelle bruxelloise qui intègre un parcours multidimensionnel. Reste à voir si cette politique est vraiment ambitieuse et émancipatrice. Pour que le processus d'intégration puisse être positif, respectueux et prendre toute sa valeur, il faut du temps et des moyens, financiers et humains, ce que les pouvoirs publics bruxellois semblent sous-estimer. L'obligation du parcours constitue-t-elle dès lors un effet d'annonce si les moyens dont dispose le gouvernement bruxellois ne permettent pas à tous les P-A de s'inscrire dans le parcours ou de répondre aux exigences, et si la complexité institutionnelle et juridique de cette obligation en rend la mise en œuvre relative?

La question des perspectives réelles qui s'offrent aux P-A au terme du processus proposé est importante en termes de motivation. Le parcours doit s'articuler avec des politiques d'emploi, de formation, de logement et de santé suffisamment financées et s'inscrire dans une politique de la diversité et de lutte contre les discriminations.

Enfin, même si la mise en œuvre de certaines des récentes modifications législatives ne s'annonce pas aisée, le ton est

donné. Les migrants ont l'obligation de s'intégrer et seuls les migrants « intégrés » (en se conformant aux valeurs de la Belgique) auront le droit de s'installer en Belgique, voire de devenir belges.

Nous espérons que les responsables politiques progressistes de l'entité bruxelloise arriveront à contrer cette vision majoritaire...



> AUTEUR

Sylvie de Terschueren est chargée des questions d'intégration au CIRÉ - Coordination et initiatives pour réfugiés et étrangers. Le suivi des politiques d'accueil et d'intégration des primo-arrivants, à Bruxelles en particulier font parties de ses missions.



© shutterstock

À la fin de l'année 2016, 9,2 millions de non-ressortissants vivaient en Allemagne, 12,1 millions sont nés à l'étranger (14,7 %), parmi lesquels 7,25 millions (8,8 %) sont nés en dehors de l'UE. Plus de 20 % de la population en Allemagne est issue de l'immigration.

NOUS NE POUVONS PLUS L'IGNORER : L'ALLEMAGNE DOIT FAIRE FACE À CE DÉFI

par Sönke Schmidt

Au cours des élections fédérales de 2017, des citoyens allemands ont été nombreux à refuser de suivre le discours du gouvernement sur le besoin d'ouvrir les frontières de l'UE et de l'Allemagne aux réfugiés. Étant donné que la politique migratoire était officiellement maintenue, le populisme radical avec des accents xénophobes est devenu un schéma constant de politiques nationales et de campagnes électorales. Pour la première fois, la culture politique d'après-guerre semblait être en jeu.

#Migration Les positions progressistes du SPD sont estompées
@SonkeSchmidt



Par le passé, la réponse de la politique allemande à la migration se résumait essentiellement à regarder ailleurs. À la fin des années 50, le recrutement de la main-d'œuvre d'Europe et au-delà est devenu une politique établie du gouvernement pour faire face à la demande de travailleurs. Les Gastarbeiter, les « travailleurs invités », comme on les appelait, étaient recrutés en partant du principe qu'ils repartiraient après une période, ce qui ne fut pas le cas pour beaucoup d'entre eux. Puis les crises économiques des années 70 ont réduit l'afflux d'immigrants.

Les années 80 ont vu une augmentation des demandeurs d'asile dans le cadre de la convention de Genève relative au statut des réfugiés, mais la migration pour des motifs économiques déguisée a augmenté au même moment. Cela convenait au discours en matière d'économie.

La situation a changé pendant les années 90, notamment avec l'afflux des réfugiés de guerres des Balkans. Pour résumer, le chômage a connu une augmentation considérable en raison des gains de la productivité économique, de l'unification allemande, de la mondialisation et de la concurrence accrue entre les États membres de l'UE pour les investissements. Alors que l'immigration a continué malgré des taux de chômage élevés, le discours trop simpliste sur les Gastarbeiter ne fonctionnait plus.

Cependant, au lieu de s'attaquer de front à la nouvelle situation, l'UE est entrée dans l'arène de la normalisation en raison de l'évolution de ses compétences dans le domaine de la justice et des affaires intérieures. Protéger la libre circulation des personnes à l'intérieur de l'UE et à ses frontières externes est devenu une priorité pour l'UE, alors que le problème de la migration est devenu un problème à l'échelon national sur lequel les politiciens peuvent tomber et non prospérer.

Cet écart entre la réalité sur le terrain et la réponse politique s'est creusé. Depuis l'arrivée du nouveau millénaire, l'Allemagne a de plus en plus synchronisé sa politique de migration et d'asile avec les développements de l'UE, cachant de plus en plus les décisions de politique intérieure sur ces questions et les directives et règlements de l'UE.

Aujourd'hui, l'OCDE considère que l'Allemagne est devenue l'un des pays les plus libéraux en termes de politique de migration de la main-d'œuvre malgré l'accent relativement étroit mis sur des profils d'emploi spécifiques qui sont demandés. Parallèlement, l'écrasante majorité des partis politiques peine encore à comprendre que l'Allemagne est devenue un pays d'immigration multiethnique.

C'est dans ce contexte que certains partis allemands ont commencé à devenir

xénophobes et hostiles à l'UE, surfant sur la vague du tabou politique collectif qui s'est développé au fil des années : ce qui est à la source du renforcement du parti de droite radicale « Alternative für Deutschland » (AfD) aujourd'hui. Quand Angela Merkel a spontanément ouvert les frontières allemandes aux réfugiés originaires de Syrie et d'autres pays, sans disposer d'un plan sur la manière dont gérer politiquement et administrativement cet afflux, cela a occasionné des ondes de choc, des failles à l'intérieur de l'UE et de l'Allemagne sont apparues.

“
Le SPD risque à présent de perdre des électeurs à droite et à gauche de l'échiquier politique.
 ”

La gauche en Allemagne faisait partie intégrante du fossé politique en constante évolution. Un profil bas de la politique migratoire a permis une flexibilité à court terme des campagnes électorales, mais a nui aux intérêts des partis à plus long terme et a manqué à l'obligation politique d'expliquer et de promouvoir la compréhension d'un sujet politique complexe, les cœurs et les soucis de la plupart des citoyens.

Une gauche fragmentée se débat aujourd'hui avec ses électeurs traditionnels dans les trois partis progressistes: "Die Linke" adopte une approche claire, quoique contestée, exposant la xénophobie comme un conflit erroné qui risque d'occulter la question litigieuse sous-jacente de la polarisation des richesses et des revenus. Ils risquent maintenant de perdre les électeurs xénophobes et ceux qui

favorisent une politique de migration contrôlée, régie de manière proactive et ordonnée.

Le SPD se trouve entre l'enclume et le marteau. Ce parti a adopté récemment un plan en 5 points définissant des objectifs importants, notamment en soulignant le besoin d'une loi complète sur l'immigration incluant également les réfugiés, dans le contexte d'un déclin démographique marqué dans les années à venir. Cependant, il minimise également ces orientations, d'une part en étant motivé par la nécessité de faire des compromis avec ses partenaires de la coalition de droite, mais aussi d'autre part par crainte de perdre ses électeurs hostiles à la migration. Par conséquent, le SPD risque à présent de perdre des électeurs à droite et à gauche de l'échiquier politique.

Le parti écologiste quant à lui encourage une migration et une politique en matière d'asile clairement définies, se basant sur une loi complète sur l'immigration qui s'adresse à la politique en matière de main-d'œuvre, d'asile et de population. Ils sont en faveur du respect de la convention de Genève relative au statut des réfugiés, ils s'opposent à un plafond annuel des demandeurs d'asile qu'ils considèrent comme quelque chose d'illégal et maintiennent leur soutien à la « culture d'accueil » allemande des années 2015/2016 tout en encourageant des procédures d'asile rapides et équitables.

Cela place le SPD dans une situation où il est en concurrence avec deux partis progressistes plus petits avec des approches claires quant à leurs programmes et en même temps il est coincé entre les approches progressistes et xénophobes. Aux côtés de son principal partenaire de la coalition, la CDU, il est lié à un centre politique qui se rétrécit, comptant sur les électeurs pour que l'art du possible et le

pragmatisme de tous les jours l'emportent sur les visions politiques.

L'aspect positif est la sensibilisation totale au besoin d'obtenir des résultats dans un domaine qui est aujourd'hui le moteur de du programme politique allemand.

Un autre aspect positif de la crise actuelle est que la plupart des Allemands ont compris que les programmes politiques du pays et de l'UE sont étroitement liés, pour de bonnes raisons. Ce processus d'apprentissage collectif est important dans la lutte pour endiguer la vague de l'ethnocentrisme et de l'isolationnisme. Il présente également un

#Migration "Une approche macroéconomique coordonnée est nécessaire"
@SonkeSchmidt



défi et une opportunité pour tous les partis politiques pour comprendre les futures questions de gouvernance nationale, européenne et internationale d'une manière globale.

En outre, les négociations actuelles relatives au cadre financier pluriannuel 2021-2027 de l'UE peuvent permettre le soutien de politiques raisonnables de migration et d'intégration qui s'adressent également à des questions liées à la cohésion sociale, qui accueillent les cultures et les capacités d'absorption à des niveaux locaux.

Enfin, une approche macroéconomique coordonnée qui considère l'étendue et la structure de la migration en même temps que des questions telles que la promotion

des gains de la productivité technologique ; l'éducation et la formation ; les politiques actives du marché du travail pour mobiliser le potentiel de ceux qui sont sans emploi ou sous-employés ; l'âge de la retraite et les autres variables influençant l'offre et la demande de main-d'œuvre s'avère plus que jamais nécessaire. L'étendue et la visée de la migration seront très importantes pour la légitimité future de la migration gérée aux côtés d'une politique humaine en matière d'asile et de réfugiés qui sera dans les faits au service de ceux qui en ont besoin.

Établir un scénario progressiste réaliste et actualisé demeure un défi.



> AUTEUR

Sönke Schmidt est un ancien conseiller du ministre de l'UE en matière de migration et d'asile. Il a occupé des postes de direction et de représentation principalement dans le domaine de la justice et des affaires intérieures. Il est membre du conseil scientifique de la FEPS.



Jesper Bengtsson est président du PEN suédois et rédacteur en chef du magazine *Tiden*. Il écrit sur la politique suédoise et internationale depuis plus de 20 ans et a publié plusieurs livres. Son plus récent livre est une biographie sur Aung San Suu Kyi et la lutte des birmans pour la démocratie.

La gestion de la migration en Suède et son impact

interview de Jesper Bengtssons par Alain Bloëdt

"Aucun autre pays d'Europe n'a accepté autant de réfugiés par rapport à sa population que la Suède" a déclaré le Premier ministre suédois Stefan Löfven. Comme l'Allemagne, la Suède a accueilli des centaines de milliers d'étrangers au cours de ces quatre dernières années. Cependant, le pays a annoncé récemment des mesures restrictives. Malgré cette réaction, la migration est, parmi les questions les plus importantes de la campagne électorale et les démocrates suédois, les extrémistes de droite, un acteur important des prochaines élections (le 9 septembre).

The Progressive Post : Comment expliquez-vous que l'extrême-droite puisse devenir le deuxième parti de Suède alors qu'ils ont fait leur entrée au Parlement suédois pour la première fois il y a seulement 8 ans ?

Jesper Bengtsson : La question de l'immigration a joué un rôle important pendant au moins quatre ans en Suède, mais je dirais qu'elle était nettement plus importante il y a trois ans. Nous n'avons pratiquement plus d'immigration désormais. La réglementation a connu des changements en 2015, le nombre de migrants s'élevait alors à 163 000 alors qu'il atteint cette année environ 20 000, ce qui est un chiffre normal. De nombreuses personnes pensent que nous accueillons beaucoup de migrants.

PP : Mais le gouvernement vert social-démocrate a réagi ?

JB : Oui, mais ça n'a pas fonctionné. En Suède, ils

ont mis en place des contrôles aux frontières, arrêté de délivrer des permis de résidence permanente et empêché les migrants qui avaient reçu un permis de résidence permanente d'amener leur famille. Aux yeux de l'opinion publique, cela a fonctionné à court terme, mais pas à long terme. En dépit de ces changements, tant les sociaux-démocrates que le parti conservateur ont continué à perdre des soutiens au détriment des démocrates suédois d'extrême droite.

PP : Comment expliquez-vous cela ?

JB : Je pense qu'il y a deux raisons. La première raison est que le changement de politique du gouvernement était la preuve, pour de nombreuses personnes, que les Démocrates de Suède avaient raison dès le début et les électeurs se sont dit : « pourquoi est-ce que nous ne soutenons pas ceux qui ont vraiment compris ce qui se passait ? », ce qui est une conclusion contestable. La seconde raison est la propagande selon laquelle ce pays connaît une crise profonde qui a besoin d'un changement

important pour se remettre sur les rails. Cette propagande est soutenue, nourrie et à présent utilisée par les Démocrates de Suède.

PP: *La Suède, vue de l'étranger, est toujours apparue comme un pays accueillant. Est-ce quelque chose qui est encore vrai aujourd'hui ?*

JB : Oui, vous pouvez toujours le dire et c'est ce qui rend cette situation ici contradictoire. Chaque année, un sondage est organisé autour des valeurs des citoyens. C'est un sondage très sérieux d'un point de vue scientifique, élaboré par l'Université de Göteborg. Il montre que le soutien public à une politique d'immigration plus restrictive s'est accru. Environ 50% sont désormais en faveur d'une politique plus restrictive, bien que nous ayons déjà l'une des politiques les plus strictes de l'UE. Dans le même temps, le soutien à une Suède en tant que société ouverte et multiculturelle a également augmenté régulièrement en Suède au cours des 20 dernières années. Mais cela montre aussi qu'une grande minorité est beaucoup plus contre elle que par le passé. C'est la fameuse polarisation de la société.

PP: *Est-il vrai que le Premier ministre Stefan Löfven a changé ses politiques pour protéger et maintenir son modèle social ?*

JB : Oui. Il est probablement difficile à long terme d'accueillir une immigration considérable en Suède aux chiffres de 2015 et continuer à maintenir l'état providence que nous avons, car nous devons intégrer les personnes qui viennent ici. Si vous voulez que ces personnes fassent partie de la société, dans cette société du bien-être, vous devez réfléchir attentivement à la manière dont vous mettez en œuvre cela.

PP: *L'intégration prend beaucoup de temps. Lorsque le gouvernement accueille tous ces migrants, comment défend-il l'intégration ?*

JB : D'après les études réalisées, la Suède est l'un des meilleurs pays au monde en matière

| Exemple de la fameuse "polarisation" de la société: selon l'Université de Göteborg, le soutien public à une politique d'immigration plus restrictive atteint maintenant environ 50% de la population alors que le soutien à la Suède, en tant que société ouverte et multiculturelle, s'est accru également constamment en Suède, au cours des 20 dernières années.

“

Environ 60% de la population se prononce en faveur d'une migration raisonnable en Suède et d'une société ouverte, alors que 20% soutiennent les Démocrates de Suède.

”

d'intégration. Nous y travaillons beaucoup et nous disposons des ressources nécessaires parce que notre économie connaît la croissance et que, presque chaque personne, née en Suède, a aujourd'hui du travail, il y a donc peu de chômage.

PP: *D'après vous, il faut combien de temps ?*

JB : Environ cinq années sont nécessaires pour qu'une personne fasse son entrée sur le marché du travail régulier et cela demande des ressources, mais les migrants contribuent à la société lorsqu'ils arrivent dans le marché du travail. Ces chiffres montrent aussi que si vous prenez en compte à la fois les avantages et les inconvénients, l'immigration en Suède nous a au fil du temps considérablement enrichis.



PP: *Dans la question de l'intégration européenne, on ne peut pas dire que la Suède est un parti très en faveur de l'intégration européenne. Cependant, elle est en même temps très proactive dans l'accueil des migrants. Quel est l'impact de ces deux débats apparemment contradictoires ?*

JB : Je me considère comme un peu fédéraliste, donc je ne suis pas la bonne personne à demander, mais je dirais que ce qui est important, du moins pour les sociaux-démocrates en Suède, c'est que vous n'avez pas de politique fiscale au niveau européen. ni de politiques de protection sociale contraignantes au niveau européen. Mais l'immigration n'est ni une question fiscale ni une question d'assistance sociale. Il s'agit d'une frontière commune. Il est assez logique de dire que si nous devons réaliser l'intégration européenne au sujet de n'importe quelle question, l'immigration devrait faire partie des premières questions qui devraient être traitées, après la question du marché unique. Je comprends donc pourquoi les pro-européens sont quelque peu déroutés par les politiciens suédois.



© Papa Demba Fall

| Investissement de migrants dans la Vallée du Fleuve Sénégal.

L'AFRIQUE DE L'OUEST FACE À SES MIGRATIONS : QUELLES RÉPONSES PERTINENTES ?

par Papa Demba Fall

En vue du Global Compact, Pape Demba Fall identifie les dispositions politiques nécessaires à la valorisation et à l'exploitation de l'apport des diasporas au développement durable de l'Afrique et plus particulièrement celle de l'Afrique de l'Ouest.

Si on part du postulat que les effets positifs de la migration font désormais l'objet d'un consensus mondial, il s'avère important de maximiser le profit que les pays d'origine des migrants peuvent en tirer.

En raison des compétences dont ils disposent et de leur attachement aux pays d'origine, les migrants internationaux constituent à la fois des interfaces de premier plan de la coopération bilatérale ou multilatérale et des partenaires privilégiés du développement durable.

couvre trois principaux volets : les solidarités familiales, les contributions sociales et les investissements économiques. Selon la Banque mondiale, 26 milliards de dollars US soit 3,2% du PIB ont été injectés dans l'économie sous-régionale par une diaspora estimée à moins de 3% de la population.

La diaspora comme ressource et /ou interface entre les nations

Plus connu et mieux documenté, l'apport matériel des migrants (social remittances)

En ce qui concerne la dimension immatérielle de la contribution des migrants au

développement local, elle prend différentes formes avec notamment les apports culturels, le plaidoyer ou le lobbying, les partenariats de coopération et les innovations techniques.

S'il ne faut ni exagérer ni sous-estimer la contribution des migrants au développement local voire national, force est de reconnaître que le développement durable requiert des mesures d'accompagnement qui vont bien au-delà des capacités intrinsèques des migrants.

“

Les expériences malienne et sénégalaise indiquent que la politique de décentralisation constitue une opportunité d'exploitation des plus-values de la migration à l'échelle locale.

”

Si d'importantes réalisations individuelles ou collectives de migrants internationaux sont saluées dans tous les pays d'Afrique de l'Ouest, il s'agit d'aller plus loin dans la contribution de la diaspora au développement des pays d'origine.

Les expériences malienne et sénégalaise indiquent que la politique de décentralisation constitue une opportunité d'exploitation des plus-values de la migration à l'échelle locale. Les bonnes pratiques observées dans ce domaine montrent que les migrants se

Les leviers prioritaires à actionner pour atteindre intégrer la migration dans la planification du développement.

- 1 - Renforcer les capacités de la diaspora par la signature d'accords de coopération entre les pays d'accueil et les pays d'origine :
 - a - Adopter des mesures d'assouplissement de la double citoyenneté/appartenance territoriale.
 - b - Améliorer le climat des affaires pour promouvoir les investissements des migrants (réduction des coûts de transferts, exonérations, guichet unique, etc.).
2. Réformer les dispositions institutionnelles existantes :
 - a - Structuration des organisations de la diaspora.
 - b - Envisager des mécanismes de réinsertion dans le pays d'origine.

sentent davantage plus concernés par les initiatives à l'échelle locale que celles menées au plan national.

Quelle coopération dans la dialectique migration-développement ?

Dès lors que la migration est fondamentalement commandée par le besoin d'accéder à des ressources qui peuvent faire défaut en certains endroits notamment dans les bassins d'émigration, une complémentarité fondée sur la solidarité internationale s'avère nécessaire. Tel est l'esprit qui guide les accords de libre circulation au sein de la CEDEAO mais aussi les instruments internationaux comme le Processus de Rabat.

En dépit, d'avancées notables, l'Afrique de l'Ouest est largement interpellée par le respect du droit à la libre circulation des hommes. En effet, la crise économique

impacte négativement le comportement des populations des pays dit de cocagne. Il en résulte un protectionnisme dicté par une xénophobie qui poussent les migrants de la sous-région à s'engager de plus en plus dans mouvements migratoires hors du continent.

Ainsi deux pistes prioritaires peuvent être examinés dans le cadre du dialogue axé vers le développement basé sur les droits de l'homme : envisager une coopération libérale ou multilatérale fondée sur des migrations circulaires et garantir la stabilité politique des pays de départ et ce, en assurant le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques.

*#Diaspora #Migration
Comment valoriser et exploiter le potentiel des diasporas pour le développement durable de l'Afrique ?
@Pape Demba Fall*



> AUTEUR

Papa Demba Fall est Docteur d'État ès Lettres. Maître de recherche du CAMES/ Directeur de recherche assimilé à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal), il exerce les fonctions de Chef du Département des Sciences humaines de l'Institut fondamental d'Afrique noire Cheikh Anta Diop et de Directeur du Réseau d'étude des migrations internationales africaines.



| La démocratie ne présuppose pas des frontières fermées, déclare Claudia Mancina

POUR UNE STRATÉGIE PARTAGÉE

par *Claudia Mancina*

Face à l'incapacité à trouver une stratégie partagée sur le problème de l'immigration, l'Europe fait face à une crise extrêmement inquiétante. La réaction de peur et d'insécurité qui s'est emparée des habitants du continent fait courir des risques à nos institutions nationales et européennes et amène des forces xénophobes, souverainistes et populistes sur la scène politique qui sont tentées de révoquer ou, à tout le moins, réduire drastiquement le projet européen.

Cette réaction doit être prise très au sérieux parce qu'elle pourrait transformer le futur de nos démocraties. En évoquant l'acceptation massive des migrants et l'universalisme des droits humains, nous risquons d'offrir une réponse malavisée qui peut uniquement être une réponse perdante. Si nous nous mettons dans une situation où nous gérons cette réalité et que nous ne nous contentons pas de la juger, il est de notre devoir de définir une stratégie culturelle nous permettant de faire face à ce problème. Et ce d'une manière qui est à la fois moralement correcte et valide politiquement. Il est inutile de sentir que nous avons raison d'un point de vue moral si nous ne traduisons pas nos croyances dans des choix viables politiquement.

Un point fondamental doit être considéré alors que nous cherchons une stratégie : il y a une tension qui n'est pas facilement résolue entre le droit humain d'être accueilli à travers les frontières, certainement un droit universel déjà affirmé par Kant en 1775, et la démocratie.

“

Gérer l'immigration est tellement compliqué, justement en raison du défi de ranimer la tension entre les droits humains des migrants et la responsabilité de l'État envers ses citoyens.

”

La démocratie ne se repose évidemment pas simplement sur la réalité physique de la territorialité, ou sur une réalité ethnique, la communauté du romantisme. Le demos n'est formé ni des habitants d'une région particulière, ni d'un ethnos ou d'un peuple. Le demos est essentiellement ce dont la démocratie est composée : tous les citoyens qui sont des membres actifs et passifs de cette démocratie, les détenteurs de la souveraineté. Le demos peut être constitué de différentes ethnicités, comme c'est le cas presque partout, et des nouveaux arrivants peuvent y être admis. La démocratie ne présuppose pas des frontières fermées. Elle présuppose cependant le droit du pouvoir souverain démocratique, l'État constitutionnel qui exprime la souveraineté populaire d'après les formes dictées par la constitution, pour établir des règles, des exigences et des rythmes concernant l'acceptation de nouveaux citoyens.

Cela signifie que l'État a le droit, et peut-être même le devoir d'établir, en conformité avec le droit international, ses formes d'hospitalité. Il a la prérogative de permettre ou de refuser l'entrée de migrants en situation irrégulière, dans les limites humanitaires ; il a le droit de surveiller ses frontières (sans délaisser son devoir de chercher et de porter secours) ; il a le droit d'exiger l'intégration des nouveaux arrivants, d'exiger qu'ils respectent les lois du pays, qu'ils apprennent sa langue, etc. Tout ceci parce qu'il a, au-delà de tout, la responsabilité de protéger ses citoyens. L'État tire sa légitimité de ses citoyens et ne peut donc pas considérer les droits humains comme équivalents aux droits de ses citoyens. Nous ne devons pas perdre de vue le fait qu'une telle thèse a des implications contradictoires et qu'elle présente des apories politiques et surtout morales.

Je soutiens cependant que l'État a une responsabilité fondamentale envers ses citoyens et il en sera ainsi jusqu'au jour où la démocratie trouvera de nouvelles formes, avant tout des formes qui transcendent la dimension nationale. Les droits humains ne peuvent être supprimés ou ignorés pour cette raison.

Il est inutile de sentir que nous avons raison d'un point de vue moral si nous ne traduisons pas nos croyances dans des choix viables politiquement
@ClaudiaMancina



Gérer l'immigration est tellement compliqué, justement en raison du défi de ranimer la tension entre les droits humains des migrants et la responsabilité de l'État envers ses citoyens. Des solutions qui se dirigent de manière inégale dans une direction ou dans l'autre seront précaires. Celles-ci incluent l'acceptation totale, qui ignore la peur, même s'il n'y a pas de garanties, des citoyens et la fermeture totale des frontières, qui n'est pas possible d'un point de vue pratique et qui est également indéfendable moralement. Une possibilité visant à trouver une résolution politique à la tension réside dans l'implication de l'Europe en tant qu'entité supranationale. C'est à l'Europe, dans son ensemble, à trouver des solutions raisonnables d'après sa tradition la plus authentique, celle qui est humaniste.



> AUTEUR

Claudia Mancina est professeure d'éthique à l'Université de Rome La Sapienza en Italie.



© shutterstock

| Les Sociaux-démocrates se sont toujours battus pour le progrès, mais les inégalités dans de nombreux pays d'Europe occidentale se sont considérablement aggravées.

CHANGER LES CONDITIONS DE VIE FACE AU CHAUVINISME SOCIAL

par Dirk Jörke and Oliver Nachtwey

Au début du 20^e siècle, beaucoup de leaders d'opinions de la Social-démocratie étaient convaincus que les « nouveaux risques sociaux », tels que le changement démographique, façonneraient les conflits sociaux. Au lieu du conflit entre le capital et le travail, la question sociale s'est exprimé de plus en plus dans les luttes et les problèmes d'égalité. En partant du concept de "Troisième voie", Jörke Nachtwey et Oliver Nachtwey reviennent sur la nécessité d'un renouveau de la Social-démocratie pour contrer la montée du populisme.

“

*Le conflit traditionnel
sur la distribution a
été remplacé par le
conflit entre la politique
libérale et autoritaire*

”

Lors du débat international sur le renouveau de la Social-démocratie, l'ouvrage du sociologue britannique Anthony Giddens, “The Third Way” (en français, “La Troisième voie”) (1989), s'est fait largement connaître. Il a résumé les points clés de cette transformation d'une manière programmatique. Une Social-démocratie renouvelée doit abandonner son « idée fixe obsessionnelle sur l'inégalité » et à la place, se concentrer sur « l'égalité en tant qu'inclusion » autrement dit l'égalité des chances sur le marché du travail et dans l'éducation. Il s'agit là des éléments fondamentaux de la Social-démocratie de la Troisième voie représentés dans de nombreux pays européens.

Cette Social-démocratie transformée porte les traits d'une « Social-démocratie de marché », avec une économie politique infiltrée par des éléments de néo-libéralisme. La compétitivité doit y être étendue à un nombre croissant de secteurs de la société, surtout au marché du travail. La justice sociale n'y est plus comprise comme étant redistributive mais interprétée comme une égalisation des opportunités d'accès au marché. Sur les questions sociopolitiques, une stratégie a été développée sur la base d'une dualisation du marché du travail : pour les employés très qualifiés et autonomes, les choix de vie ont été développés, tandis que pour les moins qualifiés, des mesures disciplinaires ont été introduites.

Au début du 21^e siècle, quasi tous les partis sociaux-démocrates au pouvoir ont également adopté le paradigme économique néo-classique de la réduction de la dette publique et des dépenses publiques (surtout des dépenses sociales), de l'abaissement des taux d'imposition pour les sociétés et des taux d'imposition les plus élevés pour les individus, de la privatisation des entreprises publiques et de la modification du marché du travail. L'axe de la redistribution a été négligé en tant qu'objectif politique en faveur de l'intégration du marché et de l'autonomisation des individus.

Le désaccord traditionnel sur la distribution a ainsi été remplacé par le conflit entre les politiques libérales et autoritaires. Les partis sociaux-démocrates, qui représentaient à l'origine des électeurs modérément libéraux et modérément autoritaires, se sont ensuite orientés, vers des positions libertaires et pro-marché. La culture du travail disciplinée a cédé la place à une culture de classe moyenne anti-autoritaire (ce qui a également signifié que de nombreuses organisations sont devenues plus démocratiques au niveau interne). Parmi les membres des partis, la proportion des travailleurs a décliné de façon régulière. Surtout dans les élites du parti, les membres ayant un diplôme d'études secondaires, ou même un diplôme universitaire, sont devenus majoritaires.

Dans le domaine de la politique culturelle et de la lutte contre la discrimination, les partis sociaux-démocrates ont eu du succès, notamment parce que ces objectifs n'ont pas contrecarré la logique du néolibéralisme: la reconnaissance des unions homosexuelles et l'intégration des femmes qualifiées sur le marché du travail ont été couronnées de succès dans de nombreux domaines, malgré l'opposition des conservateurs. Du point de vue du néolibéralisme, qui recherche une réification générale, ce changement sociétal a été le bienvenu. La Social-démocratie fait de plus en plus partie d'un « néolibéralisme progressif », selon la philosophe américaine Nancy Fraser, fondé sur une « alliance impie du capitalisme financier et de l'émancipation ». Les partis sociaux-démocrates continuent à se faire un nom en tant que combattants pour le progrès, mais un progrès qui a bénéficié principalement aux classes moyennes et aux arrivistes. Dans le même temps, les inégalités sociales dans de nombreux pays d'Europe occidentale ont empiré, comme l'ont démontré des auteurs tels que les économistes français et serbo-américain Thomas Piketty et Branco Milanovic.

De nombreuses études ont montré comment les perdants de la mondialisation se sont de plus en plus détournés des partis sociaux-démocrates. Ils sont partis soit dans le camp des abstentionnistes, soit dans les partis de gauche de la Social-démocratie, soit, et de plus en plus, dans les partis populistes de droite. Cela a été surprenant car la plupart de ces derniers avaient longtemps soutenu un agenda économique néolibéral. Toutefois, celui-ci a changé (au moins

partiellement), en particulier en ce qui concerne le Front National en France (dénommé désormais Rassemblement national). Beaucoup de partis populistes de droite défendent des positions pouvant être décrites comme du chauvinisme : ils sont critiques envers le capitalisme comme envers l'immigration, et surtout, ils sont islamophobes. Ce programme, quelquefois combiné à des valeurs autoritaires, par exemple dans le domaine de la lutte contre la criminalité ou dans celui de la politique d'égalité, est devenu très attractif pour les perdants de la mondialisation. Ils agissent de manière rationnelle lorsqu'ils choisissent les partis populistes de droite. C'est précisément cela qui doit être compris par les progressistes.

Dans ce contexte, il est improbable que le « populisme de droite » puisse être contrôlé par une stratégie de moralisation, en s'appuyant sur la certitude supposée de traiter

avec des « racistes ». Tant que les économies de marché moderne connaîtront des différences de classes considérables, il y aura toujours une proportion de gens qui verront les solutions autoritaires comme le seul moyen de surmonter ces différences de classe. Il est certain que cet autoritarisme doit être contenu, mais par dessus tout, il doit être réduit. La seule façon d'y parvenir, c'est de changer les conditions sociales qui engendrent les modèles d'attitudes autoritaires. Cela était autrefois bien connu en tant qu'objectif des partis de gauche, surtout de la Social-démocratie. Il est nécessaire de redonner vie à cet objectif, si l'on veut empêcher la montée en puissance des partis populistes de droite en Europe.



> AUTEUR

Dirk Jörke est professeur de théorie politique et d'histoire des idées politiques à la l'Université de technologie de Darmstadt (Technische Universität Darmstadt)



> AUTEUR

Oliver Nachtwey est professeur agrégé d'analyse des structures sociales à l'Université de Bâle en Suisse et membre de l'Institut de recherche sociale de Francfort en Allemagne.



André Krouwel est professeur agrégé de Politique comparative et de Communication à l'université libre d'Amsterdam et fondateur des Applications de conseil de vote en ligne d'"Election Compass".

Les jeunes et les femmes sont l'avenir de la Social-démocratie

interview d'André Krouwel par Alain Bloëdt

Alors que les partis sociaux-démocrates sont affaiblis par une nouvelle mobilisation populiste en Europe, André Krouwel, fondateur du site Web néerlandais « Kieskompas » sur des conseils de vote, et scientifique politique à l'Université libre d'Amsterdam, exhorte les Sociaux-démocrates à cibler les femmes et les jeunes, deux groupes sensibles à la grave injustice qui sévit dans nos sociétés.

Progressive Post: *Selon vos projections, les partis populistes vont-ils se développer à nouveau en occupant l'espace négligé par les partis progressistes, ou y a-t-il d'autres raisons ?*

André Krouwel: Effectivement, une partie importante des électeurs de Centre gauche traditionnels, les classes populaires et les classes moyennes populaires, ne sont pas par définition progressistes ; en fait, un grand nombre de recherches universitaires indiquent qu'ils sont relativement socialement conservateurs et autoritaires.

PP: *Ce n'est pas ce que nous avons traditionnellement l'habitude de penser des électeurs des partis de Centre gauche.*

AK: Peut-être, mais nous oublions toujours qu'il faut éduquer les gens sur ce que représentent les politiques progressistes, les politiques

#EP2019 C'est plus « naturel » d'être nationaliste, exclusif et conservateur

@AndreKrouwel



économiques de gauche, sur la manière d'être tolérant... ce n'est pas une réaction automatique et innée chez les gens. En fait, il est plus naturel d'être nationaliste, exclusif et conservateur ! Donc, avec l'apprentissage de ce qu'est le socialisme, il vous faut un très bon discours et un message très clair montrant pourquoi les politiques progressistes de gauche sont nécessaires.

PP: *Si les progressistes continuent de perdre des électeurs historiques et traditionnels, d'où viennent leurs nouveaux électeurs ? Viennent-ils des villes, sont-ils de jeunes électeurs ?*

AK: Les nombreux partis sociaux-démocrates gagnent très peu de nouveaux terrains parce que les sociaux-démocrates sont très impopulaires parmi les jeunes dans de nombreux pays, mais dans certains pays, on voit un renouveau. Ce que nous semblons voir dans toute l'Europe, c'est qu'une nouvelle génération de jeunes gens est en fait attirée vers la gauche.

PP: *De quels cas particuliers parlez-vous ?*

AK: Lors des dernières élections générales au Royaume-Uni, nous avons vu que l'ancienne base des classes d'électeurs avait presque complètement disparu, ce qui signifie que le Parti travailliste n'est plus simplement le parti des classes moyennes et populaires. Avec les classes supérieures et les électeurs croyants qui favorisent les Conservateurs, vous voyez maintenant que presque 60 % des jeunes gens situés dans les deux groupes d'âges les plus bas ont voté pour les Travaillistes. Plus de 60 % des électeurs les plus âgés ont voté pour les Conservateurs.

PP: *Est-ce que cela crée un fossé entre les générations ?*

AK: Absolument. Au Royaume-Uni, il y a un fossé générationnel croissant entre les électeurs conservateurs les plus anciens qui veulent maintenir la droite, et les nouveaux jeunes électeurs qui se sentent complètement laissés pour compte parce qu'ils sont exclus du système de retraite et qu'ils ont les pires contrats. Ils n'ont guère accès aux ressources du marché du travail ou aux retraites ; le logement est un énorme problème et il devient de plus en plus inabordable dans les zones urbaines. Il y a par conséquent une nouvelle génération de personnes intéressées par la justice sociale et qui aimeraient la changer, mais qui ne comprennent pas vraiment les politiques de gauche. Cela s'est vu

#EP2019 Les prochaines élections européennes devraient porter sur la création de plus de justice sociale

@AndreKrouwel



lors de la campagne de Bernie Sanders pour l'investiture démocratique aux États-Unis. Il a été en capacité de plaire aux jeunes électeurs et aux électeurs très bien éduqués, mais lorsque vous leur parliez, il ne comprenaient plus réellement les politiques de gauche.

PP: *Diriez-vous que les jeunes sont l'avenir de la Social-démocratie en Europe ?*

AK: Et les femmes aussi. Ces deux groupes voient qu'il existe une grave injustice dans nos sociétés et ne sont pas disposés à rester inactifs et accepter les forces conservatrices et populistes de droite.

PP: *Pourquoi les femmes ?*

AK: Les femmes sont plus conscientes que les hommes (en raison du double fardeau dans la société) qu'il faut des investissements sociaux, des systèmes de soutien social, l'intervention du gouvernement dans les soins aux enfants ou de bonnes lois sur le travail, afin de pouvoir travailler à temps partiel pour un salaire juste sans être totalement exploité. Les femmes comprennent que les partis qui leur ont donné le suffrage universel sont également ceux qui les protègent. Les hommes sont fréquemment des mâles dominants qui pensent pouvoir le faire eux-mêmes.

PP: *Comment les partis sociaux-démocrates peuvent-ils capitaliser sur cela ?*

AK: Il y a ici une opportunité évidente d'expliquer de manière nouvelle et moderne pourquoi il faut de la justice sociale et comment elle peut être obtenue. Le problème, bien entendu, c'est que la Gauche n'a pas toujours la réponse. Le Centre gauche en particulier, qui est souvent obligé de gouverner avec la Droite... Les partis sociaux-démocrates ont donc été affaiblis en Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique, et même dans une certaine mesure en Scandinavie où ils gouvernent seuls, mais la droite est en train de devenir tellement forte qu'ils doivent adopter certaines de ses politiques. Ils s'affaiblissent et ne peuvent pas formuler une alternative claire. La politique de gauche est en réalité très populaire.

PP: *Comment pourraient-ils inverser la situation ?*

AK: S'ils exploitent des idées telles que la fin de l'austérité, comme le gouvernement portugais l'a fait ou comme Jeremy Corbyn veut le faire au Royaume-Uni, ils se rendront compte que ces idées sont de plus en plus populaires. Mettre l'accent sur le besoin d'investir dans le logement social, les soins de santé, l'éducation, même l'éducation gratuite pour tous, est une stratégie gagnante, particulièrement chez les générations les plus jeunes. D'autant qu'il y a une autre bonne raison de faire cela : progressivement, nous gagnerons de l'argent non pas en faisant des choses mais en connaissant les choses. Il y a donc un nouvel argument économique clair en faveur de cela.

PP: *La stratégie doit-elle être d'aller dans l'opposition pour développer un nouveau discours ?*

AK: Non, le Centre gauche doit être au gouvernement. Il n'est pas fait pour l'opposition. Si vous êtes dans l'opposition, vous pouvez faire la morale et devenir un populiste économique, comme l'est souvent la gauche

radicale. Nous avons déjà cette version du socialisme. C'est une version importante et elle doit exister parce qu'il s'agit de notre conscience, mais ce n'est pas notre habitude. La Social-démocratie a été inventée et élaborée en raison de sa capacité à mettre effectivement en œuvre les politiques de transformation et à travailler réellement sur l'économie sociale.

“

Le logement est un énorme problème pour les jeunes et il devient de plus en plus inabordable dans les zones urbaines.

”

PP: *Les nouveaux partis populistes parlent en ce moment d'investissement sociaux, de protection sociale. Est-ce que cela complique beaucoup la situation pour les Sociaux-démocrates ?*

AK: Si la droite aime les idées sociales-démocrates et les met en œuvre, c'est parfait. Je dis toujours que les Polonais ne détestent pas le parti PiS (Droit et Justice) parce qu'il soutient les familles et leur donne entre 400 et 500 euros pour aider leurs enfants. Ce qui ne remporte pas leur approbation, c'est qu'ils sont nationalistes, racistes, conservateurs, religieux, xénophobes, russophobes, misogynes, etc.

PP: *Les femmes et les jeunes sont-ils deux publics cibles qu'il est facile de mobiliser pour les élections européennes, étant donné leur taux de participation élevé habituel ?*

AK: C'est difficile, mais en même temps, cela représente une énorme opportunité parce que, dans la plupart des pays, le taux de participation est de 30 à 40 % voire moins, donc chaque électeur supplémentaire compte pour deux fois et demie. Ce que vous devez faire, c'est vous focaliser sur votre base et mobiliser les gens qui sont déjà disposés à voter pour vous.

PP: *Quel public cible, selon vous, a le plus de potentiel pour les sociaux-démocrates ?*

AK: Les générations plus jeunes ont, en raison du Brexit et en raison de Trump, plus conscience de l'importance de la collaboration internationale. Les institutions internationales protègent la démocratie, l'État providence, l'État de droit et la justice internationale. Elles savent que les problèmes comme l'immigration ou la pollution environnementale ne peuvent pas être réglés en faisant cavalier seul.

PP: *Si l'on revient sur le référendum britannique, il semblerait que la génération Y ne soit pas assez nombreuse pour remporter une élection...*

AK: L'histoire des pro-Brexit est une histoire folle parce qu'il s'agit seulement d'une histoire d'échanges économiques. Ça ne concerne pas la justice sociale ou l'aide dans le domaine de l'environnement. Il s'agit de la manière dont nous, en tant que Britanniques, nous pouvons nous enrichir, ce qui est un discours de la droite. Et c'est pourquoi Jeremy Corbyn ne rentre pas dans ce débat.

Il ne peut pas gagner le débat sur le Brexit, car il s'agit fondamentalement d'enrichissement, et ce n'est pas possible de dire « non » à ceux qui veulent s'enrichir.

PP: *Vous n'avez pas parlé du problème de la migration, qui inquiète beaucoup d'électeurs de Centre gauche ?*

AK: En ce qui concerne les personnes qui sont enclines à voter pour le Centre gauche, celles-ci pensent que la justice sociale (c'est-à-dire s'assurer que les gens sont pris en charge lorsqu'ils en ont besoin, que nous avons assez d'argent pour la génération plus jeune, que nous prenons soin de notre planète, que nous réduisons l'inégalité socio-économique) est bien plus importante que l'immigration. L'immigration fait partie de cette inégalité ; l'immigration est causée par les inégalités mondiales. L'immigration est donc le résultat de l'injustice mondiale. Par conséquent, pour beaucoup de personnes situées à gauche, il est plus important que vous parliez de surmonter cette inégalité et de créer une justice plus sociale, plutôt que de se concentrer sur les effets de ce qui a mal tourné.

PP: *Néanmoins êtes-vous d'accord sur le fait que l'immigration en elle-même est un énorme problème pour la gauche ?*

AK: Bien sûr ! Mais l'immigration et les réfugiés sont des histoires très différentes et complexes qu'il n'est pas possible de régler avec une élection. Par ailleurs, créer plus de justice sociale bénéficiera à tout le monde et à toute chose. Le message que les progressistes devraient faire passer : prenez soin les uns des autres. C'est le fondement de la Social-démocratie!



© shutterstock

| La montée en flèche des sondages au début de la campagne électorale de 2017 de Martin Schulz semble démontrer une envie de démocratie sociale.

ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE 2019 : UNE OPPORTUNITÉ POUR LE SPD

par Jana Faus

Après le résultat historiquement bas du SPD lors des élections fédérales de novembre 2017, les sociaux-démocrates allemands ont confié l'analyse de la défaite à une commission de cinq experts, qui ont présenté leur rapport de plus de 100 pages "Aus Fehlern lernen" (Apprendre des erreurs) au public en juin 2018. Parmi les principales erreurs, le rapport mentionne la nomination tardive du candidat du SPD, Martin Schulz, mais il examine également le sens du coup de pouce à court terme que Schulz a déclenché dans les sondages. Jana Faus est l'un des auteurs du rapport.

Au début de 2017, les Allemands étaient ouverts à un nouveau chancelier, mais ils n'étaient pas vraiment lassés d'Angela Merkel, d'autant plus que la plupart des électeurs pouvaient ne pas voir de différence majeure entre la CDU de Merkel et le SPD de Schulz. Après la nomination de Martin Schulz au poste de candidat social-démocrate contre Merkel, le nombre de sondés pour le SPD

a considérablement augmenté. Soudain, la chancellerie semblait à la portée du SPD. Mais cette lueur d'espoir n'a pas duré longtemps, principalement en raison de nombreuses erreurs faites en interne.

Cependant, le coup de pouce à court terme dans les sondages pour le SPD peut être lu comme une preuve que les électeurs sont toujours ouverts - même s'ils ne sont pas à cran - pour la social-démocratie. Il vaut la

peine de regarder de plus près les électeurs qui ont envisagé de voter SPD quand ils ont estimé que le bon candidat était candidat.

Qui sont ces électeurs ?

Il est intéressant de noter que le SPD a convaincu des électeurs potentiels à travers tous les groupes sociaux. Il s'agit clairement d'un potentiel inexploité à l'état latent pour

#SocialDémocratie Une
"Open City" qui compte

@Fausie



la Social-démocratie. Ce sont surtout les femmes, les électeurs ayant fait des études et les jeunes électeurs qui sont ouverts à l'idée de voter pour un parti progressiste. Deux groupes disposent de ce potentiel : tout d'abord les électeurs non affiliés ne disposant pas de la carte du parti qui ont vu Martin Schulz et le SPD comme une alternative fiable à la chancelière Merkel et à son parti chrétien-démocrate et ensuite les électeurs progressistes qui ont ressenti le besoin de soutenir la politique des réfugiés de Merkel en opposition avec les attaques de l'aile droite, mais qui ont hésité à voter pour la CDU.

Qu'ont-ils en commun ?

Ces électeurs partagent un système de valeurs qui met en évidence les réussites démocratiques, les droits humains et les libertés. Ils soutiennent les frontières ouvertes dans l'Union européenne, ressentent qu'il est essentiel de venir en aide aux personnes qui en ont besoin, sont préoccupés par la cohérence sociale de la société et estiment que la société ouverte dans l'Union européenne est menacée. Ils sont convaincus que cette société ouverte a besoin d'être préservée et protégée. Cependant, ces électeurs sont témoins des problèmes et des défis apportés par une société en mutation : les inégalités

sociales augmentent et la solidarité entre les différents pays européens est gravement détériorée. Ils sont d'avis que des défis comme la crise des réfugiés nécessitent des solutions non pas nationales, mais européennes. En même temps, ils craignent que certains pays, l'Allemagne en premier lieu, assument trop de responsabilités en comparaison avec d'autres pays, surtout d'un point de vue financier. Ils craignent que les pays de l'Europe de l'Ouest dont les économies sont fortes soient forcés (à nouveau) de renflouer les pays de l'Est et du Sud de l'Europe. La crainte d'être perdant lors de la distribution des ressources se cache derrière cette perception.

Comment s'adresser à ces électeurs ?

Les partis progressistes font toujours face à un seul défi : comment obtenir les voix ? Mobiliser des supporters est toujours plus simple pour les partis conservateurs étant donné que leurs électeurs ont une plus grande propension à se rendre aux urnes. La mobilisation a besoin d'une sorte de « publicité » émotionnelle qui doit soit être menée par un effort significatif sur le plan individuel ou par la conviction que chaque voix compte (pour empêcher ou réaliser quelque chose). Les dernières élections présidentielles aux États-Unis ont représenté un exemple dissuasif des effets d'une mobilisation progressiste déficiente : (trop) de nombreux électeurs progressistes avaient l'impression que rien ne changerait s'ils n'exprimaient pas leur voix à travers cette élection. Le lendemain matin, ils se sont réveillés et ont appris que Donald Trump serait leur nouveau président.

Les partis progressistes ont un besoin impérieux de dire clairement pourquoi l'Union européenne est davantage qu'une énorme bureaucratie, que les valeurs démocratiques et libérales font face à une gigantesque menace et que cette élection en particulier peut changer l'avenir, pour le meilleur ou pour le pire. À l'approche du Brexit, ils ont besoin de mettre en évidence que les pays membres seraient dans une situation moins avantageuse sans l'UE et que le bloc fait face à une menace véritable. Il est vivement conseillé aux partis progressistes d'apporter la preuve que la démocratie et les valeurs libérales ne peuvent être considérées comme acquises, mais c'est aux électeurs de sécuriser l'avenir d'une société ouverte en Europe.



> AUTEUR

Jana Faus est cofondatrice de pollytix strategic research, une société de conseils basée sur la recherche qui met l'accent sur la recherche sociale, les campagnes électorales et les questions de gestion. Elle est coauteure de « Aus Fehlern lernen » (Apprendre à partir de ses erreurs), une analyse de la campagne électorale du SPD en 2017.



© shutterstock

| La mobilité des capitaux à travers les frontières a encouragé la concurrence fiscale parmi les gouvernements, en les rendant de plus en plus dépendants des taxes sur la consommation et sur les revenus du travail.

UNE RÉPONSE PROGRESSISTE AU PROTECTIONNISME UNILATÉRAL : L'ACCORD OPTIMALE ?

par Arancha Gonzalez

Les progressistes ont éprouvé pendant longtemps des sentiments mitigés concernant la mondialisation. Les raisons en sont compréhensibles : les progressistes soutiennent l'égalité des chances et luttent contre les inégalités excessives. Le commerce international et l'ouverture des marchés ne conduisent pas nécessairement à l'inégalité, mais ils ont, par définition, des effets inégaux.

A lors que le commerce enrichit généralement les pays, de nombreuses personnes dans ces pays font face à des adaptations douloureuses au changement économique. Dans les économies avancées, les travailleurs déplacés par la concurrence des importations moins chères ont souvent besoin de beaucoup plus de temps pour trouver des emplois alternatifs qu'on ne le pensait auparavant.

Dans les économies en développement, certains travailleurs qui perdent leurs emplois lorsque des entreprises inefficaces doivent cesser leurs activités, finissent par entrer dans le secteur informel au lieu d'accomplir davantage de travail productif. Pour ces travailleurs, l'inconvénient du commerce pourrait dépasser les avantages des importations à moindre coût.

Le commerce a des effets similaires à l'évolution technologique qui est essentielle pour la croissance globale de la productivité, mais

#FairTaxation Les progressistes doivent soutenir une plus grande coopération fiscale internationale

@AranchaGlezLaya



il met fin aux emplois de nombreux travailleurs tout en permettant à d'autres de réaliser de meilleures performances et de gagner davantage. Depuis les années 80, les tendances technologiques favorisant les travailleurs hautement qualifiés ont apporté des gains considérables à un petit nombre de personnes, les entreprises et les régions amplifiant ces effets.

Faire face aux effets négatifs du commerce et de la technologie représente le cœur de tout programme moderne progressiste. Cependant, tant qu'un large partage de la prospérité dans le pays et le monde entier fait partie de la promesse faite par

les progressistes aux électeurs, ils doivent accorder de l'attention à la productivité, et par conséquent, au commerce.

L'économie mondiale ouverte basée sur des règles a aidé un milliard de personnes à sortir de l'extrême pauvreté. Pour les pays en développement du Vietnam à l'Éthiopie, les marchés ouverts ont permis d'augmenter la croissance en important du savoir-faire et en utilisant la demande mondiale pour que des personnes quittent leurs activités de subsistance et accomplissent des tâches plus productives. Dans les économies avancées, plus proches de la frontière technologique, les effets du commerce sont moins dramatiques, mais il reste un moteur essentiel des gains de productivité qui accompagnent la spécialisation, l'échelle et la concurrence.

Si l'on permettait au protectionnisme de prévaloir, cela mettrait fin aux perspectives de développement pour les pays du monde les plus pauvres, cela mettrait les objectifs de développement durable hors de portée, comme l'éradication de l'extrême pauvreté d'ici 2030. Cela ferait également diminuer le potentiel de croissance des pays riches, en exacerbant potentiellement les tensions politiques qui ont accompagné la lente reprise de la crise financière de 2008-2009. Partout, cela abaisserait le pouvoir d'achat des personnes.

Tant que la mondialisation « fonctionnait », l'ambivalence vis-à-vis du commerce ouvert était un luxe que seuls les progressistes pouvaient se permettre. Plus maintenant. Aujourd'hui, l'agenda progressiste serait composé de trois points :

“

Les progressistes devraient favoriser le "bon commerce": durable sur le plan environnemental, socialement responsable et protecteur des intérêts des consommateurs.

”

Premièrement, s'opposer au protectionnisme du commerce parce qu'il ne protège pas les emplois.

Protéger le système commercial basé sur des règles incorporées dans l'Organisation mondiale du commerce, pas par naïveté, mais parce que c'est la manière la plus efficace de gérer les interconnexions de nos économies. Ne pas se débarrasser du système, mais plutôt investir en réformant des règles qui ont été dernièrement mises à jour en 1995, longtemps avant la révolution technologique. Un agenda commercial lié à la technologie pourrait par exemple mieux définir les paramètres pour l'intervention de l'État dans l'innovation technologique. Les progressistes devraient encourager le « bon commerce » : durable sur le plan environnemental, responsable du point de vue social et protecteur des intérêts des consommateurs.

Deuxièmement, agir avec audace au niveau du pays pour s'assurer que les gains et les opportunités du commerce et de la technologie sont largement partagés.

L'objectif doit être la protection sociale, pas le protectionnisme commercial. Un enseignement accessible de qualité élevée est un prérequis pour la mobilité sociale. Des politiques actives sur le marché du travail équipent les travailleurs afin qu'ils puissent prospérer dans une économie changeante. L'égalité des genres dans l'économie stimulerait la croissance. Les progressistes pourraient explorer de nouveaux droits économiques comme les subventions en capital ou des revenus de base pour diminuer les inégalités et fournir aux individus une certaine garantie face aux risques économiques.

Pour finir, lutter contre la concurrence fiscale et l'évasion fiscale. La mobilité des capitaux à travers les frontières a encouragé la concurrence fiscale parmi les gouvernements, en les rendant de plus en plus dépendants des taxes sur la consommation et sur les revenus du travail. La recherche montre que les multinationales déclarent une partie disproportionnée de profits dans une poignée de paradis fiscaux. Les progressistes devraient soutenir une plus grande coopération fiscale internationale pour donner aux gouvernements nationaux de meilleurs outils pour financer les politiques sociales qui jouent un rôle majeur pour encourager le soutien populaire pour les marchés ouverts.

Si la réaction protectionniste a quelque chose à nous apprendre, c'est que si suffisamment de personnes sentent qu'elles n'ont aucun intérêt concret dans la préservation de l'économie mondiale ouverte, elles voteront pour les politiciens qui menacent la prospérité pour tous. La tâche des progressistes devrait être de leur donner une raison de voter pour eux.



> **AUTEUR**

Arancha Gonzalez est directrice du Centre du commerce international et assistante secrétaire général des Nations unies.

LES GUERRES COMMERCIALES NE SONT PAS INÉVITABLES

par *Geoffrey Harris*

Après le fiasco du G7 au Canada, les États-Unis ont donné suite à leurs menaces d'appliquer des droits de douane sur de nombreuses exportations chinoises. L'UE est confrontée à un défi complexe pour élaborer une stratégie commerciale cohérente face aux politiques et aux pratiques des deux autres puissances économiques mondiales. Elle devrait éviter de prendre parti et s'en tenir à une vision optimiste selon laquelle la mondialisation peut fonctionner.



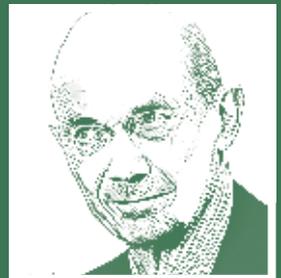
Lire l'article complet en ligne
www.progressivepost.eu



> **AUTEUR**

Geoffrey Harris est professeur invité du Collège d'Europe à Bruges et ancien chef adjoint du bureau de liaison du Parlement européen à Washington DC.

Egalement disponible fin septembre: une interview exclusive de l'ancien directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, Pascal Lamy





© shutterstock

| Le 31 mai 2018, Donald Trump impose des droits de douane sur l'acier à de proches alliés des États-Unis comme le Canada.

M. TRUMP A (QUELQUES) PRÉOCCUPATIONS LÉGITIMES VIS-À-VIS DU COMMERCE, MAIS SA STRATÉGIE EST CONTRE-PRODUCTIVE

par Todd N. Tucker

Au milieu de l'année 2016, un fait sans précédent s'est produit sur la scène politique américaine. Les trois principaux candidats à la présidence (Hillary Clinton, Donald Trump et, jusqu'à son abandon en juillet, Bernie Sanders) critiquent les politiques commerciales « néolibérales » qui classent les profits des rentes au-dessus des emplois et de l'économie réelle. Point de vue de Todd N. Tucker, politologue.

Leurs priorités étaient différentes, mais tous les trois avaient promis des ruptures avec le passé immédiat, notamment leur opposition commune à l'accord de partenariat transpacifique (en français TPP et en anglais TTIP) entre 12 pays négocié par Obama. Ces

positions sont apparues alors qu'un nombre croissant de recherches universitaires montraient comment les politiques commerciales avaient laissé de nombreuses régions américaines à la traîne.

Trump a peut-être réussi à rallumer l'appétit des démocrates pour l'internationalisme

@toddtucker



Arriva le 23 janvier 2017. La victoire de Donald Trump a choqué l'establishment politique et l'un des premiers actes de son mandat fut de signer l'acte de retrait des États-Unis des négociations du partenariat transatlantique. Pourtant, malgré de nombreux débats déchirants sur la rhétorique du président, sa véritable politique était tout aussi, si ce n'est plus, conventionnelle que ce que la présidence de M. Sanders ou de Mme Clinton aurait pu proposer. En plus de son opposition au TPP, Hillary Clinton appelait depuis longtemps à une réforme du contrôle américain des investissements directs étrangers, à une utilisation plus musclée des pénalités prévues par la Section 301 vis-à-vis de pays comme la Chine qui n'arrive pas à protéger la propriété intellectuelle, à plus de droits de douane à des fins d'exécution et à des examens tous les cinq ans des accords commerciaux comme l'Accord de libre échange Nord-Américain (ALENA). Il se peut même qu'elle aurait pu allée plus loin encore que M. Trump (qui n'a rien fait) sur l'élaboration de règles visant à arrêter les politiques monétaires comme celles utilisées par la Chine, par le passé.

Toutefois, il y a des manières nettement trumpistes de mener la politique commerciale. Le 31 mai 2018, il a imposé des droits de douane sur l'acier à de proches alliés des États-Unis comme le Canada, qui étaient exonérés de ce genre de mesures sous la présidence de George W. Bush et de Barack Obama. D'un côté, cela renforce la défense économique et juridique des mesures. En vertu du droit commercial américain et international, il vaut mieux travailler pour l'accomplissement le plus complet des objectifs de sécurité économique, plutôt que de traiter les alliés mieux que les ennemis d'une façon qui soulève des préoccupations au sujet de la discrimination ou de l'arbitraire. De l'autre côté, le mouvement se dirige vers une affreuse géopolitique - comme l'administration l'a découvert lors des réunions du G-7 au Canada. Cette escalade rendra presque impossible pour les voisins américains toute adhésion aux demandes de M.

“
De plus en plus de recherches en sciences politiques montrent un chevauchement important entre les électeurs inquiets de la perte d'une majorité de l'Amérique blanche et ceux qui craignent la perte de la domination américaine sur les autres pays.
 ”

Trump sur les pourparlers de l'Accord de libre-échange nord-américain 2. o.

Donald Trump cherche aussi activement à marginaliser les autres pouvoirs du gouvernement. Ses tarifs douaniers sur l'acier ont été imposés à l'aide de la Section 232 de la loi américaine sur le commerce, qui laisse peu de place aux contre-pouvoirs exercés par les tribunaux et le Congrès. Il a également proposé de contourner le Congrès sur l'ALENA NAFTA, et a menacé de réduire les investissements chinois au cours d'une semaine où le Congrès tentait de parvenir à un cadre bipartisan plus durable. En mettant à dos ses pouvoirs d'égale importance, M. Trump prend le risque qu'ils mettent un terme à son pouvoir discrétionnaire sur le commerce.

Même si c'est imprudent en matière de politique, les bouffonneries conflictuelles de Donald Trump sont politiquement fructueuses chez les Républicains. De plus en plus de recherches en sciences politiques montrent un chevauchement important entre les électeurs inquiets de la perte d'une

majorité de l'Amérique blanche et ceux qui craignent la perte de la domination américaine sur les autres pays. Alors qu'il existe des raisons méthodologiques de douter de la solidité descriptive de ces conclusions sur le monde avant 2017, celles-ci deviennent rapidement une prophétie auto-réalisatrice car les Républicains se rallient au point de vue du chef de leur parti - même s'il est prouvé que les droits de douane de M. Trump ont déjà nui économiquement à leurs intérêts.

À moyen terme, Donald Trump a peut-être réussi à rallumer l'appétit des démocrates pour l'internationalisme - quelque chose qui paraissait improbable en 2016. En effet, parmi les personnes qui mènent la charge contre les droits de douane de Trump, il y a le socialiste démocrate Bernie Sanders qui, il y a seulement deux ans, était parodié par des comédiens pour ses étroites similitudes avec Trump en ce qui concerne le commerce. Par ailleurs, d'importants colloques ont été consacrés à revitaliser l'engagement progressif sur les droits du travail et un éventail plus large de questions économiques que le commerce. Cette conséquence positive, toutefois indirecte, sera celle qui sera ressentie après ce sombre chapitre de l'histoire des États-Unis.



> AUTEUR

Todd N. Tucker est politologue et membre de l'Institut Franklin et Eleanor Roosevelt. Il est l'auteur de *Judge Knot*, un ouvrage sur les systèmes juridiques sous le néolibéralisme.



CRÉER UNE AUTORITÉ EUROPÉENNE DU TRAVAIL : LES CONTRAINTE POLITIQUES ET LÉGALES

par Sofia Fernandes

| Des différences majeures ont émergé dans l'UE entre les pays d'accueil et les pays d'origine des travailleurs mobiles, alors que la mobilité du travail intra-européenne a doublé en dix ans.

La création d'une autorité européenne du travail (AET) s'inscrit dans le cadre des initiatives de la Commission européenne visant à garantir une mobilité plus équitable des travailleurs au sein de l'UE. Sofia Fernandes explique les différentes modalités et les défis à relever.

Après avoir proposé la révision d'un ensemble de règles européennes en matière de libre circulation des travailleurs et de coordination des systèmes de sécurité sociale, la Commission souhaite garantir, grâce à cette nouvelle autorité, une mise en œuvre « juste, simple et efficace » de ces règles à travers l'UE. Dans un contexte où les enjeux de libre circulation des personnes suscitent de vifs débats entre les Etats et au

sein de chaque Etat, ce projet est-il réalisable à l'horizon 2019 ? L'AET sera-t-elle à la hauteur du défi face aux contraintes juridiques et politiques liées à sa création ?

Dépasser les contraintes politiques : comment garantir le soutien de tous les Etats ?

Au cours des dernières années, d'importants

clivages ont émergé au sein de l'UE entre pays d'accueil et pays d'envoi de travailleurs mobiles, dans un contexte où la mobilité intra-européenne a doublé en dix ans. Ces clivages ont été visibles dans la révision de la directive sur les travailleurs détachés ou encore sur l'accès aux prestations sociales pour les travailleurs mobiles. Le premier défi lié à la création de l'AET est ainsi celui de ne pas nourrir ces clivages et de rassembler l'ensemble des pays autour de l'initiative.

“

L'objectif principal de l'Autorité européenne du travail devrait être d'incarner l'attachement des Européens à leur modèle social, qui n'a pas d'équivalent dans le reste du monde.

”

L'approche adoptée par la Commission dans sa proposition est à ce titre judicieuse car elle prévoit un double mandat pour l'AET. Pour répondre aux attentes des pays d'accueil, elle devra favoriser et soutenir la coopération entre autorités nationales d'inspection du travail afin de mieux lutter contre les abus et les fraudes qui nourrissent une concurrence déloyale entre pays. Mais, pour garantir l'adhésion des pays d'envoi, l'AET aura également pour mission de faciliter la vie des travailleurs qui bougent et des entreprises qui profitent du marché unique en leur fournissant des informations et des services visant à faciliter leurs démarches. L'AET sera un point de contact unique pour les acteurs européens en matière de libre circulation des citoyens. La Commission rappelle à juste titre dans son argumentaire le potentiel inexploité du marché unique du travail. Bien que le nombre de travailleurs mobiles ait doublé en dix ans, ces travailleurs ne représentent qu'environ 7% de la population active.

#SocialEurope Surmonter les contraintes politiques : comment s'assurer du soutien de tous les États membres ?

@fernandesofiaEU



Malgré ce double mandat, certains gouvernements, soucieux de préserver leurs prérogatives nationales, peuvent émettre des réserves à l'idée de créer l'AET. En effet, l'application des règles et l'inspection du travail sont aujourd'hui des compétences nationales. Dans certains pays, les syndicats ont un rôle majeur dans ce domaine et cela doit être respecté. La création de l'AET n'entraînera pas un transfert de compétences des États vers l'UE et devra se faire, du moins dans un premier temps, dans le respect des dispositions actuelles des traités.

Quelle ambition face aux contraintes juridiques ?

Pour garantir une mise en œuvre effective et uniforme des règles européennes, il aurait été utile de doter l'AET de pouvoirs contraignants sur les États membres, notamment pour régler des litiges entre autorités nationales compétentes ou solliciter des inspections conjointes. Il n'y a cependant pas aujourd'hui de base juridique pour attribuer à l'AET un tel rôle contraignant. Pour autant, il est important de garantir que l'AET ne sera pas limitée à une simple plateforme de coopération et d'échanges d'information pour les autorités nationales et un point de contact pour les citoyens et les entreprises. Cette option serait peut-être la plus convenable politiquement et la moins onéreuse au niveau budgétaire, mais ne serait pas suffisante pour faire face aux tensions provoquées par la mobilité européenne ou pour renforcer le marché unique du travail.

Le droit primaire et secondaire actuel de l'UE permet de doter l'AET d'un rôle opérationnel, que ce soit pour la médiation de conflits (sans arbitrage), la gestion d'outils/platformes européennes – tels que le réseau Eures –, le soutien à l'organisation d'inspection conjointes (déclenchées par les autorités nationales) ou encore l'organisation de séances de formation des

inspecteurs nationaux. Si l'AET doit traduire l'ambition européenne d'un marché unique plus équitable, elle doit être dotée de telles missions. Et il ne doit pas être exclu que – à moyen/long terme – l'AET puisse avoir un rôle contraignant sur les États, à l'image de ce qu'est la mission d'autres agences européennes telles qu'Eurojust, qui peut demander aux États membres d'entreprendre des enquêtes ou résoudre des conflits de juridiction.

Derrière les débats techniques et politiques qui ne manqueront pas d'apparaître – y compris dans le choix du siège à trouver pour cette agence –, ce projet peut contribuer à honorer l'objectif de l'Union européenne, inscrit dans ses traités, d'être une « économie sociale de marché ». Sans équivalent dans le reste du monde, l'AET doit avoir pour première ambition de traduire l'attachement des Européens à leur modèle social.



> AUTEUR

Sofia Fernandes est chercheuse senior dans le domaine des affaires économiques et sociales à l'Institut Jacques-Delors à Paris.



© shutterstock

La tâche principale de l'Autorité européenne du travail devrait être de compléter les activités des inspections du travail en cas d'irrégularités liées à la mobilité du travail.

UN MARCHÉ UNIQUE POUR PLUSIEURS MARCHÉS DU TRAVAIL

par Jan Cremers

La Commission européenne a l'intention d'établir une Autorité européenne du travail (ELA) pour s'assurer des normes et contrôler celles-ci pour ceux qui travaillent dans un autre État membre. Pour Jan Cremers, elle manque de moyens. Elle devrait principalement contrôler et surveiller les activités de l'Inspection du travail et d'autres organes nationaux de conformité et de mise en application, et renforcer leurs pouvoirs d'enquête en cas d'infractions et d'irrégularités liées à la mobilité du travail et/ou le recrutement à travers les frontières.

Le projet de Marché unique de l'UE aspire à s'assurer de la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des citoyens. Les citoyens nomades des 28 membres de l'UE se déplacent essentiellement pour des raisons liées à l'emploi. A noter, la mobilité de l'emploi basée sur la libre circulation des citoyens de l'UE a augmenté au fil du temps.

Les problèmes rencontrés par les inspections nationales du travail en charge du contrôle du respect des entreprises des règles nationales et européennes sont souvent causés par des frictions. Et ce entre le cadre juridique du marché unique pour les fournisseurs de services et les établissements étrangers, et le mandat territorial limité, des autorités compétentes.

De plus, les règles contradictoires, présentes dans différents domaines politiques, la complexité juridique et la fragmentation des mandats entravent le respect efficace et l'application de la loi. Celle-ci favorise l'émergence d'acteurs peu fiables. Ces nouvelles formes d'arbitrage réglementaire, de tourisme financier et l'évasion des normes de travail existantes ne peuvent être surveillées et sanctionnées de manière efficace.

La création du Marché unique a donné la priorité aux libertés économiques contraignantes à travers l'UE. Tandis que le contrôle (et l'application) de la législation et des conditions de travail est basé sur un mandat qui prend habituellement fin aux frontières nationales. Dès que la dimension transnationale est introduite sur le marché du travail, le contrôle de la conformité est entravé. Au cours des récentes décennies, cela est devenu évident dans plusieurs industries, notamment dans des industries de main-d'œuvre comme la construction, la fabrication, la construction navale, le transport et la logistique, mais aussi plus récemment dans tous les types de services.

L'utilisation d'une entité étrangère (artificielle) dans un contexte transfrontalier peut mener à l'introduction de formes discutables de recrutement de la main-d'œuvre, avec des relations de travail floues, le contournement du paiement de la sécurité sociale et l'évasion fiscale. La liberté d'établissement et la liberté de prestation de services fournissent un terrain fertile aux montages artificiels, étant donné que ces libertés fournissent un accès illimité aux marchés nationaux du travail.

L'étude se clôt par un plaidoyer en faveur de l'Autorité européenne du travail. La solution pourrait être une Autorité européenne du travail qui légitime et facilite la coopération transfrontalière dans le contrôle et l'examen de tous les aspects de la prestation transfrontalière de services et la mobilité transnationale.

Il me semble que la tâche principale de l'Autorité européenne du travail devrait être de compléter, contrôler et surveiller les activités de l'inspection du travail et d'autres organes nationaux. Il s'agirait également de renforcer leurs pouvoirs d'enquête en cas d'infractions et d'irrégularités, liées à la mobilité du travail et/ou au recrutement à travers les frontières. Cela demande un mandat étendu pour détecter et examiner toutes les mesures nécessaires à l'application menant à la fin ou à l'interdiction des abus. L'ELA doit avoir la compétence d'initier et d'autoriser des inspections conjointes et d'obliger les États membres à coopérer à ces enquêtes, dans

les cas où les parties prenantes concernées présentent des réclamations ou demandent une assistance en matière d'enquête. Cela comprend la compétence de lancer des actions communes qui vont au-delà des limites en matière de compétences restreintes qui existent dans les domaines politiques pertinents dans la plupart des États membres.

Après la promesse du président Jean-Claude Juncker de présenter une proposition visant à établir une telle autorité, la Commission a publié sa proposition dans un projet de règlement à la mi-mars 2018.

Celle-ci limite la possibilité de demander à l'ELA de lancer une initiative conjointe auprès des États membres. Vue la vaste étendue des pratiques nationales existantes dans le domaine du contrôle et de l'application de la régularité du marché du travail, c'est une procédure trop étroite.

La compétence de l'ELA pour renforcer la capacité juridique des organismes nationaux d'exécution dans les enquêtes conjointes et à l'échelle de l'UE en cas d'infractions ou d'irrégularités liées à la mobilité transfrontalière de la main-d'œuvre doit être renforcée. Par conséquent, d'autres parties de l'acquis de l'Union doivent être intégrées dans le champ d'application de l'Autorité.

Les tâches combinées planifiées liées à la mobilité transfrontalière du travail et à la coordination de la sécurité sociale devraient être complétées par des domaines législatifs non encore couverts, tels que la lutte contre les arrangements artificiels (par exemple les entreprises boîtes aux lettres) et la coopération transnationale. De plus, il doit être établi que les autorités nationales impliquées peuvent utiliser comme moyen de preuve toute information, tout document, toute découverte, toute déclaration, toute copie certifiée ou tout renseignement communiqué sur la même base que les documents similaires obtenus dans leur État membre. En outre, l'Autorité européenne du travail devrait être chargée de travailler à une politique européenne d'amendes efficace et

dissuasive. Une politique comparable aux sanctions existantes dans l'ensemble de l'UE dans d'autres domaines de l'acquis, pouvant entraîner la suspension ou la cessation d'activités frauduleuses

Le cadre réglementaire de la mobilité équitable du travail est établi, d'une part par le législateur et d'autre part par les partenaires dans la négociation collective. Des États membres ont instauré des organes paritaires, sectoriels ou interprofessionnels ayant le mandat d'agir en cas de conflit de travail ou d'irrégularités. Ces organes paritaires, souvent composés de représentants de la direction et de la main d'œuvre, ont pour tâche de prévenir, de résoudre et de régler les conflits.

Des partenaires sociaux ont établi des institutions de conformité et de conseil qui coopèrent dans les campagnes concertées. C'est la raison pour laquelle les organisations syndicales européennes compétentes et les organisations représentant les employeurs qui ont été consultées par la Commission dans le cadre de l'article 138 du Traité doivent disposer de la compétence d'alerter les autorités compétentes des États membres pertinents et l'Autorité européenne du travail.



> AUTEUR

Jan Cremers travaille en collaboration avec la faculté de droit de l'Université de Tilburg. Il a joué le rôle de leader de l'organisation syndicale européenne et a été membre du Parlement européen. En 2013, il a reçu un grade honorifique de docteur en lettres à l'Université de Westminster «en reconnaissance de sa contribution à la politique sociale européenne». Il publie régulièrement des articles sur le détachement des travailleurs, la migration des travailleurs et les relations industrielles.



© shutterstock

| L'ambiguïté d'un système d'évasion fiscale crée le risque que les arrangements fiscaux ne soient pas signalés et que les fraudeurs du fisc arrivent à leur fin.

PLUS DE RÈGLES DE TRANSPARENCE, MOINS D'ÉVASION FISCALE

par Leyla Ates

Le Conseil européen a pris d'importantes mesures pour renforcer l'échange d'informations entre les administrations fiscales afin de promouvoir la transparence fiscale et des systèmes fiscaux équitables dans les pays de l'UE. Cela crée à son tour un marché unique plus profond et plus équitable. Cependant, une ambiguïté dans les obligations de divulgation et un risque élevé d'exigences suffisent à laisser la porte ouverte aux régimes fiscaux douteux.

L'un des avantages du marché unique européen est que les citoyens et les entreprises de l'UE ont la liberté de se déplacer, de faire des affaires et d'investir au-delà des frontières nationales. Mais comme l'imposition directe n'est pas harmonisée à l'échelle de l'UE, cette liberté implique également que certains contribuables parviennent à éviter de payer des impôts dans les pays où ils résident ou font des affaires. En 2011, le Conseil de l'UE a convenu de

renforcer la coopération entre les administrations fiscales afin de pouvoir s'assurer que les contribuables paient leur juste part (Directive du Conseil 2011/16/UE).

Le 25 mai 2018, la coopération entre les autorités fiscales a été renforcée avec l'inclusion d'un échange d'informations automatique et obligatoire concernant les arrangements transfrontaliers devant être signalés (Directive du Conseil 2018/822/UE). Cette nouvelle directive a davantage

élargi la portée de l'échange automatique d'informations en matière fiscale, qui avait déjà été étendue avec l'inclusion de l'échange automatique des informations sur les comptes financiers en 2014, des décisions fiscales transfrontalières et des arrangements préalables sur les prix en 2015 ainsi que des déclarations pays par pays en 2016.

Divulgateur obligatoire des systèmes de planification fiscale agressive

Les règles sur la divulgation obligatoire visent à combattre l'évasion fiscale en permettant d'identifier les failles réglementaires, en aidant les administrations fiscales à évaluer les risques, en ayant des effets dissuasifs sur les contribuables et en réduisant la fourniture de ces systèmes par les conseillers fiscaux.

En 1984, les États-Unis sont devenus le premier pays au monde à introduire des règles sur la divulgation fiscale obligatoire. Depuis lors, d'autres pays, dont certains pays membres de l'UE, ont aussi introduit des règles de divulgation obligatoire dans leurs systèmes fiscaux (le Royaume-Uni, l'Irlande, le Portugal, ainsi que le Canada, l'Afrique du Sud, la Corée du Sud et Israël). En fait, les scandales Luxleaks et Panama Papers et les affaires sur les aides d'État à caractère fiscal ont fait remonter ce mécanisme de lutte contre l'évasion fiscale jusque dans l'agenda de l'UE sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices en démontrant le rôle des intermédiaires dans le domaine de la planification fiscale agressive. Le premier résultat de cette pression politique a été que le Conseil européen exige maintenant non seulement des règles fiscales communes sur la divulgation obligatoire dans les États Membres d'ici le 31 décembre 2019, mais a aussi imposé l'obligation faite à tous les États Membres d'échanger automatiquement des informations sur les systèmes transfrontaliers à déclaration obligatoire d'ici le 1er juillet 2020.

Plus d'informations pour tous les gouvernements de l'UE

La nouvelle directive exige que les informations soient automatiquement échangées avec d'autres membres de l'UE par le biais d'un répertoire central. Par conséquent, tous les pays de l'UE auront accès à une base de données sur les systèmes d'évasion fiscale. Une base de données semblable dénommée « archivage des planifications fiscales

agressives » existe au sein de l'OCDE : cet archivage comprend 400 types de systèmes mais n'est disponible que pour un groupe de pays très unis. La nouvelle directive créera des conditions de concurrence équitables pour tous les pays membres de l'UE en termes d'accès à ces informations pertinentes.

Échec de l'approche basée sur le promoteur

L'évaluation des récents progrès n'est cependant pas entièrement positive. Le risque d'ambiguïté sur ce qui constitue un système d'évasion fiscale crée un risque sérieux que les arrangements transfrontaliers ne soient pas signalés. Étant donné qu'il existe de nombreux conflits réguliers entre les administrations fiscales et les contribuables ou les conseillers fiscaux sur l'interprétation des lois fiscales, on peut s'attendre à ce que de nombreux systèmes soient conçus dans des zones d'ombre et que certains promoteurs choisissent de les interpréter comme n'étant pas soumis à l'obligation de déclaration. Pour atténuer ce risque, l'obligation de signalement ne doit pas seulement reposer soit sur le client qui utilise un système de planification fiscale agressive, soit sur le promoteur (les conseillers fiscaux) du système, mais sur les deux.

Malheureusement, la directive place l'obligation de divulgation principalement sur les intermédiaires, c'est-à-dire les conseillers fiscaux, les comptables et les avocats qui conçoivent et vendent les systèmes de planification fiscale agressive. Dans certains cas limités, les contribuables ont aussi l'obligation de divulguer ces systèmes. Si l'un et l'autre avaient été obligés de signaler indépendamment les systèmes d'évasion fiscale utilisés/commercialisés, la détection des systèmes illicites auraient été facilitée.

Exigence de seuil élevé : le critère de l'avantage principal

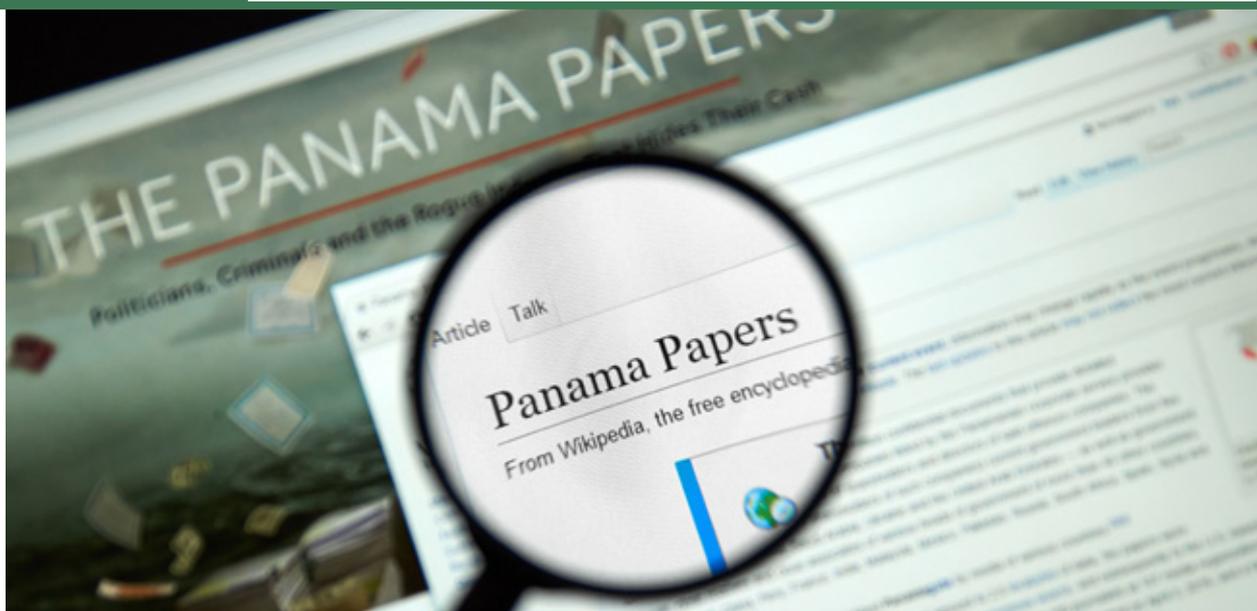
La nouvelle directive du Conseil définit des

caractéristiques génériques et spécifiques permettant de décrire si une transaction doit être signalée ou non. Il s'agit d'une mise en œuvre générale en vertu des régimes de divulgation obligatoire existants. Toutefois, la directive établit aussi « le critère de l'avantage principal » en tant que seuil devant être respecté par un système à déclaration obligatoire avant d'être évalué par rapport aux caractéristiques génériques et à certaines caractéristiques spécifiques. Pour qu'un système satisfasse au critère, il doit être établi que le principal avantage, ou l'un des principaux avantages qu'une personne puisse raisonnablement attendre du système, soit un avantage fiscal. Tandis que les exigences de seuil sont souvent utilisées pour filtrer les divulgations sans importance et réduire les charges administratives fiscales, l'établissement d'un seuil élevé en matière de divulgation peut créer une justification inappropriée pour échapper aux obligations de divulgation. L'OCDE a déclaré que le critère de l'avantage principal constitue un seuil élevé de divulgation. Ainsi, le Conseil européen a ouvert une porte par laquelle les intermédiaires peuvent de manière injustifiée faire l'impasse sur leurs obligations de divulgation.



> AUTEUR

Leyla Ates est professeur de droit fiscal à l'Université Altinbas en Turquie et a enseigné à Chypre ainsi qu'en Allemagne. Actuellement, ses recherches sont soutenues par le programme Horizon 2020 de l'Union européenne à travers le projet COFFERS (Combattre la fraude fiscale et habiliter les régulateurs ou Combating Fiscal Fraud and Empowering Regulators).



| Les Panama Papers ont montré que la chaîne logistique pour ces types de système d'évasion fiscale comprend généralement des prestataires de services réglementés qui devraient respecter ce type d'obligations en matière de déclaration.

LE COMBAT DE L'OCDE CONTRE LE SECRET BANCAIRE

par John Peterson

La Norme commune de déclaration (NCD) de l'OCDE a mis un terme au secret bancaire international. En vertu de la NCD, les informations sur les comptes à l'étranger sont désormais collectées dans le monde entier par les institutions financières et transmises à l'administration fiscale située dans le pays de résidence du titulaire du compte, à l'aide de l'architecture d'échange de données prévue dans la Convention multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle (CMAAM). Toutefois, la NCD ne sera totalement efficace que si les pays disposent aussi de règles visant à empêcher les contribuables (avec l'aide de leurs conseillers) de s'organiser pour contourner ces obligations de déclaration.

Cette année, plus de 100 juridictions ont commencé à échanger des informations sur les comptes financiers en vertu de la Norme commune de déclaration de l'OCDE/du G20. Une plus grande transparence a déjà incité un nombre considérable de contribuables à communiquer volontairement leurs avoirs

financiers offshore aux autorités fiscales, ce qui a engendré plus de 93 milliards d'euros de recettes fiscales supplémentaires pour les gouvernements dans le monde entier.

Bien que la NCD couvre largement les institutions financières (informations à déclarer et titulaires de compte soumis à la

déclaration), il y a toujours des contribuables qui continuent de chercher des moyens de cacher leurs avoirs étrangers pour éviter d'avoir à les déclarer.

L'OCDE dispose déjà d'une stratégie permettant d'identifier les systèmes qui visent à éviter les déclarations dans le cadre

de la NCD. Celle-ci inclut un dispositif de divulgation en ligne qui permet aux parties intéressées de signaler de potentiels arrangements d'évitement de la NCD. Ce dispositif de divulgation est soutenu par un processus permettant de revoir et d'analyser systématiquement les failles réelles ou supposées et de fournir des conseils supplémentaires sur l'application de la NCD.

Un autre pan de la stratégie de l'OCDE visant à lutter contre l'évitement de la NCD a été achevé cette année au mois de mars avec la publication des règles de divulgation types. Celles qui exigent des conseillers professionnels et intermédiaires financiers qu'ils informent les autorités fiscales de leur rôle dans la conception et la mise en œuvre de structures qui obscurcissent la propriété des actifs ou le revenu de leur client (structures offshore) ou des arrangements qui pourraient être utilisés pour éviter un signalement en vertu de la NCD (arrangements d'évitement de la NCD). Ces règles ont été développées en réponse à une demande du G7 et ont déjà été adoptées par les États membres de l'UE. Tandis que ces règles types ne font pas partie de la NCD elle-même, elles devraient être prises en compte pour évaluer si un pays a respecté son engagement de mettre en œuvre des règles visant à combattre les abus afin d'empêcher le contournement des procédures de déclaration et d'obligation de vigilance de la NCD.

Les règles types de divulgation obligatoire de l'OCDE s'appliquent non seulement aux promoteurs des structures offshore et d'arrangements d'évitement de la NCD, mais également à toutes les personnes qui apportent leur assistance ou des conseils sur la conception, la commercialisation, la mise en œuvre ou l'organisation de ces systèmes (désignés ensemble les « intermédiaires »). En exigeant des intermédiaires qu'ils divulguent non seulement les détails de la conception du système mais également des informations sur les utilisateurs et tout autre intermédiaire impliqué dans la fourniture de ces systèmes, les règles devraient avoir un effet dissuasif sur les conseillers et

leurs clients quant à la commercialisation et l'utilisation de ces types de structures et arrangements.

Les données probantes émanant des administrations fiscales, notamment le travail sur la conformité entrepris par le Groupe de travail international pour le partage des renseignements et la collaboration (JITSIC) à l'égard des Panama Papers, indiquent que la chaîne logistique pour ces types de système comprend généralement divers prestataires de services qui devraient respecter ce type d'obligations en matière de déclaration.

Les règles s'appliquent uniquement aux intermédiaires qui ont un lien approprié avec la juridiction déclarante et n'exigent pas d'un intermédiaire qu'il divulgue des informations soumises à des règles obligatoires de secret professionnel. Il y a aussi des règles qui limitent la nécessité pour l'intermédiaire, de faire des divulgations en double concernant la même structure ou le même arrangement. S'il n'y a pas d'intermédiaire dans le champ d'application territorial des obligations de divulgation, ou s'il n'est pas exigé de l'intermédiaire qu'il divulgue l'arrangement ou la structure en raison de règles relatives au secret professionnel, l'obligation de divulgation incombe à l'utilisateur de ce système.

Néanmoins, pour que les nouvelles règles atteignent leurs objectifs, il est essentiel que les informations sur le système en question soient communiquées aux administrations fiscales auprès desquelles les utilisateurs du système sont résidents fiscaux. À cette fin, il est nécessaire que les juridictions concernées disposent d'une relation d'échange d'informations fiable afin d'assurer que les informations pertinentes atteignent la juridiction de la résidence fiscale du contribuable concerné de manière opportune et structurée. Pour cela, l'OCDE travaille actuellement sur un cadre d'échange des informations destiné aux nouvelles règles, devant être développé en vertu de l'Accord multilatéral entre autorités compétentes (MCCA) et qui, avec actuellement plus de 115 juridictions participantes, offre la base

#OECD Un cadre d'échange d'informations pour les nouvelles règles à développer.

@JohnPeterson



juridique internationale la plus globale pour l'échange des informations divulguées en vertu des nouvelles règles.

Des progrès considérables ont été accomplis dans l'adoption et la mise en œuvre des normes mondiales d'échange d'informations au cours des 4 années qui se sont écoulées depuis la publication initiale de la NCD. Ces règles en matière de divulgation constituent une autre étape importante qui nous assure d'avoir un système d'échange mondial, complet, cohérent et efficace, adapté à l'objectif d'une économie mondialisée.



> AUTEUR

John Peterson est responsable de la planification fiscale agressive au Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE. Il est titulaire d'un diplôme en droit de l'Université Victoria, d'une maîtrise en fiscalité internationale de la NYU School of Law et de la BCL de l'Université d'Oxford (St Edmund Hall). Avant de rejoindre l'OCDE, il était associé dans un cabinet d'avocats australasien. Il a exercé la profession d'avocat fiscaliste en Nouvelle-Zélande, au Royaume-Uni et aux États-Unis.



© shutterstock

LA GAUCHE POLONAISE ET LA LUTTE DES FEMMES POUR LEUR SURVIE

par Krystyna Kacpura

Les femmes polonaises luttent littéralement pour leur survie. Le mouvement actuel des femmes en Pologne, illustré par les Black Protests, représente un défi pour le gouvernement de droite et les groupes anti-genre qui se mobilisent contre les politiques d'égalité, les droits des femmes en matière de reproduction et la lutte contre la discrimination. Cela représente aussi une opportunité pour la gauche de marquer son retour dans un débat social contrôlé par le PiS (droit et justice).

À l'extérieur du Parlement, les partis de gauche et les organisations de femmes se sont regroupés pour établir le comité civique « Sauver les femmes » comme contre-initiative en réaction au projet de loi « Stop à l'avortement ».

Avec l'aide de fondamentalistes religieux, le gouvernement polonais actuel, radical et de droite, a décidé d'utiliser la Pologne comme champ de bataille expérimental, première étape de ses efforts pour « re-christianiser l'Europe ». Pourquoi la Pologne? Les raisons sont nombreuses, mais les plus importantes sont les suivantes: il s'agit d'un pays presque à 100% catholique, avec les lois les plus restrictives sur l'avortement en Europe, et le parti de droite au pouvoir PiS pour la paix et la justice à la majorité absolue au Parlement. Il n'y a plus d'opposition de gauche au Parlement. Les fondamentalistes sont convaincus qu'il n'y a personne assez fort pour s'opposer à leurs initiatives juridiques dirigées contre les droits fondamentaux des femmes.

Même si l'Église catholique et le parti au pouvoir ont largement soutenu l'interdiction, ils ne l'ont pas initiée. L'Institut Ordo Iuris, un prétendu « organisme de réflexion juridique » et groupe de plaidoyer conservateur de la ligne dure, a été l'auteur de la loi draconienne qui a été soumise par la coalition « Stop à l'avortement » en tant qu'initiative citoyenne. Le projet de loi proposé prévoyait une interdiction totale de l'avortement ne tolérant aucune exception, la criminalisation des femmes et des médecins qui pratiquent l'avortement, une enquête sur chaque cas de fausse couche involontaire ainsi que la suppression de l'accès aux examens prénatals et à la contraception hormonale.

Une vague d'activisme

Ce mouvement néoconservateur radical a commis une erreur monumentale. Ils ont fait un pas de trop. Pour les femmes polonaises, cela est devenu trop lourd à supporter. Jusqu'à présent, elles enduraient en silence la loi restrictive anti-avortement

au nom de la prétendue « paix sacrée dans la société ». Lorsqu'elles ont réalisé qu'une loi draconienne, une interdiction totale de l'avortement, allait être introduite, une explosion de colère, d'indignation et de détermination d'agir s'est produite.

À l'extérieur du Parlement, les partis de gauche et les organisations de femmes se sont regroupés pour établir le comité civique « Sauver les femmes » comme contre-initiative en réaction au projet de loi « Stop à l'avortement ». Le comité a élaboré un projet de loi alternatif intitulé « Sur les droits des femmes et la parenté consciencieuse » qui garantirait l'ensemble des droits reproductifs.

Le 23 septembre 2016, les deux projets ont été discutés au Parlement. La proposition « Stop à l'avortement » a été transmise pour poursuivre la procédure dans les comités parlementaires alors que « Sauver les femmes » a été rejetée lors de la première lecture.

Des organisations au niveau local à travers la Pologne telles que la Fédération pour les

femmes et le planning familial ont établi une très forte coalition sensibilisant à la menace pour la santé et les droits humains des femmes. Elles ont lancé des campagnes efficaces dans les médias mettant la pression sur le gouvernement au long de l'année 2016 qui ont culminé pendant les manifestations Black Protest où des femmes vêtues de noir sont descendues dans la rue dans le pays et au-delà en signe de protestation.

Cette vague d'activisme a atteint son apogée le 3 octobre 2016, que l'on a appelé le « lundi noir ». L'événement a été au-delà des rêves et des attentes de l'ensemble des féministes. Des milliers de femmes ont protesté dans plus de 60 villes polonaises en dépit des averse (c'est pour cela que le parapluie est l'emblème des manifestations). Au début, les politiciens du parti au pouvoir avaient l'intention de négliger la protestation des femmes, mais ils ont rapidement compris que les femmes étaient déterminées à se battre jusqu'au bout aussi longtemps que nécessaire. Trois jours plus tard, le Parlement a quelque peu rejeté nerveusement le projet de loi proposé par le comité « Stop à l'avortement ». Cela a été un moment fort et critique au cours d'une longue bataille. Les femmes polonaises ont remporté cette bataille. Cependant, cette victoire n'est pas le bout du tunnel. Suite à la dernière tentative du gouvernement conservateur en mars 2018 pour restreindre l'accès à l'avortement, le comité du parlement polonais pour les droits humains a approuvé le projet de loi en dépit des nouvelles protestations et des appels forts du Conseil de l'Europe et des experts des Nations Unies pour le rejeter. C'est la raison pour laquelle le combat pour les droits des femmes en matière de sexualité et de reproduction doit continuer et le rôle de la société civile est plus important que jamais.



> AUTEUR

Krystyna Kacpura est diplômée de l'Université de Varsovie et a obtenu un diplôme de second cycle de l'Institut d'État des relations internationales. Elle a travaillé au ministère polonais des Affaires étrangères. Elle est actuellement directrice exécutive de la Fédération pour les femmes et le planning familial de Pologne et de l'ASTRA, le réseau des femmes de l'Europe centrale et orientale pour la santé et les droits relatifs à la sexualité et la reproduction, qui compte 28 organisations membres de 17 pays.

LE GENRE EN TANT QUE CIMENT SYMBOLIQUE MET EN JEU LA LIBERTÉ D'ÉDUCATION EUROPÉENNE

par *Andrea Pető*

Au début du mois d'août, lorsque Budapest étouffait dans une vague de chaleur et que la plupart des établissements d'enseignement étaient fermés pour cause de vacances, le gouvernement hongrois a proposé d'interdire les études sur le Genre dans les universités. La position et le rôle des partis conservateurs et d'extrême droite dans la mobilisation contre le Genre en Europe ne sont plus une surprise. Mais cette intervention de l'État dans les programmes universitaires montre que le concept de « genre » devient un outil rhétorique qui tente de déterminer pour le grand public ce que la « raison pure » devrait signifier, essayant ainsi de créer un nouveau consensus sur ce qui devrait être considéré comme normal et légitime.



Lire l'article complet en ligne
www.progressivepost.eu



> AUTEUR

Andrea Pető est professeur au Département des études de Genre à l'Université d'Europe centrale à Budapest et docteur en sciences de l'Académie hongroise des sciences. Ses travaux sur le genre, la politique, l'Holocauste et la guerre ont été traduits en dix-sept langues. En 2018, elle reçoit le Prix 2018 de toutes les académies européennes de Mme de Staël pour les Valeurs Culturelles. Elle est membre du conseil scientifique de la FEPS.



© shutterstock

| Dublin, Irlande — 30 septembre 2017 : Marche en faveur des choix de la campagne pour le droit à l'avortement.

L'IRLANDE ... ENFIN

par Shauna Stanley et Lizzie O'Shea

Le 25 mai 2018, les femmes irlandaises ont acquis des droits en matière de reproduction -qui leur ont été retirés il y a trois décennies- lorsque les électeurs se sont mobilisés pour soutenir l'abrogation du 8e amendement de la constitution. Elles ont représenté une source d'inspiration pour les femmes qui se battent pour leurs droits dans le monde entier. Les droits en matière de santé reproductive sont souvent considérés comme controversés. Cependant, la campagne montre que le corps politique est souvent plus favorable aux politiques qui donnent aux femmes le droit de faire leurs propres choix. La réelle réticence est souvent parmi les politiciens, qui préfèrent le statu quo à la poursuite des réformes.

La toile de fond de la campagne a été la mort de Savita Halappanavar provoquée par une septicémie suite à une fausse couche et au refus d'avoir recours à l'avortement. Savita Halappanavar, dentiste, en était à sa 17e semaine de grossesse et attendait son premier bébé lorsqu'elle a été hospitalisée en raison de douleurs dorsales intenses en octobre 2012. Le personnel soignant a estimé qu'une fausse couche était inévitable, mais ne pouvait opérer étant donné que le cœur du fœtus battait encore. Presque

une semaine plus tard, Savita Halappanavar décédait d'une fausse couche, mais son mari Praveen avait demandé à plusieurs reprises de procéder à un avortement. Sa demande a été rejetée, une infirmière lui a déclaré « c'est un pays catholique. » Des milliers de personnes sont descendues dans la rue et des veillées aux bougies ont été organisées dans toute l'Irlande.

Savita Halappanavar a été l'une des nombreuses femmes qui ont souffert des limites rigides du 8e amendement. Cet

amendement date de 1983 lorsqu'un référendum est parvenu à introduire l'exigence selon laquelle le législateur doit accorder une valeur égale à la vie de la mère et à celle du fœtus, interdisant dans les faits la réglementation de l'avortement. Depuis lors, environ 170 000 femmes se sont rendues à l'étranger pour avoir recours à l'avortement, généralement au Royaume-Uni. Il n'y avait pas d'exceptions ; l'anomalie fœtale ou les risques de santé pour la mère n'étaient pas pris en compte par ce régime légal et les femmes en Irlande en ont payé le prix.

La mort de Savita a créé le sentiment que la loi devait changer. En 2016, cet élan a été traduit en un programme d'examen sous la forme d'une Assemblée citoyenne – 99 citoyens, choisis au hasard formant un échantillon largement représentatif de la société. L'Assemblée citoyenne a été chargée d'examiner plusieurs domaines politiques, l'un d'entre eux était le 8e amendement. La proposition a été le résultat d'une entente sur le partage du pouvoir entre deux partis politiques et d'une expérience qui impliquait davantage de citoyens ordinaires pour l'élaboration des politiques. Au lieu de générer le désintérêt et l'inaction, auxquels beaucoup s'attendaient, l'Assemblée citoyenne a créé un élan. Elle a mis en place un espace pour les contributions des experts et des citoyens, sans les aléas et les défis des politiques partisanes.

L'Assemblée citoyenne a confirmé ce que de nombreuses femmes savaient : le peuple irlandais a besoin de repenser le statut légal du 8e amendement. Ces recommandations ont été soutenues par un comité mixte "Oireachtas" en décembre 2017 et ouvert la voie au processus d'un référendum. Ce processus a mis en évidence le pouvoir et la possibilité de faire confiance à des citoyens "lambda" pour prendre des décisions difficiles et importantes, surtout dans un contexte dans lequel des politiques allant du haut vers le bas ont échoué.

Vu le nombre de personnes qui ont subi l'expérience d'un avortement, une partie centrale de la campagne pour l'abrogation a été de raconter l'histoire de ces femmes. Une source qui s'est avérée déterminante pour de nombreux électeurs a été la page Facebook « In Her Shoes: Women of the Eighth. » Le concept de cette page consistait à donner aux électeurs indécis la possibilité de se mettre à leur place en partageant des récits anonymes de femmes ordinaires faisant des choix en matière de reproduction en Irlande. Dans la période menant au référendum, cette page a reçu plus de 100 000 « j'aime » et a été considérée comme décisive par de nombreux électeurs.

La collecte de fonds a été également essentiel. La diaspora s'est montrée très réactive. Compte tenu du risque de l'argent provenant de groupes anti-choix financés aux États-Unis, chaque euro comptait. Les Irlandais vivant en Australie et en Nouvelle-Zélande se sont rassemblés pour organiser des collectes de fonds, collectant collectivement plus de 15 800 dollars pour des organisations pro-choix travaillant sur la campagne en Irlande.

Le référendum a été adopté dans 39 des 40 circonscriptions de l'Irlande et a été considéré comme une campagne unificatrice recueillant l'appui à travers les générations, les divisions de classe et la division urbaine / rurale. La réussite de cette campagne a été de mobiliser un éventail divers de la société irlandaise. La campagne "Together for Yes" (ensemble pour le oui) qui faisait campagne pour le vote positif au référendum, était constituée de 70 groupes communautaires et organisations. Les idées de ces groupes étaient disséminées par la campagne en faveur du droit à l'avortement qui travaille depuis 2012 à la mobilisation des communautés régionales pour établir leurs propres campagnes locales pour le droit à

l'avortement, avec des stands présentes aux foires ou des matinées où le café est offert, créant de la visibilité et une sensibilisation à ces questions. Et les communautés étaient prêtes à devenir des antennes locales de "Together for Yes" bien avant la campagne officielle pour le vote positif lancée en mars 2018.

Des exemples de soutien à travers le pays sont présents dans la grande variété de groupes de population qui ont décidé d'écrire des documents en ligne et ont fait du porte-à-porte dans tout le pays.

Le combat pour la justice en matière de reproduction se poursuit en Irlande du Nord où les corps des femmes sont toujours régis par une législation datant de 1861. Suite au résultat du référendum en République d'Irlande, la pression s'intensifie sur l'Irlande du Nord pour la libéralisation de l'avortement dans la République. Suite aux nouvelles informations selon lesquelles des hôpitaux catholiques sont préparés à résister à la légalisation de l'avortement, des questions difficiles se posent quant à la manière de gérer les services de santé reproductive et de s'assurer du respect des droits des femmes.



> AUTEUR

Shauna Stanley est irlandaise, diplômée en droit et vit à Melbourne. Elle est activiste pro-choix et co-organisatrice de la campagne conjointe entre Melbourne et l'Irlande pour le droit à l'avortement. Avant de s'installer à Melbourne, elle était membre de la campagne pour le droit à l'avortement.



> AUTEUR

Lizzie O'Shea a la double nationalité australienne et irlandaise, elle est avocate et spécialiste des droits humains. Elle est membre active de l'ARC Melbourne-Irlande.



Jean-Pascal van Ypersele est climatologue et physicien belge, professeur à l'Université catholique de Louvain, membre du Centre de recherche sur la Terre et le climat Georges Lemaître. Ancien candidat à la Présidence du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Auteur avec T. Libaert et Ph. Lamotte de « Une vie au cœur des turbulences climatiques ».

L'été 2018 ravivera-t-il le débat sur les changements climatiques ?

Une Interview avec Jean-Pascal van Ypersele par Alain Bloëdt

Alors que l'Europe sort d'un été caniculaire, conséquence des changements climatiques qui ne dit pas son nom mais devrait être dans tous les esprits, le physicien et climatologue belge Jean-Pascal van Ypersele ne se satisfait pas de l'effort des politiques, à commencer par ceux venus d'Europe.

Progressive Post : *La Commission prévoit de "mainstreamer" (NDLR/ le fait d'intégrer la thématique de l'intégration dans l'élaboration, la conduite et l'évaluation des politiques publiques,) toutes ses politiques pour mieux lutter contre le changement climatique. Une bonne idée selon vous ?*

Jean-Pascal van Ypersele : Cela serait très bien que cela se fasse. En attendant, on peut se demander où est la politique de mainstreaming dans le plan Juncker. Il n'y en a pas.

PP : *L'Europe a-t-elle manqué une belle occasion ?*

JPY : Après la crise de 2008, on a cherché à relancer la machine telle qu'elle était. On ne s'est pas dit qu'il serait bon de connecter les problématiques de la crise à celle du changement climatique, pour relancer la machine en se servant d'opportunités d'investissement extraordinairement puissantes pour orienter les choses dans une nouvelle direction.

#ClimateChange Depuis la #COP21 de Paris, l'Europe s'est uniquement satisfaite de l'obtention de l'accord

@JPvanYpersele



PP : *Est-ce lié à sa position fort isolée au niveau international ?*

JPY : C'est surtout lié au manque actuel de vision en Europe. L'UE a fait beaucoup pour les politiques européennes en matière de climat, mais la Chine s'est quand même réveillée, et développe très fortement toute son industrie des énergies renouvelables.

PP : *C'est donc une bonne nouvelle ?*

JPY : Bien sûr. Il vaut mieux qu'il y ait deux acteurs majeurs qu'un seul, à condition que l'Union européenne s'active davantage que ce qu'elle n'a fait depuis Paris.



| Les incendies observés depuis de nombreuses années sur le continent ont été causés par l'assèchement la Méditerranée et de la région.

PP : *Une autre occasion manquée ?*

JPY : Je me demande simplement ce qui a empêché qu'il se passe davantage de choses entre 2015 et début 2018.

PP : *Qu'entendez-vous ?*

JPY : J'ai l'impression que depuis la COP 21 de Paris, l'Europe s'est uniquement satisfaite de l'obtention de l'accord. Effectivement, cet accord a été ratifié très vite et c'est déjà formidable. Mais le document ratifié par tous les pays européens qui ont signé l'accord de Paris annonce des politiques climatiques sur la base de chiffres arrêtés en 2013-2014. Ce n'est que tout récemment, quelques années plus tard, qu'on entend parler d'une mise à jour des objectifs de ce document, notamment la réduction des émissions (ce qui n'est qu'un des aspects de la politique climatique), de façon à ce que ces nouveaux objectifs soient enfin cohérents avec les nouveaux objectifs de l'accord de Paris.

PP : *Vous parlez des 2°C d'augmentation des températures ?*

JPY : Je parle de nouveaux objectifs parce qu'ils sont tout de même différents des objectifs de l'accord de Copenhague confirmés à Cancun, à savoir rester sous les 2°C d'augmentation des températures. L'accord de Paris dit : « well below two degrees », c'est-à-dire bien en-dessous de 2°C, ce qui n'est pas la même chose que 2°C et donne aussi une place beaucoup plus claire à l'objectif de 1,5°C. Or, ce n'est

que maintenant que l'Union européenne est en train de mettre à jour ses engagements et ses intentions. Car celles qui ont été reflétées dans les Contributions déterminées au niveau national (acronyme anglais NDC), le document qui a été déposé avant la ratification de Paris, ne coïncident pas avec ce nouveau niveau d'ambition.

PP : *C'est un objectif beaucoup plus ambitieux que les 2°C*

JPY : En effet, étant donné les émissions produites dans le passé et tous les gaz à effet de serre générés, rester sous la barre des 1,5°C, ou même « bien en-dessous de 2°C » demande des réductions d'émission beaucoup plus drastiques.

PP : *Comment expliquez-vous cette passivité ?*

JPY : C'était peut-être le temps qu'il fallait pour que les services de la Commission se préparent, pour que le Parlement inscrive les bons points dans l'agenda, pour que les débats aient lieu en commission et qu'ils arrivent à la surface. Franchement, je ne connais pas suffisamment

toute la mécanique pour le savoir, même si je relève qu'il y a désormais un peu plus de mouvement maintenant, y compris dans certains pays européens. Je n'ignore pas, en outre, que la taxe CO2 reste bloquée depuis le Sommet

de la Terre de Rio en 1992 car le domaine de la taxation requiert, au niveau européen, l'unanimité de tous les pays. Si on pouvait sortir un maximum d'aspects de la politique climatique et énergétique de cette règle, des groupes qui souhaitent aller plus loin que les autres pourraient se lancer dans la coopération renforcée.

PP : *Les rapports du GIEC, extrêmement*

bien argumentés, sont pourtant suffisamment alarmants pour rappeler qu'il n'est plus temps de procrastiner ?

JPY : Je crois que les politiques, que je critique dans leur ensemble pour leur inconscience de l'urgence de la situation (même s'il y a des exceptions), sont confrontés à de nombreux autres défis que celui du climat. Peut-être aussi que si les rapports du GIEC n'ont pas suffisamment été entendus et traduits en actions à l'échelle nécessaire, c'est qu'ils n'ont pas

“
On peut
se demander où
est la politique de
mainstreaming
dans le plan Juncker.”

”

#ClimateChange Dire qu'on ne voit pas encore, en Europe, les conséquences du changement climatique, c'est avoir les yeux fermés et les oreilles bouchées.

@JPvanYpersele



réussi à montrer avec suffisamment de clarté ce sentiment d'urgence et d'autre part, les possibilités d'action qui s'offrent à nous. Il y a aussi eu le travail de sappe des lobbies liés aux combustibles fossiles, qui a réussi à retarder la prise de conscience et bien des mesures.

PP : *L'été extrêmement chaud que nous vivons peut-il raviver le débat ?*

JPY : Je l'espère car dans toutes nos projections sur le futur climatique, l'essentiel des conséquences négatives, qui commencent seulement à être visibles aujourd'hui, ici et là, est pour plus tard. Malheureusement, beaucoup ont du mal à croire autre chose que ce qu'ils voient aujourd'hui.

PP : *Les incendies c'est bien concret pourtant ?*

JPY : En effet, ceux survenus ces dernières années dans le sud de l'Europe, au Portugal, en Espagne, ou cet été en Grèce, sont grandement provoqués par l'assèchement du Bassin méditerranéen, ce que toutes les projections climatiques anticipent depuis vingt ans. Bien sûr, il y a toujours eu des incendies de forêt autour de la Méditerranée, mais leur intensité et leur multiplication sont bien liées au réchauffement climatique. Dire qu'on ne voit pas encore, en Europe, les conséquences du changement climatique, c'est avoir les yeux fermés et les oreilles bouchées.

PP : *Mais cela reste insuffisant ...*

JPY : Sans doute, parce que les conséquences des changements climatiques affectent toujours plus

gravement les populations les plus vulnérables et, qu'habituellement, ce ne sont pas elles qui sont au pouvoir et prennent les décisions. Prenez une vague de chaleur : si vous êtes riche, vous avez un système de conditionnement de l'air chez vous, à votre bureau, dans votre voiture, donc ce n'est pas quelque chose dont vous souffrez intensément.

PP : *Le philosophe Michel Serres explique que les journalistes, les politiques, etc... sont formés depuis leur enfance exclusivement aux sciences humaines, à la sociologie, à la psychologie, au droit ou à l'administration alors que ce qui fait bouger le monde contemporain et le rend unique au sens de l'histoire ce sont les sciences dures. Pensez-vous*

que cela a une influence dans le cas de la lutte contre les changements climatiques ?

Dans toutes nos projections sur notre futur climatique, l'essentiel des conséquences négatives, qui commencent à être visible aujourd'hui, ici et là, est pour plus tard.

JPY : Tout à fait. Entrent en jeu une certaine méconnaissance, l'incapacité de se projeter dans l'avenir, la tendance à se préoccuper du court terme, mais aussi le rôle de certains secteurs rétrogrades de l'économie à tout faire pour que rien ne change. Succomber à l'inertie est toujours plus facile. Plutôt que d'investir dans le changement, ces acteurs investissent donc dans le

lobbying pour que rien ne change. Rien qu'aux Etats-Unis, les secteurs charbonnier, pétrolier et gazier dépensent 900 millions de dollars par an pour semer la confusion autour du changement climatique, que ce soit autour du problème lui-même ou de ses solutions.



| "Ce n'est que récemment, des années après, que nous entendons parler d'une mise à jour des objectifs du document CP21, notamment la réduction des émissions."

PP : *Comment évolue le discours des climatosceptiques face à un quasi consensus unanime du monde scientifique ?*

JPY : Des travaux ont montré que plus de 97 % des scientifiques compétents étaient d'accord pour affirmer que le principal facteur de changement, depuis 60 ans était bien les activités humaines. Il est donc devenu difficile même pour les « semeurs de confusion » - je refuse d'employer le terme « climatosceptique » car le scepticisme est à la base une activité scientifique, et je ne vois pas pourquoi on laisserait le monopole du scepticisme aux climatosceptiques ! - d'affirmer que le climat ne change pas. Les doutes sont désormais semés dans le domaine des solutions à apporter : « on n'arrivera jamais à réduire les émissions à zéro », « les combustibles fossiles sont indispensables à la vie »... Or ils ont été découverts il y a deux-cents ans ! On entend aussi : « ça coûterait beaucoup trop cher ! » Le discours a donc évolué au fil du temps.

OBJECTIF ZÉRO ÉMISSIONS !

Si on émet des gaz à effet de serre, on doit être sûr que cette quantité soit absorbée et ne reste pas stockée dans l'atmosphère. Car ce que nous installons dans l'atmosphère, c'est une couche d'isolant thermique autour de la planète.

Nous sommes en-dessous, et l'espace intersidéral au-dessus. Quand on a froid en hiver, on rajoute une couche jusqu'à ce qu'on se sente suffisamment à l'aise. Mais si on ajoute trop de couches, on finit par étouffer. Il faut donc s'arrêter au bon moment. Bien sûr, les gaz à effet de serre sont des isolants un peu spéciaux : ils laissent entrer le rayonnement solaire mais ne laissent pas sortir le rayonnement infrarouge. Mais si on résume en disant que les gaz à effet de serre, et le CO₂ en particulier, jouent le rôle d'un isolant thermique, en-dessous duquel nous nous trouvons et dont nous ne pouvons pas nous échapper, on comprend pourquoi il ne s'agit pas de réduire un peu les émissions, mais bien de les arrêter.

On a longtemps parlé, et on parle encore, de facteur 4, c'est-à-dire de diviser par quatre les émissions. Mais il reste encore 25 % ! Cela signifie simplement qu'on ralentit la vitesse à laquelle on ajoute des couvertures sur le lit, mais on épaissit toujours notre isolant, et la température en-dessous continue d'augmenter. Or, si on n'arrête pas, on étouffe ! Voilà pourquoi il faut arriver à des émissions nulles. On ne peut donc pas respecter un objectif de stabilisation de la température, que ce soit de 2°C, de « well below two degrees », ou de 1,5°C, si on n'arrête pas le plus vite possible d'épaissir la couche d'isolant autour de la planète.



© shutterstock

I Couverture du Progressive post n°8 - Villes progressiste vs Etats conservateurs

L'INFLUENCE POLITIQUE DES VILLES DOIT ETRE RENFORCÉE

par Wolfgang Teubner

Afin d'atteindre les objectifs énoncés dans l'Accord de Paris sur le climat, un effort massif de transformation est nécessaire, un de ceux qui affectent chaque aspect de notre vie. Actuellement, plus de 70 % des Européens vivent dans des villes ; par conséquent, cette transformation peut seulement se réaliser avec le soutien des villes et de leurs dirigeants politiques.

L'objectif ultime de l'Accord de Paris, c'est-à-dire maintenir l'augmentation moyenne de la température mondiale en dessous de 2° C d'ici 2050, est facile à comprendre et à communiquer. Traduit en émissions de CO₂, cela signifierait approximativement 2 tonnes par personne et par an, ce qui est beaucoup moins que ce que nous voyons aujourd'hui.

Bien que l'objectif soit clair, il est quelquefois plus difficile d'identifier et de s'accorder sur ce qui est nécessaire pour l'atteindre. Par contre, ce qui est évident, c'est qu'il faut une transformation radicale pour décarboniser nos économies et nos modes de vie. Certains des aspects de notre vie quotidienne qui en seront affectés sont, entre autres, la façon dont nous nous déplaçons, dont nous construisons et utilisons nos maisons, la façon dont nous produisons et consommons l'énergie ainsi que la nourriture.

Sans exigences ambitieuses en matière d'efficacité énergétique, les investisseurs et les propriétaires n'optimiseraient pas l'efficacité énergétique des immeubles
@ICLEI_Europe



Actuellement, les mesures d'atténuation du changement climatique sont largement discutées en mettant l'accent sur les solutions technologiques, comme l'énergie renouvelable, les solutions de mobilité innovantes et les solutions basées sur les changements dus à plus d'électrification, aux technologies de construction et aux TIC (Technologies de l'information et des communications). Bien qu'il ne fasse aucun doute que l'innovation technologique sera fondamentale pour faire des progrès, elle n'aura pourtant pas l'impact souhaité si elle n'est pas

accompagnée par d'importants changements de comportement.

L'interaction entre les personnes et la technologie, comme entre les gens et l'infrastructure naturelle et construite, façonne la culture vivante de nos sociétés. Par conséquent, la lutte contre le changement climatique exige tant une transformation technologique que culturelle de nos sociétés, comme cela est détaillé dans la Déclaration basque.

Actuellement, plus de 70 % des Européens vivent dans des zones urbaines. Avec ce chiffre qui devrait augmenter, les villes et les gouvernements locaux sont essentiels pour façonner cette transformation culturelle.

En planifiant et en fournissant une infrastructure "grise et verte", des services publics, des autorisations et des concessions ainsi qu'une réglementation, les gouvernements locaux influencent considérablement le cadre dans lequel la vie quotidienne des gens se déroule et le développement de la culture dans laquelle ils vivent.

Peu de gens vont utiliser un vélo ou marcher, sauf s'il existe des infrastructures appropriées, ce qui permet aux banlieusards de voyager en toute sécurité et confortablement. Une mobilité écologique et respectueuse du climat ne serait pas envisageable sans un service de transport public solide et efficace. En même temps, les nouvelles technologies facilitent le partage des voitures et des vélos, réduisant de ce fait les

embouteillages, la demande en places de parking et en fin de compte, l'utilisation et la possession des voitures.

Sans exigences ambitieuses en matière d'efficacité énergétique, les investisseurs et les propriétaires n'optimiseraient pas l'efficacité énergétique des immeubles.

La modernisation de l'infrastructure verte, comme les arbres, les parcs et les façades, fonctionnera comme des puits de carbone et permettra de stabiliser le microclimat urbain en favorisant le rafraîchissement, la gestion des eaux pluviales, l'amélioration de la qualité de l'air et produira en même temps des avantages sanitaires et sociaux. Toutes ces mesures visant à refaçonner le tissu urbain ont besoin d'une interaction parfaite

entre une bonne planification, un bon développement, une bonne réglementation et le bon mélange de mesures d'incitation et de dissuasion.

Le changement climatique est vécu différemment selon les endroits, il n'y a donc pas de solution unique. Les stratégies et les politiques en matière de climat doivent être adaptées aux régions et aux contextes spécifiques. Cela peut être mieux réalisé au niveau urbain.

“
Les villes sont au premier rang de l'action pour le climat, il faut donc renforcer davantage leur influence sur les politiques pertinentes!
”

Les maires et les dirigeants politiques dans les zones urbaines ont illustré leur engagement à atténuer le changement climatique, à s'adapter aux conséquences inévitables du changement climatique actuel, aujourd'hui et dans l'avenir, à protéger et améliorer la qualité de la vie pour leurs citoyens à travers



© shutterstock

| "Peu de gens font du vélo ou marchent à moins de disposer d'une infrastructure appropriée."

la Convention mondiale des maires, une alliance mondiale rassemblant plus de 9 000 villes et régions qui se sont engagées à soutenir et souvent dépasser les contributions déterminées au niveau national de leurs pays ou de l'UE.

Néanmoins, pour réaliser cela, nous avons besoin d'un meilleur soutien plus étendu de la part des gouvernements nationaux, tant par le biais de meilleures politiques et réglementations que par des incitations et un soutien financiers. Bien que les villes et les régions soient devenues des acteurs reconnus sur la scène du climat européen et international, les dirigeants des villes doivent être impliqués plus directement dans la définition de la législation et du financement dans le cadre de la lutte contre le changement climatique.

La connaissance par les villes des problèmes et du potentiel des solutions devrait être

“

Les stratégies et les politiques en matière de climat doivent être adaptées aux régions et aux contextes particuliers. Ceci peut être mieux réalisé au niveau urbain.

”

mise à profit en les impliquant dans l'élaboration des politiques et la préparation des cadres juridiques.

Les villes sont essentielles pour permettre de définir quelles mesures nationales et internationales fournissent un cadre favorable pour faire face aux problèmes de notre époque.

De cette façon, les villes aident aussi les gouvernements nationaux à atteindre les objectifs mondiaux et européens que les états ont convenus, comme les Objectifs de développement durable des Nations Unies, l'Accord de Paris sur le climat et l'Agenda urbain de l'UE. Dans la Déclaration basque, par exemple, les villes ont indiqué qu'elles sont prêtes à soutenir les gouvernements nationaux dans la mise en œuvre des cadres mondiaux et européens.

Les zones urbaines représentent 60 à 80 % de la consommation mondiale d'énergie et environ la même part d'émissions de CO2. Comme cela montre que les villes font partie du problème, elles doivent aussi être considérées comme faisant partie de la solution. À cet égard, les villes sont ambitieuses et ont une réflexion avant-gardiste mise en évidence à travers les objectifs et les cibles définis par les membres eux-mêmes. Par exemple, un grand nombre de nos membres ont défini eux-mêmes l'ambitieux objectif d'atteindre la neutralité carbone : Copenhague (Danemark) espère y arriver avant 2025, Turku (Finlande) avant 2029, Oslo (Norvège) avant 2030 et Reykjavik (Islande) avant 2040.

Ces cibles et objectifs sont soutenus et encouragés par ICLEI au niveau mondial et plus récemment, à travers l'engagement et la vision stratégique ICLEI Montréal, adopté par le Conseil ICLEI en juin. La vision d'ICLEI consiste à rechercher la neutralité climatique dans les infrastructures et les opérations du gouvernement avant le milieu du siècle.

Certains de nos membres (Stockholm, Paris et Barcelone) ont appelé la Commission européenne à adopter directement les cibles de l'Accord de Paris en tant qu'objectifs de sa stratégie à long terme sur la réduction des émissions. Cela signifie reconnaître qu'une augmentation de 1,5° C de la température mondiale et une société avec zéro émission nette sont les objectifs nécessaires à la future stratégie de la Commission européenne.



> AUTEUR

Wolfgang Teubner est directeur régional pour l'Europe et directeur général de ICLEI - "Local government for Sustainability". Il est en charge du développement stratégique et économique de l'organisation en Europe. Il a plus de 25 ans d'expérience professionnelle dans le travail avec les gouvernements locaux sur le développement urbain durable, notamment l'Agenda 21 local, l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, ainsi que les politiques de transport urbain durable.

ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE : UNE MYRIADE DE SOLUTIONS TECHNIQUES

par André van de Nadort

En tant que municipalité, c'est notre tâche de fournir à nos habitants un environnement viable. Ceci inclut l'adaptation au climat, en réagissant au changement des conditions climatiques. Aux Pays-Bas, comme dans d'autres pays, nous devons faire face à des précipitations de plus en plus sévères. Nous voulons réduire notre vulnérabilité à cet égard et prendre des mesures pour limiter de potentiels dommages. André van de Nadort, maire de Weststellingwerf, sur le projet Wolvega-Zuid.



Lire l'article complet en ligne
www.progressivepost.eu



> AUTEUR

André van de Nadort est le maire de Weststellingwerf, dans la province de la Frise, au nord des Pays-Bas. Il fait partie de la délégation néerlandaise au Comité des régions à Bruxelles et, entre autres activités, il œuvre au sein du comité Durabilité et Énergie.


Júlia López Ventura

est la directrice régionale pour l'Europe du C40. C40 est un réseau de mégapoles du monde qui sont engagées dans la lutte contre le changement climatique. Elle a auparavant travaillé pendant une décennie pour la ville de Barcelone.

Mesures en faveur du climat : les villes d'abord !

Une Interview avec Júlia López Ventura par Alain Bloëdt

À la suite du précédent numéro de Progressive Post intitulé «Villes progressistes contre États conservateurs», Júlia López Ventura, directrice régionale pour l'Europe de C40 analyse pourquoi les villes se substituent désormais aux États dans la lutte contre le changement climatique.

The Progressive Post : Partagez-vous l'opinion répandue selon laquelle les villes jouent maintenant un rôle prépondérant concernant le changement climatique, comparé à de nombreuses régions et États ?

Júlia López Ventura : Oui, c'est aussi ce que je pense. Au moins 70 % des émissions de gaz à effet de serre sont générées dans les villes, et ces émissions sont responsables du changement climatique. Beaucoup de villes ont déjà conscience de ce facteur crucial et sont prêtes à prendre des mesures dès maintenant. Les villes peuvent agir plus rapidement que les États nations sur de nombreux aspects, c'est pour cette raison que je crois qu'elles jouent un rôle prépondérant. De même, le recul des quelques États-nations qui devaient mener la lutte contre le changement climatique a eu pour contre-effet que les villes dans ces pays ont réagi en vue de reprendre ce rôle. On peut citer comme exemple le retrait des États-Unis de l'Accord de Paris et les villes, les régions et les universités américaines lançant le mouvement « We Are Still In » (Nous en sommes toujours). Le

7 mégapoles sur 10 rapportent souffrir des conséquences du #Changementclimatique

@jlopezventura



changement climatique est devenu un sujet en vogue dont tout le monde parle, ce qui est une nouvelle formidable, mais je ne suis pas sûre que ce soit ce genre d'effet que recherchait le Président Trump.

PP : Comment expliquez-vous que les villes jouent un rôle prépondérant dans la lutte contre le changement climatique ?

JLV : C40 travaille à l'heure actuelle avec 96 des plus grandes villes du monde. Nous leur avons posé des questions sur les effets du changement climatique qu'elles avaient déjà subis, et 7 mégapoles



| La Ville de Paris a réalisé d'importants investissements pour assainir les eaux de la Seine, afin que les citoyens puissent en profiter en toute sécurité.

sur 10 nous ont rapporté déjà souffrir des conséquences de ce changement. Le changement climatique ne respecte pas les frontières et accorde aussi peu d'importance au fait que nous soyons prêts ou pas. Prenez par exemple la sécheresse qui sévit en ce moment à Cape Town, les ouragans qui ont fait des ravages à Porto Rico, Houston, Miami et aux Caraïbes l'année dernière, ou bien les inondations provoquées par la mousson et qui ont obligé des millions de personnes à quitter leur foyer en Inde et au Bangladesh. Chez C40, nous croyons qu'aucun sujet n'exige plus de collaboration et de mesures urgentes que la lutte contre le changement climatique.

PP : *Pourquoi est-ce si évident pour les villes ?*

JLV : Elles sont aux premières loges pour voir les effets immédiats sur l'économie mais aussi sur la santé. C'est pour cette raison que leurs données sont aussi importantes et que nous les prenons tellement au sérieux. L'un de nos

anciens présidents, Michael Bloomberg, qui était le maire de New York à l'époque, disait toujours : « Vous ne pouvez pas gérer ce que vous ne pouvez pas mesurer ». Nous demandons par conséquent aux villes de nous fournir des données tous les ans. Si elles veulent devenir membres de C40, alors il est obligatoire de nous envoyer des données, car nous en avons besoin pour mener nos recherches. L'utilisation de ces données pour découvrir les avantages de lutter contre le changement climatique peut être d'une grande aide pour les maires, car ils peuvent s'en servir de preuve pour convaincre les sceptiques.

PP : *Quels critères d'évaluation utilisez-vous pour mesurer les progrès que vous faites avec les villes et l'impact que vous avez sur la lutte contre le changement climatique ?*

JLV : Nous croyons que l'Accord de Paris est l'outil mondial le plus puissant pour mener à

bien les actions nécessaires en vue d'éviter un changement climatique catastrophique. À cet égard, nous travaillons actuellement avec toutes nos villes afin que d'ici 2020, elles disposent d'un plan pour s'assurer de pouvoir s'acquitter individuellement de leurs obligations dans le cadre de l'Accord de Paris. En chiffres, nous estimons que les émissions des villes C40 doivent atteindre leur maximum en 2020, et que les émissions moyennes par habitant doivent être réduites de moitié d'ici à 2030. Comme je l'ai dit, tous les ans, les villes transmettent leurs données sur les émissions, et c'est ainsi que nous les aidons à mesurer les progrès réalisés dans la réduction effective des émissions de gaz à effet de serre. Bien entendu, il ne s'agit pas seulement de réduire les émissions, nous avons également comme objectif d'aider nos villes à s'adapter aux effets du changement climatique qui sont déjà présents et de le faire de la manière la plus inclusive possible, afin que les avantages de la lutte contre le changement climatique atteignent tous les citoyens.



© Henri Garat / Paris

| Jardin communautaire sur une place centrale de Turin.

PP : *Pouvez-vous nous donner quelques exemples de villes qui réussissent à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et des mesures qu'elles ont prises pour engendrer ces résultats positifs ?*

JLV : Voilà une question difficile ! Il y en a tellement ! Cela va du déploiement des flottes de milliers de bus électriques dans les villes chinoises aux efforts des villes européennes comme Oslo, Paris, Rome, Madrid ou Barcelone d'interdire les voitures les plus polluantes dans leur centre-ville, en passant par les efforts des villes scandinaves de décarboniser leur réseau d'électricité et la modernisation des immeubles dans les villes nord-américaines en vue d'améliorer l'efficacité énergétique. Aucune ville n'est parfaite dans tous les domaines, parce que les priorités sont différentes d'une ville à l'autre.

PP : *Comment expliquez-vous le fait que les priorités diffèrent d'une ville à l'autre ?*

JLV : Les politiques jouent bien sûr un rôle clé dans la définition des priorités sur le climat.

Toutefois, il est primordial de comprendre quelles sont les principales causes des gaz à effet de serre dans chaque ville et d'être en mesure

de suivre les progrès dans chacun de ces domaines. Pour cette raison, il est essentiel que chaque ville ait dressé un inventaire des émissions de gaz à effet de serre et de préférence, en suivant les normes internationales. Les trois principales sources d'émission présentes dans presque toutes les villes sont l'énergie fixe, le transport et les déchets produits, et ceux-ci varient d'une ville à l'autre. Par exemple, pour une ville comme Moscou, une cause majeure d'émissions est le transport limitrophe, tandis que pour les villes du sud de l'Europe comme Rome et Barcelone, ce sont les immeubles. C'est pour cette raison qu'il est absolument primordial pour les villes de recueillir ces données essentielles tous les ans.

“

Les trois principales causes des émissions de gaz à effet de serre des villes portent sur la consommation d'énergie dans les immeubles, les transports et les déchets.

”

Les leaders progressistes locaux



London, UK
Sadiq Aman Khan
Labour party
since 2016



Manchester, UK
Andy Burnham
Labour party
since 2017



Birmingham, UK
Anne Underwood
since 2018



Copenhagen, Denmark
Frank Jensen
Social Democrats party
since 2010



Malmö, Sweden
Katrin Stjernfeldt Jammeh
Swedish Social Democratic
since 2013



Berlin, Germany
Michael Müller
SPD
since 2014



Vienna, Austria
Michael Häupl
SPÖ
since 1994



Thessaloniki, Greece
Yiannis Boutaris
Indépendant
since 2011



Lisbon, Portugal
Fernando Medina
Social Party
since 2015



Florence, Italy
Dario Nardella
PD
since 2014



Barcelona, Spain
Ada Colau
CatComú
since 2015



Brussels, Belgium
Philippe Close
Socialist party
since 2018



Bergkamen, Germany
Roland Schäfer
SPD
since 1998



Hamburg, Germany
Peter Tschentscher
SPD
since 2018



Paris, France
Anne Hidalgo
Socialist party
since 2014



Karlsruhe, Germany
Frank Mendrup
SPD
since 2013



Nantes, France
Johanna Rolland
Socialist party
since 2014

SOURCE /
Database Mayors
- PES Group
in the European
Committee of the Regions



À VOIR

Que reste-t-il du Rêve Américain?

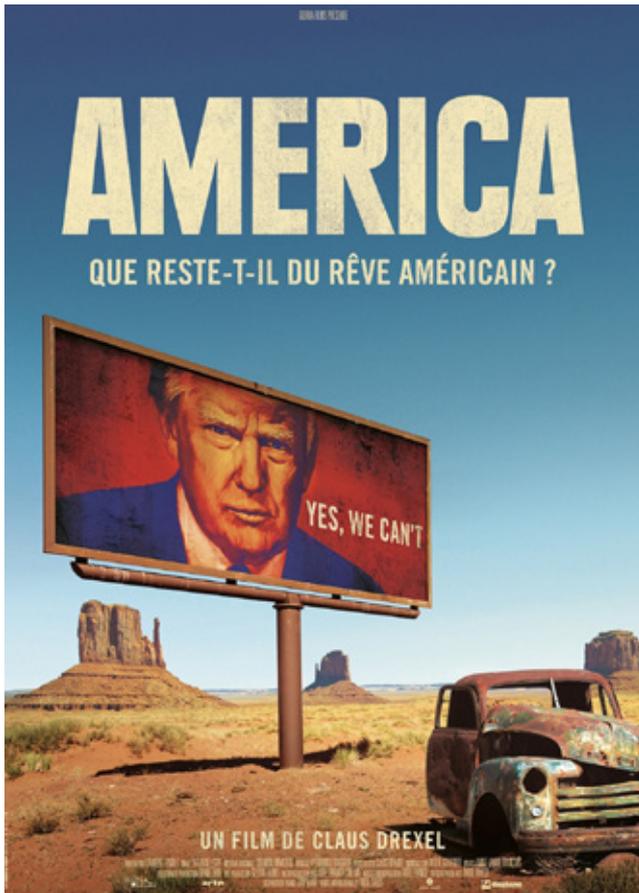
(USA:2018). Documentaire de Claus Drexel

2017, à la veille de l'élection de l'actuel président des États-Unis, Donald Trump, le rêve Américain existe-t-il encore ?

Nous sommes dans une petite ville au coeur de l'Arizona, traversée par la route mythique 66. Entre phrases de comptoirs et prêches du dimanche, prédictions lucides et fantasques sur l'avenir des Etats-unis, le tableau dressé par les habitants est sombre ; entre "Hillary" et "Donald", les désillusions sont profondément ancrées.

Une immersion chez les "red-necks", bien loin des citoyens de Washington, entre une Amérique des armes et désarmée face à une précarité économique grandissante, une réelle amertume nous accompagne pendant ce documentaire.

Avec un esthétisme de fiction, Claus Drexel nous livre un western made in 2018.



Ni Juge, ni soumise

(Belgique: 2018). Documentaire de Jean Libon et Yves Hinant

Les amateurs de documentaire sans commentaire vont être servi avec le retour des réalisateurs de l'émission culte "Strip Tease", 20 ans après.

Dans ce film, ils ont suivi "une super Juge" pendant trois ans à Bruxelles : Anne Gruwez, une femme sans filtre et empreint d'un engagement à toute épreuve pour son travail.

Rarement intimidé, Anne Gruwez nous offre une belle leçon d'intégrité et d'engagement. Les délinquants, elle n'en fait qu'une

bouchée et raisonne les plus obtus. Un film sur un système judiciaire encombré et souvent peu adapté.

Avec leur premier long métrage, les deux acolytes nous plongent dans le quotidien judiciaire.

Entre enquêtes criminelles et auditions, scène de crime, le documentaire flirte avec le film policier d'humour noir.



À LIRE

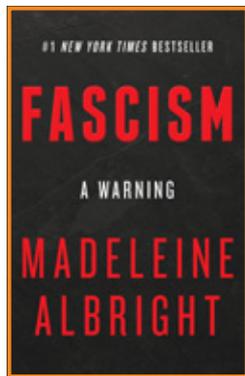
**Le fascisme
Un avertissement**

Madeleine Albright
(Secrétaire d'État américaine)

Dans son dernier ouvrage, l'ancienne secrétaire d'État des États-Unis, Madeleine Albright, analyse le fascisme au XXe siècle et la manière dont cet héritage cruel façonne aussi notre monde contemporain.

Ce livre ne représente pas uniquement un avertissement destiné à nous tous qui vivons dans des temps marqués par l'incertitude où les mouvements populistes se développent et affaiblissent nos démocraties représentatives, il indique aussi clairement que nos leaders actuels tels que Poutine, Erdogan et Kim Jong-un utilisent les mêmes tactiques que les fascistes au siècle dernier. Il est important de comprendre les leçons des tragédies du passé et nous avons le devoir de trouver des solutions concrètes afin de pouvoir nous épargner de connaître à nouveau ces heures horribles.

Les fascistes ont tendance à prétendre s'exprimer au nom du peuple ou de la nation entière. Cependant, ils ne respectent pas les droits des autres et ils sont prêts à utiliser la violence ou tout autre moyen pour arriver au pouvoir. Si l'on analysait l'âge du populisme que nous connaissons, nous serions choqués que des leçons n'aient pas été tirées dans nos sociétés actuelles. Nous pouvons considérer cet ouvrage et en particulier son titre comme trop alarmiste, mais Albright défend l'idée que nous devrions être conscients de l'assaut mené sur les



valeurs démocratiques et les libertés fondamentales. La tentation de fermer les yeux et d'attendre que le pire soit derrière nous a trop d'ampleur et pourtant, c'est ainsi que cela s'est produit avec Hitler ou Mussolini. À l'époque, les citoyens étaient choqués par les tactiques utilisées qu'ils trouvaient inimaginables, ils pensaient que la situation ne pourrait empirer, mais c'est ce qui s'est passé.

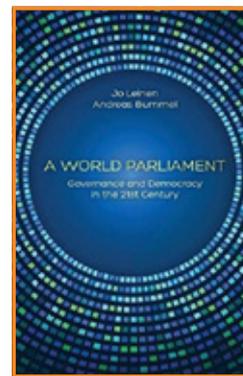
L'ombre générale planant sur ce livre est bien sûr celle de Donald Trump et la manière dont il gouverne les États-Unis. Trump est comme l'expose Albright à juste titre le premier président antidémocratique de l'Amérique moderne. Il exhibe son dédain pour les institutions démocratiques, les idéaux d'égalité et de justice sociale, le discours civil et les États-Unis ainsi que le monde lui-même.

Mais il ne s'agit pas uniquement de Trump, ce sont aussi les Orban, les Kaczynski, les Salvini et tous les autres mouvements nationalistes apparaissant en Europe. Le dessin utilisé par Albright dans la description de nos démocraties est le dialogue entre un prêtre et un évêque. L'évêque demande au prêtre quand manger un œuf s'il n'est pas pourri. Le prêtre répond que « certains de ses morceaux sont excellents, même s'ils ne sont pas parfaits, mais la démocratie peut et doit toujours être améliorée et mise en valeur pour éviter les désastres ! »

par Ernst Stetter

**A World Parliament,
Governance and
DEmocracy in the 21st
century, Berlin, 2018**

Jo Leinen, Andreas Bummel



Soutenue par la Feps, la publication de « A World Parliament » est celle d'un manifeste fédéraliste qui situe son ambition à l'échelle de la planète et non à celle de la seule Europe. Mais c'est plus qu'un manifeste. Le texte du député européen Jo Leinen et d'Andreas Bummel, directeur de « Democracy without borders », plaide et informe. Sans qu'il soit nécessaire d'adhérer à ses postulats ou de rejoindre toutes ses conclusions, il est le bienvenu alors que la plupart des partis politiques, abandonnant toute perspective internationaliste, se cherchent un avenir dans l'incarnation d'intérêts nationaux, voire régionaux. Sa lecture est d'autant plus recommandée que l'accélération de la sortie du XXème siècle par le renouvellement des orientations diplomatiques des États-Unis de la Russie et de la Chine questionne la signification profonde de l'« interdépendance » des composantes du village mondial : est-elle un vecteur de paix ou de guerre entre les peuples ?

La première partie de l'ouvrage est certainement, depuis les écrits de David Held et Daniele Archibugi, la somme la plus exhaustive et la plus efficace qui ait été consacrée aux origines et aux ramifications du projet d'une unification de

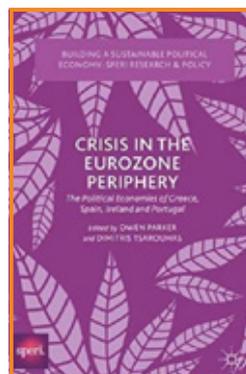
la gestion politique de l'humanité. Jo Leinen et Andreas Bummel évitent ici la célébration convenue du « projet de paix perpétuelle » d'Emmanuel Kant pour rappeler l'ancrage de la perspective mondialiste dans la pensée classique gréco-latine (Diogène de Sinope, Cicéron) comme asiatique ainsi que le lien, installé par Vitoria, entre la mise en place d'une structure cosmopolitique et la protection des droits individuels. Vient ensuite, au XVIIIème siècle, Christian Wolf qui relocalise dans la sphère des relations internationales la théorie, inaugurée par Thomas Hobbes, du contrat social et défend la nécessité de la construction supra-étatique d'un « Völkerstaat ». Et ce, peu avant que les révolutionnaires américains n'en tentent l'expérience en mettant en place des « Etats unis » sur la surface d'un continent. La relation que le livre offre ensuite de la constitution du mouvement mondialiste contemporain à partir de la mise en réseau intraeuropéenne de parlementaires au XIXème siècle est rare et d'une pédagogie exceptionnelle.

La deuxième partie de l'ouvrage présente les défauts de ses qualités. En plaçant dans la constitution d'un parlement mondial l'espoir de la

Lisez et téléchargez nos publications en ligne sur www.progressivepost.eu

Crisis in the Eurozone Periphery; the Political Economy Of Greece, Spain, Ireland and Portugal, Palgrave Macmillan, 2018

Owen PARKER,
Dimitris TSAROUHAS



résolution de tous les défis qui mettent en question la survie de l'espèce humaine comme de son environnement, le livre impose de s'interroger sur les raisons du peu d'audience du projet au-delà de cercles académiques qui hésitent eux-mêmes à le promouvoir. Il est plausible qu'une correction populaire et démocratique du système de représentation étatique mis en place au travers de l'ONU soit capable de rationaliser et pacifier ce monde, « non polaire » selon le diagnostic de R. Haas, sur lequel aucune superpuissance ne paraît en état d'étendre son hégémonie. Mais, à la différence d'un ancien théoricien du fédéralisme comme Proudhon, les auteurs de « A World Parliament » ne s'interrogent pas, ou peu, sur les moyens d'une articulation d'une construction supra-étatique et de sociétés civiles, à présent doublement caractérisées par un regain de passions nationalistes et un déclin de la participation politique.

par Christophe Sente

« Crisis in the Eurozone Periphery » est le produit d'une collaboration entre Dimitris Tsarouhas de l'Université Bilkent à Ankara et Owen Parker, de l'Université de Sheffield. Salué dès sa publication par des personnalités académiques telles qu'Andrew Gamble et Ben Rosamond, le livre rassemble les contributions que plusieurs experts des relations internationales et intra-européennes consacrent à l'évolution politique et économique récente du Portugal, de l'Irlande, de la Grèce et de l'Espagne. Soit quatre pays un temps désignés par l'acronyme injurieux de PIGS par des commentateurs anglo-saxons qui attribuaient à un défaut de discipline, fiscale voire morale, les difficultés de ces Etats à sortir leurs finances publiques d'un marasme caractérisé par le déficit budgétaire, l'endettement sur les marchés et les conséquences d'une croissance faible.

Sans s'acharner à engager d'inutiles polémiques, le livre de D. Tsarouhas et O. Parker déconstruit cette caricature néolibérale en lui opposant la relation factuelle des principales étapes de l'intégration communautaire des quatre Etats et, plus particulièrement, de leur

participation à l'Union monétaire. Le tableau ainsi dressé montre finement qu'aucune de ces histoires nationales n'est semblable à une autre même si elles sont toutes marquées par une crise comparable qui n'éclate pas non plus de façon simultanée. Par conséquent, la thèse d'un tropisme méditerranéen, qui frapperait pour des raisons mystérieuses également deux pays baignés par d'autres mers, ne tient pas...

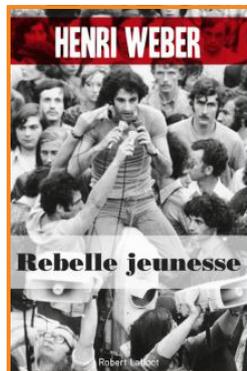
L'ouvrage ne s'arrête pas à cette déconstruction d'une légende. Il intègre à un cadre analytique sa restitution empirique et chronologique du passé récent, du Portugal, de l'Irlande, de la Grèce et de l'Espagne. Ce cadre analytique emprunte son vocabulaire à la théorie néomarxiste de la dépendance et plus particulièrement à la représentation des relations internationales dans les termes de la contradiction des intérêts d'un « centre » et d'une « périphérie ». Mais l'emprunt se limite à ce vocabulaire.

Plutôt que céder à la facilité, désormais commune au sein de la gauche radicale, d'attribuer à Berlin ou à Bruxelles - hier, à Londres- la responsabilité de la dégradation des conditions de vie au sein d'autres Etats

européens, D. Tsarouhas et Owen Parker expliquent en quoi des choix de politique économique, parfois douteux, ont pu être partagés par de soi-disant bourreaux et de présumées victimes. Leur démonstration est celle de la complexité de la dynamique de l'intégration européenne, tour à tour vertueuse-lorsqu'elle contribue à la consolidation de démocraties- et pernicieuse, lorsque l'interprétation des critères du Traité de Maastricht par la Troïka reproduit au Sud la violence des politiques d'ajustement structurel jusqu'alors exclusivement infligées à l'ancienne Europe communiste. Rappelant au passage le diagnostic de Paul Krugman pour lequel l'espace européen est trop asymétrique pour satisfaire à la définition de « zone monétaire optimale » selon les critères de Robert Mundell, la démonstration suggère également que si la construction européenne devait se réduire à un projet monétaire, elle en subirait la fragilité.

par Christophe Sente

**Rebelle jeunesse, Paris,
Robert Laffont, 2018**



Henri WEBER

Parfois des vies sont des romans et, plus rarement, celles et ceux qui les vivent savent écrire. Henri Weber fait partie de cette catégorie. « Rebelle jeunesse » à peine fermé, on attend ce qu'il appelle « le prochain volume de ce parcours » sans qu'il précise le nombre des tomes à espérer.

Même s'il s'agit d'une autobiographie, le livre constitue d'abord une suite aux ouvrages, plus académiques, qui décrivent et analysent – on pensera à François Dosse, Jean-François Sirinelli et à Alain Bergounioux – le paysage intellectuel français de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle. Bien des noms qui appartiennent aux rangs de la Sorbonne et de Nanterre, des meilleures revues européennes qui encadrent les débats de la gauche, mais aussi à des scènes de théâtre et de cinéma, surgissent. Et, au-delà de leurs noms, les personnages, surtout lorsqu'ils nous ont quittés, sont ressuscités avec talent et, souvent, tendresse.

« Rebelle jeunesse » présente également la qualité de ne pas être un récit autocentré. S'il est difficile d'attendre d'Henri Weber qu'il disparaisse d'une histoire de la gauche française dont – comme animateur de la Ligue Communiste

révolutionnaire avant de devenir le bras droit de Laurent Fabius – il est un héros, le livre dépasse son propre roman à au moins deux points de vue.

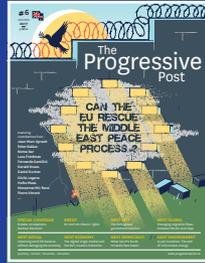
D'abord parce que les pages, aussi rieuses que pudiques, qu'il consacre à l'insertion de sa famille juive, déportée avant d'être réfugiée, renvoient aux enjeux contemporains des mouvements de population en direction d'Etats démocratiques : accorder sans réserve l'asile et imposer aux migrants les règles du pays d'accueil. Ici, Weber choisit l'évocation d'un souvenir familial pour signifier que cette question de l'intégration n'a pas la dimension dramatique que les conservateurs lui prêtent. Elle est de la responsabilité de la famille et l'école : « Ecoute mon fils... si tu continues à mal te conduire à l'école et dans le quartier, la nationalité française nous sera refusée et nous resterons pour toujours des apatrides et des réfugiés ». L'explication de l'équilibre du monde démocratique par le contrat social, en quelques mots simples.

L'autre dimension qui contribue à l'intérêt du livre est la place réservée à Mai 68. Pas de souvenirs d'ancien combattant, mais une analyse interpellant une

gauche européenne en désarroi et tentée par le retour à une critique caricaturale de l'économie de marché. « Mouvement libéral, Mai 68 s'est dressé contre toutes les formes autoritaires d'exercice du pouvoir – à l'école, à l'université dans la famille, dans le couple, dans l'entreprise, dans la cité (...); mouvement hédoniste et communautaire, il s'est insurgé contre le puritanisme répressif ... et la solitude de masse ». Comment mieux résumer, en 2018, l'horizon que la gauche peut retrouver tant pour contribuer à l'émancipation collective que pour se distinguer des nouvelles droites populaires ?

par Christophe Sente

Découvrez nos éditions précédentes : progressivepost.eu



FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES
FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES



FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES

Rue Montoyer, 40
1000 Bruxelles - Belgique
+32 (0)2 234 69 00
info@feps-europe.eu

ISSN 2506-7664
3.00 €